VELAN

2016 rapport annuel

Faits saillants de 2016

Les employés de Velan Valves India PVT. Ltd avec la haute direction de Velan.

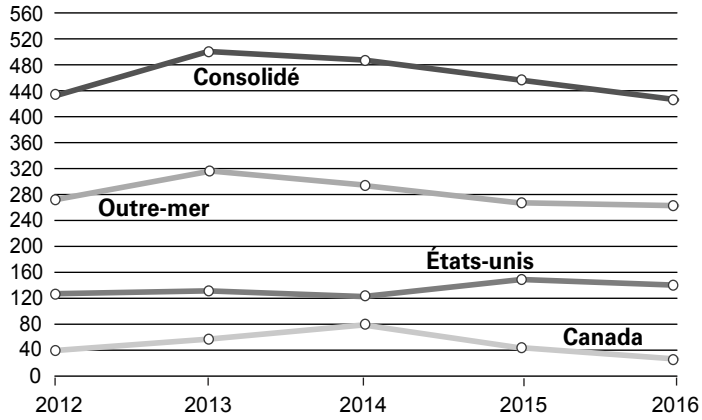
Photo de couverture :
Vannes Velan 12 po. classe 1500 à siège parallèles et clapetet soupape 1 po. à tête inclinée, dans une centrale électrique de l'Ouest du Canada.

Velan a fait la première page du magazine Valve World, *édition de mai 2016.*

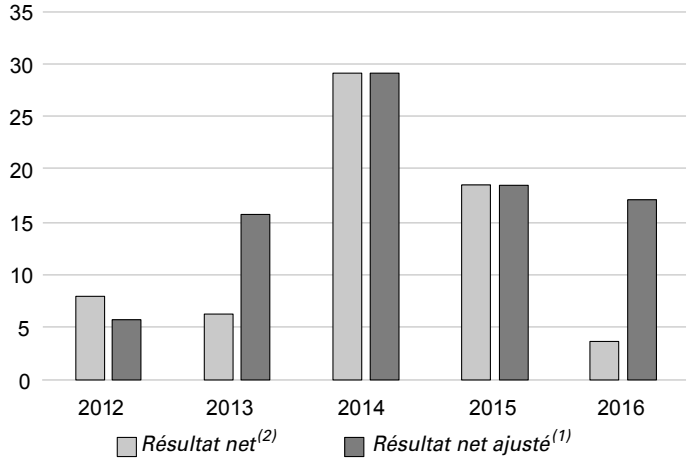
Essai hydrostatiques de grandes vannes haute pression dans l'une des usines de Velan à Montréal. Celle-ci est l'une des quatre vannes 36 po. classe 900 à siège parallèles pour le service de DGMV (drainage par gravité au moyen de vapeur) dans l'Ouest du Canada.

Faits saillants de 2016

Chiffres d'affaires
(en millions de dollars américains)



Résultat net[2] et Résultat net ajusté[1]
(en millions de dollars américains)



(en millions de dollars américains, à l'exception ses montants par action et du nombre d'employés)

Pour les exercices clos	Fév 2016	Fév 2015	Fév 2014	Fév 2013	Fév 2012
État des résultats					
Chiffre d'affaires	426 895 $	455 750 $	489 257 $	500 574 $	437 135 $
Marge brute	104 283	118 283	131 146	113 899	87 262
Marge brute %	24,4 %	26,0 %	26,8 %	22,8 %	20,0 %
Frais d'administration	77 974	88 391	87 143	90 985	83 620
Résultat avant impôt	12 587	28 965	42 762	12 018	6 097
Résultat net ajusté [1]	17 276	18 580	29 409	15 681	5 630
Résultat net ajusté [1] %	4,1 %	4,1 %	6,0 %	3,1 %	1,3 %
Résultat net ajusté [1] par action	0,79	0,85	1,34	0,72	0,25
Résultat net [2]	3 641	18 580	29 400	6 169	7 892
Résultat net [2] %	0,8 %	4,1 %	6,0 %	1,2 %	1,8 %
Résultat net [2] par action[3]	0,17	0,85	1,34	0,28	0,36
État de la situation financière					
Montant net de la trésorerie[1]	82 049 $	75 612 $	67 761 $	19 787 $	35 376 $
Fonds de roulement	229 959	227 793	235 318	213 814	217 522
Immobilisations corporelles	95 257	91 285	96 605	90 630	72 961
Total des actifs	515 627	558 628	624 154	619 774	601 970
Total de la dette	22 449	14 827	22 087	26 850	9 587
Capitaux propres	333 119	345 093	359 119	328 173	335 577
Nombre d'employés					
Canada	787	917	917	923	926
États-Unis	165	181	188	182	178
Europe	520	528	526	535	519
Asie	430	441	429	390	358
Total	1 902	2 067	2 060	2 030	1 981

(1) Ce terme ne s'agit pas d'une mesure de rendement et/ou de la situation financière qui est définie aux termes des Normes internationales d'information financière et, par conséquent, est peu susceptible d'être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Toutefois, les telles mesures sont utilisées par la direction pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. En outre, elles fournissent aux lecteurs des états financiers consolidés de la Société avec une meilleure compréhension de ses résultats et sa situation financière, et offrent plus de transparence et clarté en ce qui concerne les résultats d'exploitation de ses activités principales. Se reporter à la rubrique « Rapprochements et les mesures hors IFRS » dans le rapport de gestion de la Société, inclus dans ce rapport annuel, pour un calcul détaillé de cette mesure.

(2) Le résultat net représentent le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de votre multiple.

(3) Voir la note 22 des Notes annexes aux états financiers consolidés.

Message aux actionnaires et aux employés

(En dollars américains, sauf indication contraire.)

Faits saillants :

- **Chiffre d'affaires de 426,9 millions de dollars**
- **Résultat net ajusté[(1)] de 17,3 millions de dollars**
- **Carnet de commandes de 331,2 millions de dollars**
- **Nouvelles affaires de 329,5 millions de dollars**
- **Montant net de la trésorerie1[(1)] de 82,0 millions de dollars**

Ce fut une année de transition et de changement pour notre entreprise puisque nous avons dû faire face à l'impact des conditions de marché difficiles au secteur de l'énergie découlant du faible prix du pétrole, la réduction des dépenses par nos clients des utilisateurs finaux, et la concurrence féroce auprès des entreprises de vanne qui se battent pour leur part d'un marché contracté.

Compte tenu de la baisse de nos ventes, nos nouvelles affaires et notre carnet de commandes, nous avons pris les mesures nécessaires pour restructurer et réduire notre structure des coûts. Notre résultat net ajusté[(1)] de 17,3 millions de dollars exclut les coûts de restructuration et une charge hors trésorerie de perte de valeur du goodwill lié à notre filiale italienne, qui vend principalement au secteur du pétrole et du gaz en amont.

Chiffre d'affaires, nouvelles affaires et carnet de commandes

Notre chiffre d'affaires de 426,9 millions de dollars a diminué de 6,3 % par rapport à l'exercice précédent. Les principales raisons de la baisse du chiffre d'affaires ont été la faiblesse de la demande dans les marchés de l'énergie ainsi que la hausse du dollar américain. Compte non tenu des fluctuations de devise, notre chiffre d'affaires consolidé aurait été égal à celui de l'année précédente. Cette année, l'Inde est devenue notre plus grand marché outremer, dépassant la Chine. Pris ensemble, l'Inde et la Chine ont représenté 27,8 % de notre chiffre d'affaires total.

Les nouvelles affaires ont diminué de 30,1 % à 329,5 millions de dollars, incluant l'annulation d'une commande de 23,6 millions de dollars. L'annulation de la commande concerne une commande provenant d'un fabricant de chaudières russe pour une centrale électrique en Inde. L'entrepreneur russe a connu des problèmes financiers et de performance, donc l'utilisateur final indien a annulé la commande. Comme les nouvelles affaires étaient inférieures aux ventes, notre carnet de commandes a diminué de 24,3 % à 331,2 millions de dollars.

Yves Leduc, Président de Velan (à gauche) avec Tom Velan, Président du Conseil et Chef de la direction.

Résultats

Notre résultat net ajusté[(1)] s'est chiffré à 17,3 millions de dollars, ou 4,1 % du chiffre d'affaires, comparativement à 18,6 millions de dollars, ou 4,1 % du chiffre d'affaires, à l'exercice précédent. Notre résultat net[(2)] a été ajusté en excluant les coûts de restructuration non récurrents de 2,8 millions de dollars et la charge hors trésorerie de perte de valeur du goodwill de 11,5 millions de dollars lié à l'acquisition d'ABV Energy en Italie en 2011. Cette filiale vend principalement dans l'industrie du pétrole et du gaz en amont, qui a été le secteur le plus durement touché de l'industrie de l'énergie. Notre pourcentage de la marge brute s'est replié de 160 points de pourcentage à 24,4 %, principalement en raison du pourcentage plus élevé du coût des matières alors que nos prix des matières premières ainsi que nos prix de vente ont diminué. Nos coûts liés aux poursuites relatives à l'amiante étaient de 5,6 millions de dollars, soit 8,2 % de moins que l'exercice précédent. La fluctuation des coûts de l'amiante est due davantage à l'échelonnement des paiements de règlement plutôt que des changements dans les tendances à long terme.

Changement de direction, restructuration et nouvelles initiatives

En 2015, Yves Leduc est devenu le premier président non-famille-Velan de la société. Il a été accueilli dans l'industrie par un ralentissement économique difficile qui a entraîné une diminution substantielle de notre carnet de commandes, puisque les utilisateurs finaux ont annulé ou reporté les projets d'envergure, en particulier dans le secteur du pétrole et du gaz. Cela a provoqué des comportements concurrentiels plus agressifs,

(1) Ce terme ne s'agit pas d'une mesure de rendement et/ou de la situation financière qui est définie aux termes des Normes internationales d'information financière et, par conséquent, est peu susceptible d'être comparable à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Toutefois, les telles mesures sont utilisées par la direction pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. En outre, elles fournissent aux lecteurs des états financiers consolidés de la Société avec une meilleure compréhension de ses résultats et sa situation financière, et offrent plus de transparence et clarté en ce qui concerne les résultats d'exploitation de ses activités principales. Se reporter à la rubrique « Rapprochements et les mesures hors IFRS » dans le rapport de gestion de la Société, inclus dans ce rapport annuel, pour un calcul détaillé de cette mesure.

(2) Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.

entraînant une pression à la baisse sur les prix de vente, qui, à son tour, affecte nos marges.

Notre réaction à ces conditions difficiles a été rapide et à plusieurs niveaux: nous avons réduit notre structure de coûts, réalisé un plan de restructuration, annoncé notre intention de transférer la fabrication hors de deux usines que nous fermons cette année, résolu un conflit syndical par un lock-out de courte durée, entrepris plusieurs initiatives d'amélioration opérationnelle, et, en ligne avec notre nouvelle orientation stratégique, apporté quelques modifications à notre équipe de haute direction. Avec ces actions, nous avons été en mesure d'atténuer considérablement l'impact du ralentissement de l'industrie tout en mettant en branle l'amélioration de notre performance commerciale. Malheureusement, dans le cadre de la restructuration, nous avons dû éliminer environ 160 postes à temps plein et nous regrettons l'impact sur eux et leurs familles.

À la suite de ces actions, nous croyons que Velan est mieux équipé pour supporter une lente reprise du marché et notre organisation est maintenant plus allégée et résiliente. Grace à notre étendue géographique, nous sommes bien positionnés pour saisir les opportunités discrètes dans les marchés de l'énergie et de produits chimiques dans toutes les régions du monde. Enfin et surtout, nous avons un bilan propre et désendetté, et nous avons réussi à augmenter la trésorerie en dépit de l'environnement difficile.

Bonne situation financière

Notre bilan demeure solide puisque le montant net de la trésorerie[(1)] s'est élevé à 82,0 millions de dollars, ou 3,77 $ par action, tandis que les capitaux propres se sont élevés à 333,1 millions de dollars, ou 15,32 $ par action. Notre montant net de la trésorerie[(1)] a bénéficié de l'incidence positive des flux de trésorerie provenant de nos activités d'exploitation qui se sont établis à 28,9 millions de dollars, en partie contrebalancées par l'incidence défavorable du change en raison de la vigueur du dollar américain. Nos stocks consolidés ont diminué de 40,8 millions de dollars, ou 20 %, au cours de l'exercice.

Lors de l'édition 2016 du défi EDF DPN (Électricité de France Division Production Nucléaire), Velan SAS remporte la première position. Jean-Luc Mazel, Directeur Général de Velan SAS, (à l'extrême droite) accepte le premier prix.

Deux robinets à tournant sphérique de 48 po. classe 300, fabriqués en Italie par Velan ABV pour une importante usine pétrochimique au Vietnam. Chaque robinet a une masse de 40 tonnes.

Perspectives

Pour le prochain exercice, nous prévoyons encore une diminution du chiffre d'affaires puisque il n'y a aucun signe que l'industrie du pétrole et du gaz se récupéra bientôt. Par conséquent, notre défi à court terme est de faire croître nos marges par des améliorations opérationnelles. Entre temps, nous préparons activement pour l'avenir. Notre plan stratégique, approuvé et lancé au premier trimestre et qui s'appelle Vélocité 2020, définit une vision et des objectifs pour les quatre prochaines années, reposant sur trois grands piliers :

Excellence opérationnelle axée sur le client et amélioration des marges

Ici, l'objectif clé est que Velan soit plus allégé et agile, non seulement dans nos opérations de fabrication, mais dans la façon dont nous traitons les demandes des clients et de la fabrication des projets en général. Nous croyons fermement que les stratégies de marché de Velan deviendront beaucoup plus efficaces lorsque nous combinons avec succès la vitesse et l'agilité avec nos atouts distinctifs, soit notre réputation mondiale pour des produits exceptionnels et notre savoir-faire.

Un exemple est le déploiement du processus Gestion de projet de valves, qui a pour but de rationaliser tous les aspects du cycle commande à livraison, en améliorant, à court terme, la performance des livraisons et en diminuant, à long terme, les délais cités. Le but ultime est d'améliorer la compétitivité des activités de fabrication des projets de Velan. En le réalisant, nous améliorerons notre rendement opérationnel et il nous permettra de concurrencer plus efficacement.

Message aux actionnaires et aux employés

De plus, nous avons lancé un certain nombre d'initiatives novatrices pour réduire les coûts des matériaux, améliorer la productivité, et éliminer le gaspillage de notre chaîne d'approvisionnement mondiale.

Croissance accélérée grâce à un accent accru sur les principaux marchés cibles où Velan se démarque par ses atouts concurrentiels

Malgré le ralentissement dans le secteur du pétrole et du gaz, il reste des poches de débouchés sur les marchés mondiaux de l'énergie que Velan est idéalement positionné pour saisir. Nous développons déjà des plans ciblant ces possibilités, avec l'intention de rebondir quand l'économie s'améliorera. Nous pouvons examiner ces opportunités d'une perspective géographique et sectorielle.

Géographiquement, Velan bénéficie d'un avantage significatif d'être bien établi avec des ventes provenant de toutes les régions clés et avec des usines en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Nous continuons d'élargir nos gammes de produits en Inde et en Chine, nous apportant le double avantage de la présence sur le marché local et de la fabrication plus efficace à moindre coût. Par conséquent, nous prévoyons que nos unités d'affaires en Inde, en Corée et en Chine produiront une part croissante de notre offre mondiale de robinetterie dans les années à venir. Du point de vue des ventes, nous sommes déjà en train de mettre davantage l'accent sur ces marchés en investissant dans notre première ligne.

D'un point de vue sectoriel, nous voyons la hausse ou la maintenue des dépenses en capital dans les secteurs non directement liés au pétrole et au gaz, tels que les industries de l'énergie et chimiques, où nous avons l'intention de faire croître notre part de marché en misant sur notre réputation de qualité supérieure de nos produits, la couverture de nos produits et nos capacités

Un robinet en acier forgé à joint autoclave de 14 po. et un autre de 24 po., conçus pour une centrale électrique Ultra Super Critique en Chine.

La nouvelle Usine 1 de Velan Ltd. à Ansan en Corée de Sud. Cette nouvelle usine est plus grande que l'ancienne Usine 1, et a des plafonds plus élevés pour fabriquer des robinets de plus grande taille.

de conception agiles. Nous allons attaquer ces marchés avec une approche intégrée, notamment en intensifiant nos efforts de vente, en rationalisant notre chaîne d'approvisionnement pour réduire les délais et pour des gains d'efficacité, et en alignant nos ressources sur les produits et le développement des applications pour renforcer notre capacité à répondre rapidement aux besoins de nos clients. Nous voyons des opportunités de croissance dans ces secteurs dans toutes les régions géographiques, y compris l'Amérique du Nord.

Modernisation des systèmes et des processus

Au cours de notre planification financière pour les prochaines années, et, grâce à notre réduction des coûts et nos initiatives d'amélioration, nous avons mis de côté des fonds suffisants pour effectuer un certain nombre d'investissements clés visant à améliorer nos systèmes et d'entraîner l'efficacité des processus. En développant notre plan de technologie de l'information, la priorité a été accordée aux projets qui permettront d'améliorer nos capacités pour répondre aux besoins les plus critiques de nos clients, notamment en termes de performance de livraison et l'agilité de la conception.

En résumé, nous avons réussi à limiter l'effet de la forte baisse des commandes l'année précédente en réagissant rapidement et de manière décisive. À cet égard, la direction est extrêmement reconnaissante pour le dévouement et la résilience de nos employés. Nous croyons qu'ils devraient obtenir le plus de reconnaissance pour ces efforts.

À l'avenir, face à un environnement de marché difficile, notre priorité est de contrôler les dépenses et faire croître nos marges par des améliorations opérationnelles. Cependant, nous avons défini un trajet pour la croissance et l'amélioration commerciale, et nous avons commencé à mobiliser l'ensemble de notre organisation vers notre nouvelle vision, Vélocité 2020. Comme objectif, notre stratégie est de sortir plus fort que jamais une fois que le secteur récupère.

T. C. Velan
Chef de la direction et
Président du Conseil

Yves Leduc
Président

Rapport de gestion

Le 19 mai 2016

L'exposé qui suit fournit une analyse des résultats d'exploitation consolidés et de la situation financière consolidée de Velan Inc. (la « Société ») pour l'exercice clos le 29 février 2016. Le présent rapport de gestion doit être lu à la lumière des états financiers consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015. Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») publiées par l'*International Accounting Standards Board* (l'« IASB »). Les principales méthodes comptables conformément auxquelles ces états financiers consolidés ont été dressés sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société. L'ensemble des opérations, des soldes et des opérations libellés en monnaies étrangères ont été convertis en dollars américains, monnaie de présentation de la Société. L'information financière choisie pour les trois dernières périodes terminées et un sommaire des résultats des huit derniers trimestres terminés sont présentés plus loin dans le présent rapport. D'autres documents d'information de la Société, notamment la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations, peuvent être consultés sur SEDAR, au **www.sedar.com**.

MÉTHODE DE PRÉSENTATION ET D'ANALYSE

Dans le présent rapport de gestion, la Société utilise des mesures du rendement et de la situation financière qui ne sont pas définies aux termes des IFRS (les « mesures non conformes aux IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, qui sont utilisées par la direction pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures du rendement définies aux termes des IFRS. Ces rapprochements sont présentés à la fin du présent rapport.

INFORMATION PROSPECTIVE

Le présent rapport de gestion peut contenir des énoncés prospectifs, qui contiennent généralement des mots comme « devoir », « croire », « anticiper », « planifier », « pouvoir », « prévoir », « devoir », « avoir l'intention de », « continuer » ou « estimer » ou la forme négative de ces termes, leurs variations ou une terminologie semblable, qui comportent tous des risques et des incertitudes. Ces risques et incertitudes sont présentés dans les documents déposés par la Société auprès des commissions des valeurs mobilières compétentes et sont inclus dans le présent rapport (voir la rubrique *Risques susceptibles d'avoir une incidence sur nos activités*). Bien que ces énoncés soient basés sur les hypothèses de la direction concernant les tendances historiques, les conditions actuelles et les développements futurs prévus, ainsi que d'autres facteurs qui, selon elle, sont raisonnables et appropriés dans les circonstances, aucun énoncé prospectif ne peut être garanti et les résultats réels futurs peuvent différer de façon importante de ceux exprimés ici. La Société nie toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif contenu dans ce rapport que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf dans la mesure exigée par la législation en valeurs mobilières applicable. Les énoncés prospectifs contenus dans le présent rapport de gestion sont formulés expressément sous réserve de cette mise en garde.

APERÇU

La Société conçoit, fabrique et commercialise à l'échelle internationale une vaste gamme de robinetteries destinées à différents usages industriels, notamment dans les secteurs de la production d'énergie, du pétrole et du gaz, du raffinage et de la pétrochimie, des produits chimiques, du gaz naturel liquéfié et de la cryogénie, des pâtes et papiers, des procédés géothermiques, ainsi que de la construction navale. La Société, un des chefs de file mondiaux de la robinetterie industrielle en acier, exploite 15 usines à travers le monde et compte 1 902 employés. Son siège social est situé à Montréal, au Canada. Sa stratégie d'affaires consiste à concevoir, à fabriquer et à commercialiser des robinetteries novatrices en mettant l'accent sur la qualité, la sécurité, la facilité d'utilisation et la longévité. Les objectifs stratégiques de la Société consistent, entre autres, à favoriser l'excellence de son exploitation et l'amélioration des marges en demeurant résolument axée sur ses clients, à assurer une croissance accélérée en portant une attention grandissante aux principaux marchés cibles où elle a su bien se démarquer de la concurrence et à améliorer et moderniser sans cesse ses systèmes et ses processus.

Les états financiers consolidés de la Société incluent les activités nord-américaines, composées de quatre usines et d'une installation de distribution au Canada, et d'une usine et de trois installations de distribution aux États-Unis. Les activités importantes à l'étranger incluent des usines en France, en Italie, au Portugal, au Royaume-Uni, en Corée, à Taïwan, en Inde et en Chine. Les activités de la Société incluent également une installation de distribution en Allemagne et une fonderie détenue à hauteur de 50 % en Corée.

FAITS SAILLANTS DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS[1]

(en millions, sauf les montants par action)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Augmentation (diminution)	Augmentation (diminution) en pourcentage
États consolidés du résultat net				
Chiffre d'affaires	426,9 $	455,7 $	(28,8) $	(6,3) %
Marge brute	104,3	118,3	(14,0)	(11,8) %
Marge brute en pourcentage	24,4 %	26,0 %		
Résultat net ajusté[2]	17,3	18,6	(1,3)	(7,0) %
Résultat net ajusté[2] en pourcentage	4,1 %	4,1 %		
Résultat net ajusté[2] par action – de base et dilué	0,79	0,85	(0,06)	(7,1) %
Résultat net[3]	3,6	18,6	(15,0)	(80,6) %
Résultat net[3] en pourcentage	0,8 %	4,1 %		
Résultat net[3] par action – de base et dilué	0,17	0,85	(0,68)	(80,0) %
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	21,9	21,9		
Tableaux consolidés des flux de trésorerie				
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	28,9	49,9	(21,0)	(42,1) %
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(23,9)	(13,1)	(10,8)	(82,4) %
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(2,1)	(14,0)	11,9	85,0 %
Information sur la demande				
Nouvelles affaires nettes	329,5	471,4	(141,9)	(30,1) %
Carnet de commandes à la fin de la période	331,2	437,8	(106,6)	(24,3) %

[1] *Toutes les sommes présentées dans ce tableau sont en dollars américains.*
[2] *Mesures non conformes aux IFRS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport de gestion.*
[3] *Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*

Rapport de gestion

Faits saillants de l'exercice 2016 et facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice 2017

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à l'exercice précédent)

- Le résultat net[1] s'est chiffré à 3,6 millions de dollars, ou 0,17 $ par action, comparativement à 18,6 millions de dollars, ou 0,85 $ par action, pour l'exercice précédent. Le résultat net[1] de l'exercice courant a été fortement touché par une perte de valeur du goodwill hors trésorerie de 11,5 millions de dollars liée à Velan ABV S.p.A. (« ABV »), la filiale italienne entièrement détenue de la Société. Abstraction faite de cette perte de valeur et de l'incidence après impôts des coûts de restructuration engagés au cours de l'exercice, le résultat net ajusté[2] de la Société se serait établi à 17,3 millions de dollars, ou 0,79 $ par action, pour l'exercice courant, contre 18,6 millions de dollars, ou 0,85 $ par action, pour l'exercice précédent. La diminution de 1,3 million de dollars du résultat net ajusté[2] est principalement attribuable à une baisse du pourcentage de la marge brute, laquelle a été en partie contrebalancée par une diminution des frais d'administration et du montant net des charges financières.
- Les nouvelles affaires ont atteint 329,5 millions de dollars, en baisse de 141,9 millions de dollars, ou 30,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Abstraction faite de l'annulation d'une commande de 23,6 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice courant, les nouvelles affaires ont baissé de 118,3 millions de dollars, ou 25,1 %, pour l'exercice courant. Cette baisse est principalement attribuable à un ralentissement économique dans certains marchés importants de la Société, particulièrement le secteur du pétrole et du gaz et le secteur de l'énergie.
- Le chiffre d'affaires a atteint 426,9 millions de dollars, en baisse de 28,8 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Les ventes ont été négativement touchées par la baisse des nouvelles affaires, un ralentissement de la production causé par des conflits de travail et un lockout aux installations canadiennes de la Société au cours du premier semestre de l'exercice courant et un raffermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro.
- Puisque les ventes ont surpassé les nouvelles affaires au cours de l'exercice, la Société a terminé l'exercice courant avec un carnet de commandes de 331,2 millions de dollars, soit une diminution de 106,6 millions de dollars, ou 24,3 %, depuis le début de l'exercice courant. Outre la baisse des nouvelles affaires, le carnet de commandes a été négativement touché par l'affaiblissement de l'euro par rapport au dollar américain au cours de l'exercice.
- Le pourcentage de la marge brute s'est replié de 160 points de pourcentage, passant de 26,0 % à 24,4 %. Ce repli s'explique principalement par une augmentation des coûts des matières en pourcentage du chiffre d'affaires et des variations défavorables des stocks et des provisions qui ont été en partie compensées par la diminution des coûts de main-d'œuvre résultant des initiatives de restructuration prises au cours de l'exercice (voir la rubrique *Résultats d'exploitation – Coûts de restructuration*).
- Les frais d'administration ont totalisé 78,0 millions de dollars, en baisse de 10,4 millions de dollars, ou 11,8 %. Cette baisse est principalement attribuable à une diminution des coûts liés à la rémunération, laquelle s'explique principalement par les initiatives de restructuration susmentionnées, et les fluctuations favorables du change attribuables au raffermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro et au dollar canadien.
- Le montant net de la trésorerie[2] provenant de l'exploitation de la Société a été de 28,9 millions de dollars. Ce montant net de trésorerie[2] est principalement attribuable à un résultat net[1] de trésorerie positif ainsi qu'à des mouvements favorables des éléments du fonds de roulement, particulièrement une diminution des stocks. En conséquence, la Société a terminé l'exercice courant avec un montant net de trésorerie[2] de 82,0 millions de dollars, soit une augmentation de 6,4 millions de dollars, ou 8,5 %, depuis le début de l'exercice courant.
- Incidences de change :
    - Compte tenu des taux de change moyens, l'euro s'est déprécié de 14,9 % par rapport au dollar américain au regard de la période correspondante de l'exercice précédent, de sorte que les profits nets des filiales européennes de la Société ont représenté une somme moins élevée après leur conversion en dollars américains pour l'exercice courant.
    - Compte tenu des taux de change moyens, le dollar canadien s'est déprécié de 13,8 % par rapport au dollar américain au regard de la période correspondante de l'exercice précédent, de sorte que les charges de la Société libellées en dollars canadiens ont représenté une somme moins élevée après leur conversion en dollars américains pour l'exercice courant.
    - L'incidence défavorable de la baisse de l'euro a été généralement compensée par l'incidence favorable de la baisse du dollar canadien sur le résultat net[1] de la Société.

[1] *Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*

[2] *Mesures non conformes aux IFRS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport de gestion.*

L'exercice 2016 s'est avéré turbulent pour la Société. La faiblesse soutenue du prix du pétrole a perduré plus longtemps que ce qui avait été prévu antérieurement, entraînant un recul important des grands projets d'investissement dans certains des principaux marchés ciblés par la Société. La concurrence s'est donc intensifiée sur ces marchés, ce qui n'a pas manqué d'accroître les pressions sur les prix et les marges, faisant diminuer les nouvelles affaires, particulièrement pour les établissements nord-américains et italiens de la Société. Les nouvelles affaires ont également subi le contrecoup de l'annulation d'une commande importante au premier trimestre de l'exercice pour les établissements allemands de la Société. Le ralentissement des nouvelles affaires, conjugué au ralentissement de la production causé par les conflits de travail et un lockout aux installations canadiennes de la Société au cours du premier semestre de l'exercice courant, a fait baisser le volume des ventes. Devant cette nouvelle réalité économique et l'environnement hautement concurrentiel qui règne actuellement, la Société a entrepris plusieurs initiatives visant à aligner et à adapter ses opérations et la structure de ses coûts. Une de ces initiatives a consisté en une vaste opération de restructuration menée principalement aux installations nord-américaines et britanniques, qui s'est traduite par l'élimination d'environ 160 postes à temps plein (voir la rubrique *Résultats d'exploitation – Coûts de restructuration* pour de plus amples renseignements). Ces initiatives de restructuration avaient pour but de rationaliser la structure des coûts et d'accroître l'efficience de la fabrication de la Société à l'échelle mondiale. La Société a également lancé d'autres initiatives stratégiques pour améliorer sa performance opérationnelle, notamment le respect des délais de livraison des commandes de projets et la réduction des délais de livraison et des temps de cycle indiqués aux clients pour les commandes futures. L'une de ces initiatives correspond au processus Gestion de projet de valves (« GPV »). Ce processus a pour but de rationaliser tous les aspects du cycle commande à livraison, en améliorant, à court terme, la performance des livraisons et en diminuant, à long terme, les délais cités. Le but ultime est d'améliorer la compétitivité des activités de fabrication des projets de la Société. La Société travaille actuellement à la mise en œuvre du processus GPV et poursuivra l'amélioration continue du processus dans les années à venir.

La Société est tenue de soumettre à un test de dépréciation annuel le goodwill acquis dans un regroupement d'entreprises. Dans le cadre de cette analyse, la Société a établi que la valeur comptable du goodwill se rapportant à ABV excédait la valeur recouvrable et, de ce fait, a comptabilisé une perte de valeur du goodwill hors trésorerie de 11,5 millions de dollars au quatrième trimestre de l'exercice courant. Même si ABV a affiché un résultat positif pour un troisième exercice d'affilée, cette perte de valeur était attribuable à une révision à la baisse des projections de résultats qui visait à refléter un ralentissement des commandes, particulièrement au deuxième semestre de l'exercice courant. La faiblesse soutenue du prix du pétrole brut a lourdement pesé sur le principal marché ciblé par ABV, soit le secteur du pétrole et du gaz en amont, donnant lieu à une concurrence de plus en plus intense. Dans ce contexte, ABV a dû demander des prix de plus en plus compétitifs pour obtenir des commandes, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les marges futures. Malgré ses difficultés, la Société demeure toutefois confiante dans les perspectives à long terme d'ABV et de sa gamme de produits et s'attend à ce que les flux de trésorerie demeurent positifs, malgré la baisse du prix du pétrole brut.

Les établissements français entièrement détenus par la Société ont continué de bien performer au cours de l'exercice courant, en raison principalement d'une reprise des marchés de l'énergie nucléaire en France et en Chine. Bien que le chiffre d'affaires soit demeuré relativement inchangé, la marge brute s'est accrue de 2,8 %, car une plus grande proportion du chiffre d'affaires de la Société était constituée de ventes de pièces de rechange à marge plus élevée. Bien que les nouvelles affaires soient demeurées relativement constantes, le ratio commandes/chiffre d'affaires a excédé celui de l'exercice précédent, donnant lieu à une légère amélioration du carnet de commandes à la fin de l'exercice courant.

Autres facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur l'exercice 2017

En raison de sa diversification à la fois géographique et par type d'industrie, la Société est bien placée pour relever les nombreux défis auxquels elle est confrontée actuellement. Malgré le recul des nouvelles affaires au cours de l'exercice courant, la Société continue d'estimer que la demande mondiale pour ses produits est forte et travaille à augmenter les nouvelles affaires au cours des années à venir, en mettant l'accent sur l'amélioration continue de l'exploitation grâce à des initiatives de fabrication sans gaspillage, à l'approvisionnement mondial, à la gestion du fonds de roulement et au contrôle des coûts. Grâce à ses diverses initiatives stratégiques, la Société travaille également à devenir un joueur plus agile sur le marché des valves à l'échelle mondiale pour mieux tirer parti des fluctuations du marché et des variations touchant la demande et les préférences des clients. Bien que la faiblesse actuelle de l'euro ait pesé sur le résultat net de l'exercice courant, elle devrait permettre aux filiales européennes de la Société d'être plus compétitives aux fins des appels d'offres visant des projets libellés en dollars américains. De plus, bien que la faiblesse du prix du pétrole ait nui aux nouvelles affaires et aux ventes de valves destinées à des projets de pétrole et de gaz en amont, en particulier dans le forage en mer et les sables bitumineux canadiens, la Société devrait être à même de tirer parti des opportunités qui se présentent dans le secteur du pétrole et du gaz en aval, à savoir dans des projets de raffinage et de pétrochimie au Moyen-Orient, car le prix du pétrole plus bas entraîne généralement une augmentation des projets dans ces secteurs d'activité. Toutefois, rien ne garantit que des facteurs économiques et géopolitiques externes n'auront pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS

Le tableau suivant présente des données financières sommaires tirées des états financiers de la Société qui ont été dressés conformément aux IFRS pour les trois dernières périodes terminées :

Périodes terminées aux dates suivantes
(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions et les montants par action)

	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Exercice clos le 28 février 2014
Résultat net			
Chiffre d'affaires	426 895 $	455 750 $	489 257 $
Résultat net[1]	3 641	18 580	29 400
Résultat par action			
– De base	0,17	0,85	1,34
– Dilué	0,17	0,85	1,34
Situation financière			
Total des actifs	515 627	558 628	624 154
Total des passifs financiers non courants	23 516	12 720	19 992
Capitaux propres			
Dividendes en espèces par action			
– Actions à droit de vote multiple[2]	0,31	0,36	0,31
– Actions à droit de vote subalterne	0,31	0,36	0,31
Nombre d'actions en circulation à la date de clôture			
– Actions à droit de vote multiple[2]	15 566 567		
– Actions à droit de vote subalterne	6 170 568		

Le chiffre d'affaires pour l'exercice 2016 a diminué de 6,3 % par rapport à l'exercice 2015. Les ventes ont été touchées négativement par une diminution des nouvelles affaires, un ralentissement de la production causé par des conflits de travail et un lockout aux installations canadiennes de la Société au premier semestre de 2016 et un raffermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro. Le chiffre d'affaires pour l'exercice 2015 avait diminué de 6,9 % par rapport à l'exercice 2014. Malgré l'amélioration de son exécution au deuxième semestre de l'exercice, les livraisons de la Société de certaines commandes pour des projets d'envergure étaient plus basses pour l'exercice 2015 comparativement à l'exercice 2014.

La marge brute de l'exercice 2016 s'élève à 104,3 millions de dollars, soit une diminution de 14,0 millions de dollars par rapport à l'exercice 2015. La marge brute en pourcentage pour l'exercice 2016 a également diminué, s'établissant à 24,4 %, contre 26,0 % pour l'exercice 2015. La diminution de la marge brute en pourcentage pour l'exercice 2016 est principalement attribuable à une augmentation des coûts des matières en pourcentage du chiffre d'affaires et à des variations défavorables des stocks et des provisions qui ont été compensées en partie par une diminution des coûts de main-d'œuvre résultant des initiatives de restructuration prises au cours de l'exercice. La marge brute de l'exercice 2015 s'élève à 118,3 millions de dollars, soit une diminution de 12,8 millions de dollars par rapport à l'exercice 2014. La marge brute en pourcentage pour l'exercice 2015 avait subi une diminution, passant de 26,8 % à l'exercice 2014 à 26,0 %. Bien que la Société ait une plus grande proportion de ventes de produits à marge plus élevée, soit des pièces de rechange ainsi que des robinets sans actionneurs de tiers, au cours du premier semestre de l'exercice 2015, cette tendance s'est inversée au deuxième semestre puisque la Société avait expédié une plus grande proportion de commandes des projets, ce qui entraîne habituellement des marges brutes moins élevées.

Les frais d'administration pour l'exercice 2016 ont diminué de 10,4 millions de dollars par rapport à l'exercice 2015. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction des coûts liés à la rémunération, laquelle s'explique principalement par les initiatives de restructuration prises au cours de l'exercice et des fluctuations favorables du change découlant de l'affermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro et au dollar canadien. Les frais d'administration pour l'exercice 2015 avaient augmenté de 1,3 million de dollars comparativement à l'exercice 2014. Cette augmentation était principalement attribuable à une hausse des frais de recherche et développement dans l'une des filiales françaises de la Société relativement à des nouvelles qualifications de produits, et à une augmentation des coûts liés aux poursuites relatives à l'amiante intentées contre la Société (voir la rubrique *Éventualités*).

Le résultat net[1] pour l'exercice 2016 a également été affecté négativement par une perte de valeur liée au goodwill hors trésorerie de 11,5 millions de dollars relativement à l'unité génératrice de trésorerie d'ABV et des coûts de restructuration de 2,8 millions de dollars liés principalement aux installations nord-américaines et britanniques de la Société.

[1] *Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*
[2] *Chaque action à droit de vote multiple (qui confère cinq voix) est convertible en une action à droit de vote subalterne.*

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – Comparaison des exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015
(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à l'exercice précédent)

Chiffre d'affaires

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Chiffre d'affaires	426,9 $	455,7 $

Le chiffre d'affaires a diminué de 28,8 millions de dollars, ou 6,3 %, par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires est demeuré relativement stable au premier semestre de l'exercice courant, malgré un ralentissement de la production des établissements nord-américains de la Société causé par des conflits de travail et un lockout aux usines de la région de Montréal qui s'est amorcé vers la fin du premier trimestre et s'est terminé au début du deuxième trimestre. Toutefois, la diminution des nouvelles affaires au cours des cinq derniers trimestres a commencé à affecter négativement les livraisons et les montants facturés au deuxième semestre de l'exercice courant. De plus, le raffermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro, a fait en sorte que le chiffre d'affaires présenté par les filiales européennes de la Société s'est avéré moins élevé une fois exprimé en dollars américains pour l'exercice courant.

Nouvelles affaires nettes et carnet de commandes

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Nouvelles affaires nettes	329,5 $	471,4 $

Les nouvelles affaires nettes ont diminué de 141,9 millions de dollars, ou 30,1 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette diminution s'explique principalement par la baisse du prix du pétrole, qui a déclenché un ralentissement économique dans certains des principaux marchés ciblés par la Société, particulièrement le secteur du pétrole et du gaz et le secteur de l'énergie. Bon nombre des projets d'investissement d'envergure dans ces secteurs d'activité ont été mis en veilleuse ou annulés, ce qui a entraîné une diminution des opportunités de soumissionner pour obtenir des commandes pour ce type de projets. En conséquence, la concurrence pour les commandes de projet disponibles s'est intensifiée, entraînant des pressions sur les prix et sur les délais de livraison. Les nouvelles affaires ont également été affectées négativement par l'annulation d'une commande de projet d'envergure de 23,6 millions de dollars visant à fournir des vannes à une centrale d'énergie en cours de construction en Inde. Un entrepreneur russe avait signé un des contrats pour fournir une chaudière pour la centrale avec une société d'énergie gouvernementale indienne et a sous-traité la fourniture des vannes pour la chaudière à la filiale allemande de la Société. L'entrepreneur russe a connu des difficultés financières et interrompu temporairement les travaux sur le projet. Par conséquent, la société d'énergie gouvernementale indienne a annulé la commande avec l'entrepreneur russe, et a procédé à l'octroi des travaux à d'autres entrepreneurs au cours du premier trimestre de l'exercice. La Société a donc annulé son contrat avec l'entrepreneur russe et a éliminé cette commande de son carnet de commandes au cours de l'exercice. La Société est en train de négocier avec les entrepreneurs de remplacement pour ce projet pour signer de nouvelles commandes.

(en millions)	**Février 2016**	**Février 2015**	**Février 2014**
Carnet de commandes	331,2 $	437,8 $	471,7 $
Livraison au cours du prochain exercice	256,2 $	326,7 $	386,7 $
Livraison après le prochain exercice	75,0 $	111,1 $	85,0 $
Pourcentage des commandes devant être livrées après le prochain exercice	22,7 %	25,4 %	18,0 %

Par suite de la diminution des nouvelles affaires, le ratio commandes/chiffre d'affaires de la Société s'est établi à 0,77 pour l'exercice courant. Le carnet de commandes a diminué de 106,6 millions de dollars, ou 24,3 %, depuis le début de l'exercice pour se fixer à 331,2 millions de dollars.

Marge brute

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Marge brute	104,3 $	118,3 $
Marge brute en pourcentage	24,4 %	26,0 %

La marge brute a diminué de 14,0 millions de dollars pour l'exercice, et la marge brute en pourcentage a reculé de 160 points de pourcentage, passant de 26,0 % à 24,4 %. Cette diminution est principalement attribuable à un accroissement des coûts des matières en pourcentage du chiffre d'affaires, qui reflète l'environnement d'appel d'offres hautement concurrentiel dans certains des principaux marchés ciblés par la Société. La marge brute a également été touchée par les variations défavorables des stocks et une augmentation des provisions pour obsolescence des stocks, en raison principalement de la commande d'envergure qui a été annulée, et dont il est question à la rubrique *Nouvelles affaires nettes et carnet de commande*s plus haut. La Société a été en mesure de neutraliser en partie l'incidence négative de ces facteurs sur sa marge brute par la réduction des coûts de main-d'œuvre résultant des initiatives de restructuration prises au cours de l'exercice (voir la rubrique *Coûts de restructuration* ci-après).

Frais d'administration

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Frais d'administration*	78,0 $	88,4 $
En % du chiffre d'affaires	18,3 %	19,4 %
* Comprend des coûts liés à l'amiante de :	5,6 $	6,1 $

Les frais d'administration ont diminué de 10,4 millions de dollars, ou 11,8 %, pour l'exercice. Cette diminution est principalement attribuable à une réduction des coûts liés à la rémunération, laquelle résulte essentiellement des initiatives de restructuration prises au cours de l'exercice (voir la rubrique *Coûts de restructuration* ci-après) et des fluctuations favorables du change résultant de l'affermissement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro et au dollar canadien. Il y a également eu une diminution des coûts liés aux poursuites relatives à l'amiante dont la Société fait l'objet (voir la rubrique *Éventualités*). Comme de nombreux autres fabricants de robinetterie des États-Unis, deux des filiales américaines de la Société ont été nommées défenderesses dans des poursuites en dommages-intérêts en instance relatives à des préjudices corporels censément causés par l'exposition à des produits renfermant de l'amiante qui ont été fabriqués et vendus dans le passé. La direction estime que l'amiante était incorporé dans le produit de manière à rendre impossible la libération d'amiante si le produit était utilisé, inspecté ou réparé selon la procédure normale. La direction croit fermement que ses produits, qui ont été fournis conformément aux pratiques en vigueur dans le secteur de la robinetterie et selon les directives des clients, n'ont été responsables d'aucune maladie causée par l'amiante. La Société continuera de fournir une défense vigoureuse à ces poursuites, mais l'évolution des litiges relatifs à l'amiante aux États-Unis et l'issue imprévisible des procès devant jury l'empêchent d'établir une estimation des coûts de règlement et des frais juridiques.

Perte de valeur du goodwill

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Perte de valeur du goodwill	11,5 $	-

Par suite de l'application du test annuel de dépréciation du goodwill exigé en vertu des IFRS, la Société a comptabilisé une charge pour perte de valeur de 11,5 millions de dollars dans l'exercice courant relativement à son UGT ABV. Se reporter à la rubrique *Faits saillants* ci-dessus pour de plus amples renseignements.

Coûts de restructuration

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Coûts de restructuration	2,8 $	-

Le ralentissement économique dans le secteur du pétrole et du gaz et dans le secteur de l'énergie a eu une incidence négative importante sur les nouvelles affaires et le carnet de commandes de la Société. Puisque la direction estime que ce ralentissement n'est pas temporaire, la Société a réévalué ses opérations courantes afin de mieux aligner sa structure de coûts sur cette nouvelle réalité. Par suite de cette évaluation, la Société a mis en place diverses initiatives de restructuration au cours de l'exercice courant.

L'initiative la plus importante a été adoptée à l'égard des établissements nord-américains de la Société, lorsque celle-ci a annoncé, au troisième trimestre, son intention de réduire les effectifs et de consolider les activités de production de deux de ses usines nord-américaines en une seule. Cette initiative de restructuration avait pour but de réduire la capacité de fabrication de la Société en Amérique du Nord et d'améliorer l'efficience opérationnelle. La réduction des effectifs et la consolidation des usines se sont amorcées au troisième trimestre et devraient être parachevées au cours des 12 mois à venir. Les coûts de restructuration, qui consistent principalement en coûts de départ en trésorerie, avantages du personnel et coûts de formation versés ou à verser à d'anciens membres du personnel, se sont chiffrés à 2,2 millions de dollars, soit un montant de 1,8 million de dollars lié à la réduction des effectifs et un montant de 0,4 million de dollars lié à la consolidation des usines. Ces coûts ont été comptabilisés au troisième trimestre de l'exercice courant. En plus de ces coûts de restructuration, la Société prévoit engager un montant supplémentaire de 0,4 million de dollars en frais de déménagement et de réinstallation en ce qui a trait à la consolidation des usines au cours de la période de douze mois qui suit son annonce. Au 29 février 2016, la Société a engagé des coûts de déménagement et de réinstallation de 0,2 million de dollars, qui sont inclus dans le coût des ventes. Une fois que ces initiatives seront mises en place, la Société prévoit des réductions de coûts avant impôt au titre de la masse salariale d'environ 6 millions de dollars. De plus, il est prévu que la consolidation des usines permettra une économie supplémentaire de 0,4 million de dollars en coûts indirects annuels avant impôts, exclusion faite du produit de la vente éventuelle de l'ancienne usine.

Le reste des coûts de restructuration, qui totalisent 0,6 million de dollars, ont été engagés à l'égard des activités de la Société à l'étranger, notamment dans le cadre de la fermeture des installations de la Société au Royaume-Uni. Après avoir longuement réfléchi aux diverses options envisageables après plusieurs exercices de pertes, la Société en est arrivée à la conclusion qu'il serait préférable de déplacer la production de sa principale gamme de purgeurs de vapeur de ses installations au Royaume-Uni à ses installations en Inde. Par suite de ce déménagement, la Société s'attend à bénéficier de synergies au chapitre des ressources de sa chaîne logistique, ainsi que de ses capacités en matière d'ingénierie et de fabrication. Le déménagement s'est amorcé au quatrième trimestre de l'exercice courant et devrait être parachevé au cours des 12 mois à venir. Outre ces coûts de restructuration, la Société a engagé des coûts de 0,2 million de dollars pour résilier le contrat de location visant ses installations au Royaume-Uni.

Produits financiers (charges financières), montant net

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Produits financiers (charges financières), montant net	0,2 $	(0,6) $

Les produits financiers, montant net ont augmenté de 0,8 million de dollars pour l'exercice. Malgré l'augmentation de la dette à long terme de ses filiales établies en France, en Italie et en Corée, la Société a réduit l'encours global de sa dette au cours de l'exercice courant, particulièrement la dette bancaire de ses établissements nord-américains, ce qui s'est traduit par une diminution notable de ses charges financières (voir la rubrique *Liquidités et ressources en capital*).

Impôt sur le résultat

(en milliers, sauf les pourcentages)	Exercice clos le 29 février 2016		Exercice clos le 28 février 2015	
	$	%	$	%
Résultat avant impôt	12 587	100,0	28 965	100,0
Impôt calculé en fonction des taux d'imposition applicables au résultat dans chacun des pays	4 346	34,5	9 416	32,5
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Perte (profit) de change non déductible (imposable)	629	5,0	539	1,8
Pertes sans incidence fiscale	633	5,1	874	3,0
Avantage attribuable à une structure de financement	(1 185)	(9,4)	(1 342)	(4,6)
Ajustements et avis de cotisation d'exercices antérieurs	795	6,3	209	0,7
Perte de valeur du goodwill non déductible	3 096	24,6	-	-
Autres	(12)	(0,1)	77	0,3
Charge d'impôt sur le résultat	8 302	66,0	9 773	33,7

Résultat net[1]

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015
Résultat net[1]	3,6 $	18,6 $
En pourcentage du chiffre d'affaires	0,8 %	4,1 %
Résultat net[2] ajusté	17,3 $	18,6 $
En pourcentage du chiffre d'affaires	4,1 %	4,1 %

Le résultat net[1] s'est chiffré à 3,6 millions de dollars, ou 0,17 $ par action, comparativement à 18,6 millions de dollars, ou 0,85 $ par action, pour l'exercice précédent. Le résultat net[1] de l'exercice courant a été fortement touché par une perte de valeur du goodwill hors trésorerie liée à l'unité génératrice de trésorerie ABV de 11,5 millions de dollars Abstraction faite de cette perte de valeur, et de l'incidence après impôt des coûts de restructuration engagés au cours de l'exercice, le résultat net ajusté[2] de la Société se serait établi à 17,3 millions de dollars, ou 0,79 $ par action, contre 18,6 millions de dollars, ou 0,85 $ par action, pour l'exercice précédent. La diminution de 1,3 million de dollars du résultat net ajusté[2] est principalement attribuable à un repli de la marge brute en pourcentage, contrebalancé en partie par une diminution des frais d'administration et du montant net des charges financières.

[1] *Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*
[2] *Mesures non conformes aux IFRS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport de gestion.*

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le tableau suivant présente des données financières sommaires tirées des états financiers non audités de la Société pour les huit derniers trimestres terminés :

Trimestres terminés en mai, en août, en novembre et en février
(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action)

	TRIMESTRES TERMINÉS							
	Février 2016	**Novembre 2015**	**Août 2015**	**Mai 2015**	**Février 2015**	**Novembre 2014**	**Août 2014**	**Mai 2014**
Chiffre d'affaires	108 156 $	104 002 $	111 558 $	103 179 $	114 507 $	127 290 $	110 888 $	103 065 $
Résultat net (Perte nette)[1]	(7 823)	3 608	4 749	3 107	4 718	4 759	5 098	4 005
Résultat net (Perte nette)[1] par action								
– De base	(0,35)	0,16	0,22	0,14	0,22	0,22	0,23	0,18
– Dilué	(0,35)	0,16	0,22	0,14	0,22	0,22	0,23	0,18

Le chiffre d'affaires peut varier d'un trimestre à l'autre en fonction du moment de l'expédition des commandes destinées à des projets d'envergure. Le chiffre d'affaires était plus élevé pour les trimestres terminés en novembre 2014 et en février 2015 en raison de la hausse des livraisons pour ces types de commandes, alors que la baisse du chiffre d'affaires pour les trimestres terminés en mai 2014, en mai 2015 et en novembre 2015 était due à des retards dans la livraison de ces commandes. Le résultat net[1] pour les trimestres terminés en août 2014, en novembre 2015, en février 2015 et en août 2015 était plus élevé en raison d'une gamme de produits plus efficace. Une perte nette[1] a été comptabilisée au trimestre clos en février 2016 en raison d'une perte de valeur du goodwill hors trésorerie, tandis que le résultat net[1] du trimestre clos en novembre 2015 a été touché négativement par les coûts de restructuration.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION – comparaison des trimestres clos les 29 février 2016 et 28 février 2015

(sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport au quatrième trimestre de l'exercice précédent)

Chiffres d'affaires

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Chiffre d'affaires	108,2 $	114,5 $

Le chiffre d'affaires a diminué de 6,3 millions de dollars, ou 5,5 %, pour le trimestre. Le chiffre d'affaires a été négativement touché par la diminution des nouvelles affaires par rapport à l'exercice précédent, particulièrement dans le cas de la filiale italienne de la Société. En outre, le renforcement du dollar américain, surtout par rapport à l'euro, a fait en sorte que le chiffre d'affaires présenté par les filiales européennes de la Société a été inférieur une fois exprimé en dollars américains pour le trimestre courant.

Nouvelles affaires nettes

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Nouvelles affaires nettes	86,7 $	101,1 $

Les nouvelles affaires ont diminué de 14,4 millions de dollars, ou 14,2 %, au cours du trimestre. La baisse des nouvelles affaires est principalement attribuable au ralentissement économique dans certains des principaux marchés ciblés par la Société, particulièrement le secteur du pétrole et du gaz et le secteur de l'énergie, dans lesquels bon nombre de grands projets d'investissement ont été mis en veilleuse ou annulés, réduisant les opportunités de soumissionner à l'égard de commandes pour ce type de projets. En conséquence, la concurrence pour les commandes disponibles s'est intensifiée, donnant lieu à des pressions sur les prix et les délais de livraison.

[1] *Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*

Marge brute

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Marge brute	28,1 $	29,1 $
Marge brute en pourcentage	26,0 %	25,4 %

La marge brute a diminué de 1,0 million de dollars pour le trimestre, tandis que la marge brute en pourcentage a augmenté de 60 points de base comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Malgré la baisse du volume des ventes, l'accroissement de la marge brute en pourcentage est principalement attribuable aux économies réalisées au chapitre de la main-d'œuvre par suite des initiatives de restructuration mises en place au deuxième semestre de l'exercice (voir la rubrique *Résultats d'exploitation – Coûts de restructuration* plus haut).

Frais d'administration

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Frais d'administration*	20,3 $	20,4 $
En % du chiffre d'affaires	18,8 %	17,8 %
*Comprend des coûts liés à l'amiante de :	2,0 $	1,2 $

Les frais d'administration sont demeurés relativement stables pour le trimestre. Les économies au chapitre de la main-d'œuvre découlant des initiatives de restructuration mises en place au cours du deuxième semestre de l'exercice (voir la rubrique *Résultats d'exploitation – Coûts de restructuration* plus haut) et les fluctuations favorables du change résultant de l'affermissement du dollar américain ont été en grande partie compensées par l'augmentation des coûts liés aux poursuites relatives à l'amiante dont la Société fait l'objet (voir la rubrique *Éventualités*). La fluctuation des coûts de l'amiante est due davantage à l'échelonnement des paiements de règlement plutôt que des changements dans les tendances à long terme.

Produits financiers (charges financières), montant net

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Produits financiers (charges financières), montant net	0,2 $	(0,1) $

Les produits financiers, montant net ont augmenté de 0,3 million de dollars pour le trimestre. Malgré l'accroissement de la dette à long terme des filiales coréennes de la Société au cours du trimestre, la Société a bénéficié du montant net des produits financiers tirés des soldes de trésorerie de ses filiales françaises.

Impôt sur le résultat

(en milliers, sauf les pourcentages)	Trimestre clos le 29 février 2016 $	%	Trimestre clos le 28 février 2015 $	%
Résultat avant impôt	(3 628)	100,0	8 219	100,0
Impôt calculé en fonction des taux d'imposition applicables au résultat dans chacun des pays	(402)	11,1	3 017	36,7
Incidences fiscales des éléments suivants :				
Perte (produit) de change non déductible (imposable)	354	(9,8)	293	3,6
Pertes sans incidence fiscale	453	(12,5)	452	5,5
Avantage attribuable à une structure de financement	(291)	8,0	(346)	(4,2)
Ajustements et avis de cotisation d'exercices antérieurs	795	(21,9)	209	2,5
Perte de valeur du goodwill non déductible	3 096	(85,3)	-	-
Autres	277	(7,6)	47	0,6
Charge d'impôt sur le résultat	4 282	(118,0)	3 672	44,7

Résultat net (Perte nette)[1]

(en millions)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Résultat net (Perte nette)[1]	(7,8) $	4,7 $
En pourcentage du chiffre d'affaires	(7,2) %	4,1 %
Résultat net[2] ajusté	4,2 $	4,7 $
En pourcentage du chiffre d'affaires	3,9 %	4,1 %

La perte nette[1] s'est chiffrée à 7,8 millions de dollars, ou 0,35 $ par action, pour le trimestre comparativement à un bénéfice net de 4,7 millions de dollars, ou 0,22 $ par action, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La perte nette[1] du trimestre courant a été fortement touchée par une perte de valeur du goodwill hors trésorerie de 11,5 millions de dollars liée à l'unité génératrice de trésorerie ABV. Abstraction faite de cette charge, et de l'incidence après impôt des coûts de restructuration engagés au cours du trimestre, le résultat net[2] ajusté de la Société se serait établi à 4,2 millions de dollars, ou 0,20 $ par action, pour le trimestre courant, comparativement à 4,7 millions de dollars, ou 0,22 $ par action, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La diminution de 0,5 million de dollars du résultat net[2] ajusté est principalement attribuable au recul du volume des ventes du trimestre.

[1] *Le résultat net ou la perte nette représente le résultat net ou la perte nette attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*

[2] *Mesures non conformes aux IFRS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport de gestion.*

LIQUIDITÉS ET RESSOURCES EN CAPITAL – Analyse du risque de liquidité, des facilités de crédit, des flux de trésorerie et des opérations projetées (sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains)

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère ce risque en exerçant une surveillance continue de ses besoins de trésorerie futurs. Les entités en exploitation effectuent les prévisions de flux de trésorerie, lesquelles sont ensuite totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

Les tableaux qui suivent présentent les passifs financiers classés par type et par échéance contractuelle des paiements aux dates indiquées :

	Au 29 février 2016				
(En milliers)	Total $	Moins de 1 an $	De 1 à 3 ans $	De 4 à 5 ans $	Plus de 5 ans $
Dette à long terme	22 449	7 978	6 468	3 095	4 908
Dettes d'exploitation et charges à payer	62 943	62 943	-	-	-
Acomptes de clients	28 123	28 123	-	-	-
Provision pour garantie d'exécution	30 563	30 563	-	-	-
Dette bancaire et emprunts bancaires à court terme	6 347	6 347	-	-	-
Passifs dérivés	2 945	2 945	-	-	-

Au 29 février 2016, le carnet de commandes de la Société se chiffrait à 331,2 millions de dollars, alors que le montant net de la trésorerie[1] et ses facilités de crédit non utilisées totalisaient 182,2 millions de dollars. La Société estime que cette somme, combinée aux flux de trésorerie futurs provenant des activités d'exploitation, est suffisante pour lui permettre de s'acquitter de ses obligations financières, d'accroître sa capacité de production, de financer son fonds de roulement et de mettre en œuvre sa stratégie d'entreprise. Toutefois, rien ne garantit que le risque d'un autre ralentissement marqué de l'économie n'aura pas d'incidence défavorable importante sur les résultats d'exploitation ou la situation financière de la Société. La Société continue de surveiller attentivement la faiblesse persistante du prix du pétrole et de l'euro. La Société respecte tous ses engagements au titre de sa dette et de ses facilités de crédit.

En plus de gérer le risque de liquidité, la Société surveille la situation financière de ses principaux fournisseurs.

Opérations projetées

La Société ne s'est pas engagée à effectuer des acquisitions ou des cessions importantes d'actifs ou d'entreprises, à l'exception de ce qui a déjà été mentionné dans le présent rapport de gestion.

[1] *Mesures non conformes aux IRFS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport.*

Flux de trésorerie (sauf indication contraire, toutes les sommes sont en dollars américains et toutes les comparaisons sont établies par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent)

Montant net de la trésorerie[1]

(en millions)	Février 2016	Novembre 2015	Février 2015	Novembre 2014	Février 2014
Montant net de la trésorerie[1]	82,0 $	69,5 $	75,6 $	66,7 $	67,7 $

Le montant net de la trésorerie[1] de la Société a augmenté de 12,5 millions de dollars au cours du trimestre et de 6,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice. Pour les deux périodes, le montant net de la trésorerie[1] a été impacté positivement par un résultat net[2] de trésorerie positif ainsi que des mouvements favorables des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et de nouvelles émissions de titres d'emprunt.

Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	28,9 $	49,9 $	16,3 $	25,2 $

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 28,9 millions de dollars pour l'exercice courant, contre 49,9 millions de dollars pour l'exercice précédent. La variation favorable de l'exercice courant consiste en un résultat net[1] en trésorerie positif de 21,4 millions de dollars ainsi qu'en des variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 7,5 millions de dollars, qui se composaient principalement d'une diminution des stocks, laquelle a été compensée en partie par un accroissement des créances d'exploitation, une réduction des dettes d'exploitation et charges à payer et une diminution des acomptes de clients. Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont totalisé 16,3 millions de dollars pour le trimestre courant, contre 25,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. La variation positive du trimestre courant consiste en un résultat net[2] en trésorerie positif de 0,8 million de dollars ainsi qu'en variations positives des éléments hors trésorerie du fonds de roulement de 15,5 millions de dollars, qui se composaient principalement d'une diminution des stocks.

Créances d'exploitation

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Diminution (augmentation) des créances d'exploitation	(14,3) $	23,6 $	(5,2) $	18,1 $

Le solde des créances d'exploitation est fonction de l'écart entre le moment où les ventes sont conclues et celui où les sommes sont recouvrées. Le solde des créances d'exploitation a augmenté pour le trimestre courant et l'exercice courant, parce qu'une plus grande proportion des créances de la Société résultait de ventes liées à des commandes de projets d'envergure, qui impliquent généralement de plus longs délais de règlement.

Stocks

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Diminution des stocks	40,8 $	20,6 $	16,1 $	5,2 $
Diminution des acomptes de clients	16,1 $	22,8 $	8,4 $	1,9 $

En règle générale, lorsque le carnet de commandes et les nouvelles affaires augmentent, les stocks augmentent et, dans le cas contraire, ils diminuent. Les stocks sont également fonction du délai entre les réceptions et les expéditions. Pour le trimestre courant et l'exercice courant, les stocks ont diminué de façon importante, ce qui coïncidait avec la baisse des nouvelles affaires et du carnet de commandes

[1] *Mesures non conformes aux IFRS – voir les rapprochements à la fin du présent rapport.*

[2] *Le résultat net représente le résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple.*

de la Société. Pour financer l'investissement dans les stocks, la Société exige, dans la mesure du possible, un acompte des clients pour les commandes importantes. Les acomptes de clients ont diminué pour le trimestre courant et l'exercice courant en raison de la baisse des acomptes de clients sur certaines commandes d'exportation pour des projets d'envergure des établissements français et nord-américains de la Société.

Dettes d'exploitation et charges à payer

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Augmentation (diminution) des dettes d'exploitation et charges à payer	(8,1) $	(5,6) $	4,4 $	(5,7) $

Pour toutes les périodes indiquées, les fluctuations des dettes d'exploitation et charges à payer sont principalement fonction du moment où les sommes sont constatées, en particulier ceux liés aux stocks.

Ajouts aux immobilisations corporelles

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Ajouts aux immobilisations corporelles	19,8 $	12,8 $	12,1 $	2,6 $

L'augmentation des ajouts aux immobilisations corporelles pour le trimestre courant et l'exercice courant portent principalement sur les établissements coréens de la Société. Dans sa filiale coréenne entièrement détenue, la Société a procédé à la construction d'une nouvelle usine qui permettra de produire des valves allant jusqu'à 36 pouces à un coût d'environ 2,1 millions de dollars. Dans sa fonderie coréenne détenue à 50 %, la Société a acheté un terrain à un coût d'environ 9,2 millions de dollars.

Dette à long terme

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Augmentation de la dette à long terme	17,5 $	- $	10,4 $	- $
Remboursement de la dette à long terme	9,1 $	6,3 $	3,2 $	1,5 $

Au cours de l'exercice courant, la Société a continué à rembourser sa dette à long terme. Cependant, afin de profiter des taux d'emprunt qui ont atteint des creux historiques en Europe, deux des filiales européennes de la Société ont conclu de nouvelles conventions d'emprunt à long terme. Sa filiale italienne a emprunté un total de 6,5 millions de dollars (5,9 millions d'euros) par la voie d'une série d'emprunts de trois à quatre ans auprès de banques locales portant intérêt à divers taux ne dépassant pas 1,90 %. En outre, l'une des filiales françaises de la Société a emprunté 0,6 million de dollars (0,5 million d'euros) prévoyant un remboursement par mensualités sur une période de cinq ans et portant intérêt au taux de 0,89 %. En ce qui concerne ses établissements coréens, la Société a conclu les conventions d'emprunt à long terme suivantes pour financer les ajouts aux immobilisations corporelles susmentionnées : un emprunt bancaire garanti de 6,5 millions de dollars (8 milliards de wons coréens) portant intérêt au taux de 2,21 % et remboursable par versements trimestriels sur une période de 10 ans et un emprunt bancaire garanti de 2,0 millions de dollars (2,5 milliards de wons coréens) portant intérêt au taux de 2,65 % et remboursable à l'échéance en 2018.

Dividendes

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Dividendes versés	6,8 $	7,5 $	1,6 $	1,9 $

La Société a maintenu sa politique de dividende courante, qui consiste à verser un dividende trimestriel de 0,10 $ CA par action. Les dividendes versés au premier trimestre de l'exercice précédent étaient les derniers paiements aux termes de la politique de dividende antérieure de la Société, soit 0,08 $ CA par action, par trimestre.

Rachat d'actions

(en millions)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Rachat d'actions	2,7 $	0,3 $	0,4 $	- $

Aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société a racheté en vue d'annulation un total de 216 300 actions à droit de vote subalterne pour une contrepartie en trésorerie de 2,7 millions de dollars au cours de l'exercice courant. De ce nombre, 36 700 actions à droit de vote subalterne ont été rachetées au cours du trimestre courant pour une contrepartie en trésorerie de 0,4 million de dollars.

Autres passifs

Au cours de l'exercice courant, la Société a acquis une partie de la participation ne donnant pas le contrôle de sa filiale taïwanaise. Conformément aux modalités d'un plan de succession avec son partenaire minoritaire, la Société a acquis une tranche supplémentaire de 15 % des actions ordinaires émises de Velan Valvac Manufacturing Co., Ltd., pour une contrepartie en trésorerie totalisant 0,9 million de dollars. Du fait de cette transaction, qui a été conclue au deuxième trimestre de l'exercice courant, la Société a accru le pourcentage de participation dans cette filiale, qui est passé de 75 % à 90 %.

INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Du fait de ses activités, la Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est assujettie à une politique aux termes de laquelle aucune transaction sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier, le corollaire étant que toutes les transactions visant des dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques.

Vue d'ensemble

Le tableau qui suit fait état des instruments financiers de la Société et de la nature des risques auxquels ils pourraient être exposés :

	Risques			
	Risques de marché			
Instruments financiers	**Change**	**Taux d'intérêt**	**Crédit**	**Liquidité**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	x	x	x	
Placements à court terme	x	x	x	
Créances d'exploitation	x		x	
Actifs dérivés	x		x	
Dette bancaire	x	x		x
Emprunts bancaires à court terme	x	x		x
Dettes d'exploitation et charges à payer	x			x
Acomptes de clients	x			x
Dividendes à payer	x			x
Provision pour garanties d'exécution	x			x
Passifs dérivés	x			x
Dette à long terme	x	x		x

Risques de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux transactions commerciales et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de la Société. La Société possède des établissements qui utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacun d'entre eux est exposé au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux monnaies étrangères fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures aux fins comptables.

Le tableau qui suit présente les montants en cours aux 29 février 2016 et 28 février 2015 :

	Fourchette de taux de change		**Profit (perte)** (en milliers de $ US)		**Notionnel** (en milliers)	
	Au 29 février 2016	**Au 28 février 2015**	**Au 29 février 2016 $**	**Au 28 février 2015 $**	**Au 29 février 2016**	**Au 28 février 2015**
Contrats de change à terme						
Vendre des dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,25-1,46	1,09-1,26	(1 212)	(3 047)	84 104 $ US	49 565 $ US
Acheter des dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,32-1,34	-	1 426	-	75 000 $ US	-
Vendre des dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,08-1,39	1,14-1,40	(1 602)	(2 236)	8 481 $ US	19 573 $ US
Acheter des dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,08-1,28	1,12-1,27	2	30	187 $ US	1 119 $ US
Vendre des dollars américains contre des wons coréens – de 0 à 12 mois	1,166-1,206	-	(16)	-	426 $ US	-
Vendre des euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,09-1,19	1,13-1,14	(22)	(55)	13 737 €	5 907 €
Acheter des euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,07	1,10	156	49	11 000 €	5 000 €
Acheter des livres sterling contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	-	1,55-1,62	-	(37)	-	599 £
Acheter des livres sterling contre des euros – de 0 à 12 mois	0,72-0,78	0,74-0,79	(79)	78	938 £	1 982 £

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Le tableau suivant présente une analyse de sensibilité des expositions aux fluctuations du change les plus importantes de la Société liées à sa position nette dans des instruments financiers de change, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, la dette bancaire, les emprunts bancaires à court terme, les instruments financiers dérivés, les créances d'exploitation, les dettes d'exploitation et charges à payer, les acomptes de clients, la provision pour garanties d'exécution et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer. Un raffermissement hypothétique de 5,0 % des monnaies suivantes aurait eu l'incidence suivante pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015 :

	Résultat net		**Autres éléments du résultat global**	
	2016 $	**2015 $**	**2016 $**	**2015 $**
Appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain	112	1 083	-	-
Appréciation de l'euro par rapport au dollar américain	447	766	-	-

Un fléchissement hypothétique de 5,0 % des monnaies mentionnées ci-dessus aurait eu l'incidence contraire pour les deux exercices.

Pour les besoins de l'analyse ci-dessus, le risque de change ne comprend pas la conversion des comptes des filiales dans la monnaie de présentation de la Société. Pour les filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie de présentation (dollar américain) de la Société, ce risque aurait eu une incidence sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variable exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie, et les éléments portant intérêt à taux fixes exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est principalement lié aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société associé à ses créances d'exploitation est concentré et, au 29 février 2016, six clients (quatre clients en 2015) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 11,8 % (10,3 % au 28 février 2015), alors que les 10 principaux clients de la Société en représentaient 58,5 % (54,7 % au 28 février 2015). De plus, un client représentait 13,4 % (10,9 % au 28 février 2015) du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue continuellement la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation spécifiques à l'égard de tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit spécifique qui est révisée périodiquement. Un compte de correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables est établi lorsque, selon l'évaluation de la direction, le recouvrement d'une créance n'est pas raisonnablement assuré.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées.

Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances clients et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente un sommaire du classement par échéance des créances clients :

	Au 29 février 2016 $	**Au 28 février 2015 $**
Courant	73 655	64 387
En souffrance depuis 0 à 30 jours	12 780	17 930
En souffrance depuis 31 à 90 jours	13 377	12 360
En souffrance depuis plus de 90 jours	16 205	4 804
	116 017	99 481
Moins la provision pour créances irrécouvrables	1 653	899
Créances clients	114 364	98 582
Autres créances	5 205	6 735
Total des créances clients	119 569	105 317

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations de la correction de valeur pour créances irrécouvrables :

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Solde à l'ouverture de l'exercice	899	917
Charge pour créances irrécouvrables	1 646	872
Recouvrement de créances clients	(198)	(665)
Sortie de créances clients	(623)	(172)
Change	(71)	(53)
Solde à la clôture de l'exercice	1 653	899

Risque de liquidité – Voir l'exposé sous la rubrique *Liquidités et ressources en capital*

ÉVENTUALITÉS (en milliers de dollars américains, sauf le nombre de poursuites)

Deux des filiales américaines de la Société sont au nombre des défenderesses dans des poursuites en dommages-intérêts en instance relatives à des préjudices corporels censément causés par l'exposition à des produits renfermant de l'amiante qui ont été fabriqués et vendus dans le passé. La direction estime qu'elle dispose de solides arguments de défense à l'égard de certains produits qui pourraient avoir comporté une composante renfermant de l'amiante. À la fin de la période, 1 034 poursuites étaient en instance (846 au 28 février 2015). Ces poursuites ont été déposées dans les États d'Arizona, d'Arkansas, de la Californie, du Connecticut, du Delaware, de la Floride, de la Géorgie, d'Hawaii, de l'Illinois, du Kentucky, de la Louisiane, du Maine, du Maryland, du Massachusetts, du Mississippi, du Missouri, du New Jersey, de New York, de la Caroline du Nord, de l'Ohio, de la Pennsylvanie, du Rhode Island, de la Caroline du Sud, du Texas, de l'Utah, de la Virginie, de Washington, de la Virginie-Occidentale et du Wisconsin. Au cours de l'exercice courant, la Société a réglé 354 poursuites (439 au 28 février 2015) et 542 nouvelles poursuites ont été déposées contre la Société (429 au 28 février 2015). En raison des nombreuses incertitudes inhérentes à l'établissement de prévisions concernant l'issue de ces poursuites, ainsi que l'évolution des poursuites relatives à l'amiante aux États-Unis, la direction croit qu'il n'est pas possible de faire une estimation du passif au titre de l'amiante de la Société. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les comptes. Les coûts de règlement et les frais juridiques liés aux poursuites relatives à l'amiante se sont établis à 2 025 $ pour le trimestre (1 217 $ au 28 février 2015) et à 5 568 $ pour l'exercice (6 085 $ au 28 février 2015).

Le 3 décembre 2014, San Diego Gas & Electric Company (« SDG ») a intenté une poursuite contre Velan Valve Corp., filiale entièrement détenue de la Société, devant la cour supérieure de l' État de la Californie au sujet des robinets haute pression fournis à SDG et installés à son centre d'énergie Palomar (l' « installation »). Des dommages-intérêts à l'installation d'une valeur de plus de 9 000 $ sont réclamés dans le cadre de cette poursuite relativement à une prétendue défectuosité des robinets fournis par Velan Valve Corp. La réclamation est pour la responsabilité stricte présumée du fait du produit et pour la négligence présumée. La Société soutient que cette réclamation est non fondée. La Société a l'intention de se défendre avec vigueur et prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger sa réputation. Bien qu'elle ne puisse prédire l'issue de cette poursuite, la Société croit que, selon l'information actuellement disponible, la résolution du litige n'aura pas une incidence négative importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses liquidités. La Société a signalé cette réclamation auprès de sa compagnie d'assurances, et la franchise de 100 $ a été comptabilisée.

ENTENTES HORS BILAN

La Société a conclu certaines ententes hors bilan qui sont décrites plus en détail aux notes 10, 23 et 26 de ses états financiers consolidés audités. Les ententes, qui ont toutes été conclues dans le cours normal des activités, s'établissent comme suit :

- Garanties d'exécution relativement à ses produits et à la livraison dans les délais convenus
- Lettres de crédit émises à des fournisseurs à l'étranger
- Contrats de location simple

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES (en milliers de dollars américains)

La Société a conclu avec des parties liées les opérations suivantes, qui sont calculées à leur valeur d'échange.

a) PDK Machine Shop Ltd. (« PDK ») est une société dont sont propriétaires certains membres de la famille de l'actionnaire majoritaire. PDK fournit des pièces de matériel usinées destinées aux usines de la Société.

	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
Achats de pièces de matériel	187 $	253 $	988 $	1 459 $
Ventes de matières premières	8	-	38	67

La Société a conclu avec PDK une entente aux termes de laquelle elle a le droit d'acheter les actions de PDK moyennant une contrepartie égale à leur valeur comptable, dans le cas où PDK projetterait de vendre ses actions à un tiers. Dans le cas où PDK projetterait de vendre la totalité ou la quasi-totalité de ses actifs à un tiers, la Société a le droit d'acheter les stocks à leur coût et les autres actifs, à leur valeur comptable. En cas de liquidation ou de vente projetée d'une partie des actifs suffisante pour empêcher PDK de remplir ses obligations envers la Société aux termes de bons de commande à remplir, la Société a le droit et l'obligation d'acheter les stocks de PDK moyennant une contrepartie égale à leur coût. L'obligation maximale de la Société en vertu de ce droit d'achat se chiffre à 200 $.

b) Une des filiales de la Société et certains de ses dirigeants louent sur une base hebdomadaire un immeuble auprès de Société Holding Velan Ltée, l'actionnaire majoritaire. Société Holding Velan Ltée. facture des tarifs hebdomadaires en fonction de l'utilisation.

	Trimestres clos les		Exercices clos les	
	29 février 2016	28 février 2015	29 février 2016	28 février 2015
Loyer	9 $	- $	37 $	27 $

CONTRÔLES ET PROCÉDURES

Contrôles et procédures de communication de l'information

Les contrôles et procédures de communication de l'information sont conçus pour fournir une assurance raisonnable que toute l'information pertinente est recueillie et présentée à la haute direction en temps opportun, notamment au chef de la direction et au directeur financier, pour que les décisions appropriées puissent être prises concernant la communication de cette information au public.

Le chef de la direction ainsi que le directeur financier de la Société ont évalué, ou fait évaluer sous leur supervision directe, l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (au sens défini dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*) en date du 29 février 2016, et ont conclu que ces contrôles et procédures de communication de l'information ont été conçus et fonctionnent de manière efficace.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Il incombe à la direction d'établir et de maintenir un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont préparés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

La direction a évalué la conception et l'efficacité de ses contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière (au sens attribué à ce terme dans le *Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*). L'évaluation s'est fondée sur le guide intitulé *Internal Control-Integrated Framework (2013)* publié par le *Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (« COSO »)*. Cette évaluation a été réalisée par le chef de la direction ainsi que le directeur financier de la Société avec l'aide d'autres membres de la direction et employés de la Société, selon ce qui a été jugé nécessaire. En se basant sur cette évaluation, le chef de la direction et le directeur financier ont conclu que les contrôles et procédures internes à l'égard de l'information financière étaient conçus adéquatement et fonctionnaient de manière efficace au 29 février 2016.

Malgré l'évaluation qu'elle en a faite, la direction reconnaît que, peu importe la qualité de leur conception ou de leur mise en application, les contrôles et procédures ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable, et non une assurance absolue, que les objectifs de contrôle qu'ils visent sont atteints. Dans l'éventualité imprévisible qu'une omission survienne dans la communication ou les contrôles et procédures internes, ou qu'une erreur de nature importante se produise, la Société compte prendre les mesures nécessaires afin d'en minimiser les conséquences.

Changements à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière

La Société n'a apporté aucun changement important à la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière au cours de l'exercice et du trimestre clos le 29 février 2016 qui a ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

Les états financiers de la Société sont dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB. Les principales méthodes comptables de la Société qui sont décrites à la note 2 des états financiers consolidés audités de la Société sont essentielles pour comprendre la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées se fondent sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus (voir la rubrique *Information prospective* ci-dessus). Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications d'estimations comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Exception faite des changements apportés aux hypothèses qui sous-tendent la détermination de la valeur comptable du goodwill se rapportant à ABV au 29 février 2016, comme il est décrit à la note 4 des états financiers consolidés audités de la Société, aucun changement important n'a été apporté aux estimations comptables critiques au cours des deux derniers exercices.

Les estimations et les hypothèses qui sont particulièrement susceptibles de donner lieu à un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont décrites ci-après.

Consolidation
La Société consolide, dans les présents états financiers, les comptes de Juwon Special Steel Co. Ltd. Il a été déterminé que la Société détient des droits substantiels sur cette entité structurée qu'elle peut exercer actuellement et pour lesquels il n'existe aucune barrière, bien que sa quote-part dans cette entité ne soit que de 50 %. Ces droits substantiels sont obtenus en vertu d'une convention entre actionnaires, conclue entre la Société et les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, qui confère à la Société le droit de décision ultime dans toute décision prise avec laquelle les parties au partenariat ne sont pas d'accord. Conformément à la convention entre actionnaires, il incombe au conseil d'administration, représentant les intérêts des actionnaires, de prendre des décisions opérationnelles (y compris les budgets), d'approuver les transactions portant sur les capitaux propres et de déterminer la rémunération des principaux dirigeants. Par conséquent, la Société, grâce aux droits qui lui sont conférés en vertu de la convention entre actionnaires, détient des droits substantiels qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes de Juwon Special Steel Co. Ltd. tout en étant exposée à des rendements variables. Pour cette raison, il a été déterminé que cette entité devait être consolidée.

Créances d'exploitation
La Société doit présenter ses créances d'exploitation à la valeur nette de réalisation. Pour ce faire, la direction doit poser des jugements, et la Société doit procéder à des évaluations continues de la recouvrabilité des comptes et comptabiliser une correction de valeur pour créances irrécouvrables, au besoin. Lorsqu'elle procède à son évaluation, la Société analyse la balance chronologique des créances d'exploitation, la concentration des créances d'exploitation par client, la solvabilité des clients et les tendances économiques qui sont en vigueur. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable des créances d'exploitation dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur les frais d'administration dans l'état consolidé du résultat net.

Stocks
Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il y a dépréciation des stocks lorsque la valeur de marché estimée des stocks diminuée des coûts de vente variables est inférieure à la valeur comptable des stocks. Cette détermination fait appel à des jugements importants de la direction et repose sur l'évaluation faite par la Société des conditions du marché pour ses produits, qui sont fonction de l'utilisation passée, de la demande future estimée et, dans certains cas, du risque de perte spécifique à des éléments de stocks particuliers. Tout changement dans les hypothèses utilisées pour établir cette évaluation ou les coûts de vente est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable des stocks dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Provisions
Des provisions doivent être constituées au titre des charges possibles relativement à la garantie des produits. La Société estime son exposition aux réclamations pour garantie en tenant compte de l'expérience passée ainsi que de tout problème technique connu et toute estimation des coûts à engager pour régler les problèmes. La Société estime son exposition aux termes de ces obligations en s'appuyant sur une analyse de toutes les réclamations identifiées ou attendues. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur de la provision présentée dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Dépréciation des actifs non financiers
Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée, comme le goodwill, sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des situations indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. La Société examine tous les autres actifs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de dépréciation. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable, tout d'abord, du goodwill affecté à l'UGT et, ensuite, des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante dans l'état consolidé du résultat net.

Impôt sur le résultat
La Société estime son impôt sur le résultat dans chacun des territoires où elle exerce ses activités. Elle doit donc évaluer la probabilité que ses pertes d'exploitation nettes puissent être utilisées pour réduire ses bénéfices imposables futurs, et évaluer les positions adoptées dans les déclarations fiscales en ce qui a trait à des situations dans lesquelles la réglementation fiscale en vigueur est sujette à interprétation. Dans l'éventualité où ces évaluations seraient modifiées, la charge d'impôt sur le résultat serait ajustée, et un ajustement correspondant serait apporté aux soldes d'impôt sur le résultat dans l'état consolidé de la situation financière.

NORMES ET MODIFICATIONS COMPTABLES PUBLIÉES QUI N'ONT PAS ENCORE ÉTÉ ADOPTÉES

La Société n'a pas encore évalué l'incidence des normes nouvelles et modifiées qui suivent, ni déterminé si elle les adoptera de manière anticipée.

i) En juillet 2014, l'IASB a publié IFRS 9 *Instruments financiers*. L'IASB avait déjà publié des versions antérieures d'IFRS 9 qui comportaient de nouvelles exigences en matière de classement et d'évaluation (en 2009 et en 2010) et un nouveau modèle de comptabilité de couverture (en 2013). La version de juillet 2014 représente la version finale de la norme, remplace les versions antérieures d'IFRS 9 et complète pour l'essentiel le projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Cette norme remplace les multiples modèles de classement et d'évaluation actuels des actifs financiers et des passifs financiers par un modèle unique ne comportant que trois catégories : le coût amorti, la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle économique de l'entité et des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels des actifs et des passifs financiers. La norme présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes de crédit attendues qui exige une comptabilisation plus rapide des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil de comptabilisation des pertes attendues sur la durée de vie totale. La nouvelle norme présente également un modèle considérablement modifié pour la comptabilité de couverture qui comporte la présentation d'informations supplémentaires sur les activités de gestion des risques, afin de faire cadrer plus étroitement la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise.

ii) Publiée en mai 2014, la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients* précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Ce principe fondamental est mis en œuvre selon un modèle en cinq étapes : i) identification du ou des contrats avec un client, ii) identification des obligations de prestation aux termes du contrat, iii) détermination du prix de transaction, iv) répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation aux termes du contrat et v) comptabilisation des produits des activités ordinaires lorsque l'entité remplit les obligations de prestation. IFRS 15 remplace IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires,* IFRIC 13 *Programme de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC-31 *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'application anticipée étant permise.

iii) En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de communication de l'information applicables aux contrats de location pour les deux parties au contrat. Cette norme élimine le classement des contrats de location entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur. Elle reprend en grande partie les exigences relatives à la comptabilisation des contrats de location par le bailleur. En conséquence, un bailleur continue de classer ses contrats de location en contrats de location simple et contrats de location-financement et de comptabiliser ces deux types de contrats différemment. IFRS 16 remplace IAS 17 *Contrats de location*, IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location.* La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et l'application anticipée n'est permise que si IFRS 15 est appliquée de manière anticipée.

iv) Le 29 janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*. Ces modifications visent à clarifier IAS 7 de manière à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers au sujet des activités de financement de l'entité. La norme révisée s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, l'application anticipée étant permise.

RISQUES SUSCEPTIBLES D'AVOIR UNE INCIDENCE SUR NOS ACTIVITÉS

Nature cyclique des marchés d'utilisateurs finaux
La demande des produits de la Société dans un secteur ou dans un marché donné peut varier considérablement selon le niveau d'activité économique dans le secteur ou le marché en cause. Ces facteurs peuvent être atténués par le fait que les ventes de la Société sont diversifiées sur le plan géographique et par la diversité des marchés des utilisateurs finaux. Rien ne garantit toutefois qu'une récession ou un ralentissement économique dans certains secteurs ou territoires n'aurait pas un effet défavorable important sur les ventes de la Société.

Concurrence
Les pressions de la concurrence dans les marchés de la Société pourraient entraîner une perte de parts de marché, ce qui pourrait avoir un effet défavorable sur le chiffre d'affaires, les marges et le résultat net. La Société livre également concurrence à des fabricants qui sont établis dans des pays où les salaires sont peu élevés et offrent de la robinetterie à des prix considérablement moins élevés que ceux de la Société. Rien ne garantit que la Société sera en mesure de soutenir la concurrence de ses concurrents actuels et futurs ni que cette concurrence n'aura pas d'effet défavorable important sur ses résultats d'exploitation et sa situation financière.

Carnet de commandes
Le carnet de commandes de la Société est constitué de commandes que la Société considère comme étant fermes. Il s'agit d'un indicateur du chiffre d'affaires futur. Toutefois, rien ne garantit qu'il n'y aura pas ultérieurement d'annulations ou d'ajustements, que le carnet de commandes générera des bénéfices ni à quel moment le chiffre d'affaires et les bénéfices tirés de ce carnet de commandes seront comptabilisés.

Dépendance envers le personnel clé
La Société dépend des compétences et de l'expérience des membres de sa haute direction et d'autres employés clés. Rien ne garantit que la Société pourra maintenir à son service ces membres de la haute direction et employés clés. Le départ de plusieurs d'entre eux pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société.

Risque de change
En raison de la composition géographique de la clientèle et de ses activités, la Société est exposée au risque de change. La Société conclut des contrats de change à terme pour gérer une partie de son risque net à l'égard des monnaies étrangères. Ces contrats à terme comportent un risque de crédit inhérent lié au manquement aux obligations des contreparties, risque que la Société gère en ne concluant des contrats qu'avec des institutions financières bien établies qui, d'après elle, seront en mesure de respecter leurs obligations. Le risque de change pourrait avoir un effet défavorable important sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société.

Risque de taux d'intérêt
Une partie du passif de la Société est constituée de titres d'emprunt à taux d'intérêt variable. De ce fait, la Société est exposée au risque de fluctuation des taux d'intérêt. Ce risque pourrait avoir une incidence défavorable sur les résultats d'exploitation de la Société.

Disponibilité et prix des matières premières
Les prix des matières premières, principalement de l'acier, représentent une portion substantielle des coûts de fabrication de la Société. Dans le passé, ils ont connu des fluctuations et, dans certains cas, ont eu une propension à la volatilité. Rien ne garantit que la Société réussira à transmettre à sa clientèle les augmentations du prix des matières premières grâce à une augmentation des prix de vente ou à absorber ces augmentations des coûts sans réduire ses marges bénéficiaires.

De plus, il se produit parfois des pénuries de certaines matières premières. Habituellement, ces pénuries ne durent pas longtemps, et la Société est généralement en mesure de satisfaire à ses besoins. Toutefois, rien ne garantit que la Société aura des sources d'approvisionnement suffisantes pour satisfaire à tous ses besoins en temps opportun.

Relations de travail
Un grand nombre d'employés de la Société sont couverts par des conventions collectives. Bien que la Société ait réussi par le passé à négocier le renouvellement de ces conventions, rien ne garantit que ce sera le cas à l'avenir. L'incapacité de renégocier des conventions collectives pourrait entraîner des arrêts de travail ou une hausse des frais de main-d'œuvre, ce qui aurait un effet défavorable sur les résultats.

Dépendance envers les fournisseurs clés
La Société compte plusieurs fournisseurs clés avec lesquels elle a investi dans la fabrication de matrices à forger et de modèles à couler. Bien que la Société dispose d'autres sources d'approvisionnement pour la plupart de ses achats de matières premières, la perte d'un fournisseur clé pourrait avoir sur elle des répercussions défavorables.

Dépendance envers les distributeurs et les agents commerciaux
Le succès de la Société est directement lié à la capacité de ses distributeurs indépendants et agents commerciaux de vendre ses produits dans leurs marchés respectifs. Le succès de la Société est par conséquent lié à sa capacité d'attirer et de retenir les services des distributeurs et des agents commerciaux dont elle a besoin pour soutenir ses activités actuelles et poursuivre sa croissance.

Ententes contractuelles visant des projets
Pour faire face à la concurrence dans la vente de robinets, la Société pourrait conclure des contrats prévoyant la fabrication de robinets à des prix déterminés pour livraison à une date fixe ou selon des échéanciers fixes. Ces contrats peuvent comporter des risques élevés en raison d'une augmentation imprévue des prix des matières premières et d'autres coûts liés à des conditions contractuelles plus strictes. Bien que les modalités des contrats puissent varier d'un client à l'autre, les retards de production et d'autres critères de performance peuvent entraîner des dommages-intérêts fixés à l'avance et d'autres pénalités en cas de non-exécution ou d'autres problèmes liés à la garantie imputables aux modalités et conditions plus strictes de ces contrats.

Risques économiques et politiques associés aux ventes et aux activités internationales
Étant donné que la Société vend et fabrique ses produits à l'échelle mondiale, elle est assujettie aux risques liés aux activités internationales. Par conséquent, l'imposition de mesures protectionnistes, la modification de la législation fiscale, la possibilité d'une expropriation et d'un embargo, les restrictions du change et les perturbations sur le plan politique ou militaire et/ou le terrorisme ou encore des changements dans le cadre réglementaire pourraient avoir un effet sur les activités et les résultats d'exploitation de la Société.

Cas de force majeure
Les cas de force majeure sont des événements ou circonstances imprévisibles survenant au-delà du contrôle de la Société. Ces événements comprennent, mais ne sont pas limités à l'instabilité politique, la guerre, le terrorisme, les grèves, les émeutes et la criminalité, ainsi que les événements liés aux conditions météorologiques ou sismiques sévères, tels que les tremblements de terre, ouragans, tsunamis, tornades, tempêtes de verglas, inondations et éruptions volcaniques. Le risque d'un cas de force de majeure est imprévisible et peut entraîner des retards ou des annulations de commandes et de livraisons aux clients, des retards dans la réception

des matériaux provenant des fournisseurs, des dommages aux installations ou aux équipements, des blessures ou les décès et la possibilité de responsabilité légale.

Poursuites liées à l'amiante
Deux des filiales américaines de la Société sont au nombre des défenderesses dans des poursuites en dommages-intérêts en instance relatives à des préjudices corporels censément causés par l'exposition à des produits renfermant de l'amiante qui ont été fabriqués et vendus dans le passé. La direction estime qu'elle dispose de solides arguments de défense à l'égard de certains produits qui pourraient avoir comporté une composante renfermant de l'amiante. Malgré une défense vigoureuse contre ces allégations, mais rien ne garantit que la Société l'emportera. Des décisions, des jugements ou des modalités de règlement défavorables pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de la Société.

Responsabilité des produits et autres genres de poursuites
À l'instar d'autres entreprises manufacturières internationales, la Société a déjà fait et pourrait encore faire l'objet de diverses réclamations en matière de responsabilité ou d'autres poursuites reliées à ses activités commerciales, notamment des responsabilités et dépenses potentielles en raison de vices ou de défaillances possibles de ses produits. La Société souscrit à une assurance complète de responsabilité civile générale qui, à son avis, est généralement conforme aux pratiques de son secteur d'activité. Néanmoins, cette couverture d'assurance ne couvre pas certains types de réclamations (notamment les réclamations en cours relatives à l'amiante) qui pourraient être présentées à l'encontre de la Société. Les primes de l'assurance complète de responsabilité civile générale ont également augmenté considérablement au cours des dernières années. En conséquence, la Société n'est pas certaine qu'elle pourra continuer d'obtenir une assurance complète de responsabilité civile générale à des coûts raisonnables ou, si une telle couverture est disponible, qu'elle couvrira adéquatement sa responsabilité.

Risque lié à la santé et à la sécurité
La Société s'efforce d'offrir à ses employés, entrepreneurs et visiteurs un environnement sécuritaire et exempt de risque pour la santé dans ses locaux. La Société a mis en œuvre dans l'ensemble de ses installations des politiques et des procédures pour assurer le respect de l'ensemble des lois, de la réglementation et des normes en matière de santé et de sécurité. La Société reconnaît que l'absence d'un solide programme de santé et de sécurité peut l'exposer à la perte de temps de production, à des pénalités, à des poursuites et même à un impact sur les commandes futures puisque certains clients pourraient tenir compte des antécédents de la Société en matière de santé et sécurité dans l'attribution de contrats.

Réglementation environnementale
Les activités et les biens de la Société sont assujettis à des lois et règlements de plus en plus sévères en matière de protection de l'environnement, notamment en ce qui concerne l'évacuation d'eau et d'air, la gestion et l'élimination des déchets et la sécurité des employés. Ces lois et règlements prévoient des amendes substantielles en cas d'infraction, l'arrêt de l'exploitation dans certaines circonstances, l'installation de matériel de contrôle de pollution coûteux ou la réalisation de travaux coûteux de remise en état des lieux. En outre, de nouvelles dispositions législatives et réglementaires ou l'application plus stricte de la législation et de la réglementation en vigueur, la découverte d'une contamination inconnue précédemment ou l'imposition de nouvelles exigences en matière de remise en état pourraient entraîner des coûts supplémentaires importants pour la Société.

Contrôles à l'égard de la communication et de l'information financière
Conformément au Règlement 52-109, il incombe au chef de la direction et au directeur financier de la Société de concevoir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information financière et d'en évaluer l'efficacité. Il leur incombe également de concevoir le contrôle interne à l'égard de l'information financière de manière à fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis conformément aux IFRS. Tout système de contrôle comporte des restrictions inhérentes et se fonde en partie sur la possibilité ou la probabilité d'événements futurs. Par conséquent, un système de contrôle interne ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue, que les objectifs seront atteints.

Contrôle de la Société
Société Holding Velan Ltée (l'« actionnaire majoritaire ») est propriétaire de 15 566 567 actions à droit de vote multiple, ce qui représente au total environ 92,7 % des droits de vote rattachés au capital de la Société. Le contrôle des droits de vote permet à l'actionnaire majoritaire de décider de toutes les questions nécessitant l'approbation des actionnaires. L'actionnaire majoritaire a indiqué à la Société que la vente des actions nécessite le consentement de certains membres de la famille Velan et leurs entités contrôlées.

L'actionnaire majoritaire a, dans les faits, suffisamment de droits de vote pour empêcher un changement de contrôle de la Société, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur le cours et la liquidité des actions à droit de vote subalterne. La vente par l'actionnaire majoritaire d'un nombre important d'actions à droit de vote subalterne à l'exercice des droits de conversion rattachés aux actions à droit de vote multiple pourrait avoir une incidence négative sur le cours et la liquidité des actions à droit de vote subalterne.

Impôt sur le résultat et autres risques fiscaux
La Société exerce ses activités dans un certain nombre de territoires fiscaux et effectue une grande quantité d'opérations d'achat et de vente transfrontalières. Les règlements fiscaux de certains pays deviennent plus complexes. Une ou plusieurs autorités fiscales pourraient être en désaccord avec le traitement fiscal adopté par la Société, ce qui entraînerait des coûts de défense et peut-être des cotisations fiscales.

Respect de la législation de pays étrangers
En raison de la nature internationale de ses activités, la Société est assujettie à un système de lois et de règlements complexes et qui diffèrent d'un pays à l'autre. Ces lois et règlements comprennent notamment des lois anticorruption, des contrôles des exportations et des douanes, des contrôles du change, des règlements concernant l'établissement des prix de cession interne ainsi que des sanctions économiques imposées par les autorités gouvernementales. Le non-respect de ces lois pourrait avoir une incidence défavorable sur les bénéfices et entraîner des sanctions criminelles, civiles et administratives. La Société a mis en place des politiques et des procédures pour éviter le non-respect de ces lois par ses employés et ses représentants.

Participations ne donnant pas le contrôle
La Société exerce l'ensemble de ses activités en Chine et à Taïwan, et une partie de ses activités en France et en Corée avec des partenaires qui sont des entités détenant des participations ne donnant pas le contrôle. La réussite de ces entreprises est tributaire de la performance satisfaisante des partenaires dans l'exécution de leurs obligations. Le défaut de ces partenaires de s'acquitter de leurs obligations pourrait imposer des obligations financières et des obligations de performance additionnelles à la Société et pourrait avoir une incidence défavorable sur ses bénéfices et sa situation financière.

Acquisition d'entreprises
Le succès d'une acquisition d'entreprise dépend de l'intégration de l'entreprise acquise au moyen des opérations telles que la réalisation de synergies, l'élimination de la duplication des coûts, l'intégration des systèmes d'information et la mise en place de contrôles et de procédures. L'incapacité d'intégrer rapidement une entreprise acquise pourrait entraîner une perte d'occasions d'affaires, des coûts d'intégration plus élevés que prévus et le départ de personnel clé, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur les bénéfices.

Cybersécurité
Les réseaux informatiques de la Société sont essentiels au fonctionnement quotidien et contiennent des informations sur les finances, le personnel, les produits, les clients et les fournisseurs de la Société. Les risques liés à la cybersécurité sont de plus en plus complexes, variés et nombreux. Une atteinte importante à la cybersécurité peut avoir des conséquences telles que la perte d'informations clés, des dommages à la réputation et la perturbation des activités, lesquelles peuvent également être très nuisibles sur le plan financier. Bien que la Société consacre des ressources considérables au maintien et à la protection de ses réseaux informatiques, rien ne garantit qu'elle sera en mesure de prévenir ou de détecter une brèche potentielle dans ses réseaux ou d'y réagir adéquatement, car, entre autres facteurs, les menaces à la cybersécurité sont en constante mutation et il peut être difficile de prévoir ces menaces et de les détecter immédiatement.

RAPPROCHEMENTS ET LES MESURES HORS IFRS

Dans le présent rapport de gestion ainsi que d'autres parties du Rapport annuel 2016, la Société utilise des mesures du rendement et de la situation financière qui ne sont pas définies aux termes des IFRS (les « mesures non conformes aux IFRS ») et qui sont par conséquent peu susceptibles d'être comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Ces mesures, qui sont utilisées par la direction pour évaluer les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société, sont rapprochées des mesures du rendement définies aux termes des IFRS. Ces rapprochements sont présentés ci-dessous.

Montant net de la trésorerie

(en milliers)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Exercice clos le 28 février 2014	Exercice clos le 28 février 2013	Exercice clos le 29 février 2012
Trésorerie et équivalents de trésorerie	89 368	99 578	106 716	77 172	65 414
Placements à court terme	3 225	847	239	398	4 954
Dette bancaire	(5 028)	(15 616)	(31 876)	(48 580)	(32 438)
Emprunts bancaires à court terme	(1 319)	(2 134)	(916)	(2 284)	(858)
Partie à court terme des emprunts bancaires à long terme	(4 197)	(7 063)	(6 402)	(6 919)	(1 696)
	82 049	75 612	67 761	19 787	35 376

Résultat net ajusté – Exercice

(en milliers)	Exercice clos le 29 février 2016	Exercice clos le 28 février 2015	Exercice clos le 28 février 2014	Exercice clos le 28 février 2013	Exercice clos le 29 février 2012
Résultat net attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple	3 641	18 580	29 400	6 169	7 892
Ajustements au titre des éléments suivants :					
Perte de valeur du goodwill	11 510	-	-	11 700	-
Frais de restructuration	2 759	-	-	-	-
Incidence fiscale des frais de restructuration	(634)	-	-	-	-
Augmentation des intérêts sur le produit à payer à l'égard d'ABV	-	-	9	663	946
Juste valeur du produit à payer à l'égard d'ABV	-	-	-	(2 444)	(2 230)
Gain de change latent sur le produit à payer à l'égard d'ABV	-	-	-	(407)	(978)
	17 276	18 580	29 409	15 681	5 630

Résultat net ajusté - Trimestre

(en milliers)	Trimestre clos le 29 février 2016	Trimestre clos le 28 février 2015
Résultat net (Perte nette) attribuable aux actions à droit de vote subalterne et aux actions à droit de vote multiple	(7 823)	4 718
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Perte de valeur du goodwill	11 510	-
Frais de restructuration	609	-
Incidence fiscale des frais de restructuration	(56)	-
	4 240	4 718

Velan Inc.

États financiers consolidés
Exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015

Le 19 mai 2016

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de
Velan Inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de Velan Inc., qui comprennent les états consolidés de la situation financière au 29 février 2016 et au 28 février 2015, et les états consolidés du résultat net, du résultat global, des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes constituées d'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés
La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur
Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, Bureau 2500, Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205 5000, Téléc. : +1 514 875 1502

« PwC » s'entend de PricewaterhouseCoopers LLP/s.r.l./s.e.n.c.r.l., une société à responsabilité limitée de l'Ontario.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion
À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Velan Inc. au 29 février 2016 et au 28 février 2015, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière.

Veuillez agréer l'expression de nos sentiments distingués.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.[1]

[1] CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique nº A123642

Velan Inc.

États consolidés de la situation financière

(en milliers de dollars américains)

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Actifs		
Actifs courants		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	89 368	99 578
Placements à court terme	3 225	847
Créances d'exploitation	119 569	105 335
Impôt sur le résultat à recouvrer	5 674	5 472
Stocks (note 5)	162 523	203 557
Acomptes et charges payées d'avance	3 586	5 326
Actifs dérivés	1 598	144
	385 543	420 259
Actifs non courants		
Immobilisations corporelles (notes 7 et 12)	95 257	91 285
Immobilisations incorporelles et goodwill (notes 4 et 8)	20 352	33 576
Impôt sur le résultat différé (note 21)	13 537	12 392
Autres actifs	938	1 116
	130 084	138 369
Total des actifs	515 627	558 628
Passifs		
Passifs courants		
Dette bancaire (note 10)		
Emprunts bancaires à court terme	5 028	15 616
Dettes d'exploitation et charges à payer (note 9)	1 319	2 134
Impôt sur le résultat à payer	62 943	70 997
Dividendes à payer	5 746	3 961
Acomptes de clients	1 606	1 755
Provisions (note 11)	28 123	44 111
Provision pour garanties d'exécution	9 333	7 874
Passifs dérivés	30 563	30 012
Partie à court terme de la dette à long terme (note 12)	2 945	5 362
	7 978	10 644
	155 584	192 466
Passifs non courants		
Dette à long terme (note 12)		
Impôt sur le résultat différé (note 21)	14 471	4 183
Autres passifs	3 408	8 349
	9 045	8 537
	26 924	21 069
Total des passifs	182 508	213 535
Capitaux propres		
Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple		
Capital social (note 13)		
Surplus d'apport	74 345	76 475
Résultats non distribués	5 941	6 064
Cumul des autres éléments du résultat global	280 380	283 724
	(33 089)	(27 652)
	327 577	338 611
Participation ne donnant pas le contrôle (note 6)	5 542	6 482
Total des capitaux propres	333 119	345 093
Total des passifs et des capitaux propres	515 627	558 628

Engagements et éventualités (note 23)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,

T.C. Velan, administrateur

Velan Inc.

États consolidés du résultat net

Pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015
(en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action)

	2016 $	2015 $
Chiffre d'affaires (notes 14 et 25)	426 895	455 750
Coût des ventes (notes 5, 14, 15 et 19)	322 612	337 467
Marge brute	104 283	118 283
Frais d'administration (notes 16 et 19)	77 974	88 391
Perte de valeur du goodwill (note 4)	11 510	-
Frais de restructuration (note 20)	2 759	-
Autres charges (produits)	(348)	337
Résultat d'exploitation	12 388	29 555
Produits financiers	1 296	1 067
Charges financières	1 097	1 657
Produits financiers (charges financières), montant net	199	(590)
Résultat avant impôt	12 587	28 965
Impôt sur le résultat (note 21)	8 302	9 773
Résultat net de l'exercice	4 285	19 192
Résultat net attribuable aux éléments suivants :	**3 641**	**18 580**
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote multiple	644	612
Participation ne donnant pas le contrôle	4 285	19 192
Résultat par action (note 22)		
De base	0,17	0,85
Dilué	0,17	0,85
Dividendes déclarés par action à droit de vote subalterne et action à droit de vote multiple	0,31 (0,40 $ CA)	0,36 (0,40 $ CA)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidé.

Velan Inc.

États consolidés du résultat global

Pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015

(en milliers de dollars américains)

	2016 $	2015 $
Résultat global		
Résultat net de l'exercice	4 285	19 192
Autres éléments du résultat global		
Ajustement au titre des différences de conversion liées à des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie de présentation (dollar américain)	(5 992)	(24 850)
Ajustement réalisé au titre des différences de conversion liées à la liquidation d'une filiale dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie de présentation (dollar américain)	-	636
Résultat global	(1 707)	(5 022)
Résultat global attribuable aux éléments suivants :		
Actions à droit de vote subalterne et actions à droit de vote multiple	(1 796)	(5 483)
Participation ne donnant pas le contrôle	89	461
	(1 707)	(5 022)

Les autres éléments du résultat global se composent uniquement d'éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans l'état consolidé du résultat net.

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Velan Inc.

États consolidés des variations des capitaux propres

Pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015
(en milliers de dollars américains)

	Capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et à droit de vote multiple						
	Capital social	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Résultats non distribués	Total	Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 28 février 2014	76 688	6 099	(3 589)	272 867	352 065	7 054	359 119
Résultat net de l'exercice	-	-	-	18 580	18 580	612	19 192
Autres éléments du résultat global	-	-	(24 063)	-	(24 063)	(151)	(24 214)
	76 688	6 099	(27 652)	291 447	346 582	7 515	354 097
Incidence de la rémunération fondée sur des actions [note 13 d)]	-	15	-	-	15	-	15
Dividendes							
Actions à droit de vote multiple	-	-	-	(5 447)	(5 447)	-	(5 447)
Actions à droit de vote subalterne	-	-	-	(2 233)	(2 233)	-	(2 233)
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(1 033)	(1 033)
Rachat d'actions [note 13 c)]	(213)	(50)	-	(43)	(306)	-	(306)
Solde au 28 février 2015	76 475	6 064	(27 652)	283 724	338 611	6 482	345 093
Résultat net de l'exercice	-	-	-	3 641	3 641	644	4 285
Autres éléments du résultat global	-	-	(5 437)	-	(5 437)	(555)	(5 992)
	76 475	6 064	(33 089)	287 365	336 815	6 571	343 386
Incidence de la rémunération fondée sur des actions [note 13 d)]	-	104	-	-	104	-	104
Actions émises aux termes du Régime d'options sur actions [note 13 d)]	227	(227)	-	-	-	-	-
Dividendes							
Actions à droit de vote multiple	-	-	-	(4 801)	(4 801)	-	(4 801)
Actions à droit de vote subalterne	-	-	-	(1 803)	(1 803)	-	(1 803)
Participation ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	(139)	(139)
Rachat d'actions [note 13 c)]	(2 357)	-	-	(381)	(2 738)	-	(2 738)
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle [note 6]	-	-	-	-	-	(890)	(890)
Solde au 29 février 2016	74 345	5 941	(33 089)	280 380	327 577	5 542	333 119

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Velan Inc.

États consolidés des flux de trésorerie

Pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015
(en milliers de dollars américains)

	2016 $	2015 $
Flux de trésorerie liés aux		
Activités d'exploitation		
Résultat net de l'exercice	4 285	19 192
Ajustements visant à rapprocher le résultat net des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation (note 28)	17 080	19 445
Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 29)	7 519	11 279
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	28 884	49 916
Activités d'investissement		
Placements à court terme	(2 378)	(608)
Ajouts aux immobilisations corporelles	(19 791)	(12 822)
Ajouts aux immobilisations incorporelles	(1 329)	(400)
Produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immobilisations incorporelles	272	160
Acquisition d'une participation ne donnant pas le contrôle (note 6)	(890)	-
Variation nette des autres actifs	177	576
Sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement	(23 939)	(13 094)
Activités de financement		
Dividendes versés aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple	(6 753)	(7 511)
Dividendes versés aux détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle	(139)	(1 033)
Rachat d'actions [note 13 c)]	(2 738)	(306)
Emprunts bancaires à court terme	(815)	1 218
Augmentation de la dette à long terme	17 499	-
Remboursement de la dette à long terme	(9 122)	(6 326)
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(2 068)	(13 958)
Incidence des différences de cours du change sur la trésorerie	(2 499)	(13 742)
Variation nette de la trésorerie au cours de l'exercice	378	9 122
Trésorerie à l'ouverture de l'exercice, montant net	83 962	74 840
Trésorerie à la clôture de l'exercice, montant net	84 340	83 962
Le montant net de la trésorerie se ventile comme suit :		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	89 368	99 578
Dette bancaire	(5 028)	(15 616)
	84 340	83 962
Informations supplémentaires		
Intérêts reçus (payés)	532	(117)
Impôt sur le résultat payé	(10 742)	(9 357)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Généralités et mode de présentation

Les présents états financiers consolidés reflètent la consolidation des comptes de Velan Inc. (la « Société ») et de ses filiales. La Société est un fabricant international de robinetterie industrielle.

La Société est une société ouverte cotée à la Bourse de Toronto sous le symbole « VLN ». Elle a été constituée en société par actions sous la dénomination sociale de Velan Engineering Ltd. le 12 décembre 1952 et reconduite en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 11 février 1977. La Société a changé sa dénomination pour Velan Inc. le 20 février 1981. Le siège social officiel de Velan Inc. est situé au 7007, chemin de la Côte-de-Liesse, Montréal (Québec) Canada H4T 1G2. La société mère ultime de la Société est Velan Holdings Co. Ltd.

Les états financiers consolidés de la Société ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

Les présents états financiers consolidés ont été approuvés par le conseil d'administration de la Société le 19 mai 2016.

2 Principales méthodes comptables

Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle est définie comme étant la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités. Les indicateurs servant à déterminer la monnaie fonctionnelle d'une entité se répartissent en indicateurs principaux et secondaires.

Parmi les indicateurs principaux, on compte :

- la monnaie dans laquelle sont libellées les ventes et les entrées de trésorerie;
- la monnaie du pays influant le plus sur les prix de vente;
- la monnaie dans laquelle sont libellées les charges et les sorties de trésorerie.

Les indicateurs principaux ont plus de poids que les indicateurs secondaires. Si la monnaie fonctionnelle peut être déterminée au moyen des indicateurs principaux, les indicateurs secondaires ne sont pas pris en considération.

La monnaie fonctionnelle et la monnaie de présentation de la Société sont le dollar américain (note 6).

Consolidation

Les présents états financiers reflètent la consolidation des comptes de la Société et de ses filiales. Il y a contrôle lorsque la Société est exposée ou qu'elle a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec une entité émettrice, notamment une entité structurée, et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait du pouvoir qu'elle détient de diriger les activités de l'entité émettrice. Les filiales sont pleinement consolidées à partir de la date à laquelle le contrôle a été transféré à la Société et sont déconsolidées à partir de la date de cessation du contrôle.

Toutes les filiales préparent leurs états financiers à la même date de présentation de l'information financière que la Société, sauf Velan Valvac Manufacturing Co. Ltd., dont la date de clôture d'exercice est le 31 décembre. Le résultat consolidé

comprend la quote-part revenant à la Société des résultats d'exploitation de cette entité jusqu'à cette date. Les transactions et soldes intragroupe et les profits et pertes latents sur les transactions intragroupe sont éliminés.

Transactions et soldes en monnaie étrangère

La Société et ses filiales convertissent leurs transactions et leurs soldes libellés en monnaie étrangère dans leur monnaie fonctionnelle. Une monnaie étrangère est définie comme toute monnaie différente de la monnaie fonctionnelle d'une entité.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les actifs non monétaires sont convertis aux taux en vigueur à la date de la transaction. Les produits et les charges libellés en monnaie étrangère sont convertis aux taux hebdomadaires moyens tout au long de l'exercice. Les profits et les pertes résultant de la conversion sont inclus dans l'état consolidé du résultat net de l'exercice.

Conversion des comptes des filiales à l'étranger

Les états financiers des filiales à l'étranger de la Société dont la monnaie fonctionnelle n'est pas le dollar américain sont convertis en dollars américains aux fins de la présentation de l'information financière. Tous les actifs et passifs sont convertis aux taux en vigueur à la clôture de l'exercice, et les produits et charges le sont au taux moyen de la période. Les profits et les pertes qui résultent de la conversion sont inclus dans les autres éléments du résultat global de la période.

Instruments financiers

Un instrument financier s'entend de tout contrat donnant lieu à un actif financier d'une entité et à un passif financier ou à un instrument de capitaux propres d'une autre entité. Les actifs financiers de la Société se composent principalement de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des placements à court terme, des créances d'exploitation et des actifs dérivés. Les passifs financiers de la Société se composent principalement de la dette bancaire, des emprunts bancaires à court terme, des dettes d'exploitation et charges à payer, des acomptes de clients, des dividendes à payer, de la provision pour garanties d'exécution, de la dette à long terme et des passifs dérivés.

La Société comptabilise un instrument financier dans son état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier ou du contrat dérivé non financier (se reporter à la rubrique « Dérivés incorporés »). Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque le droit de recevoir les flux de trésorerie liés à l'actif financier expire ou est transféré, et que la Société a transféré la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif. Tous les instruments financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur et sont classés dans l'une des cinq catégories suivantes : instruments détenus à des fins de transaction, actifs disponibles à la vente, placements détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances et autres passifs financiers. Le classement varie selon l'objet pour lequel un instrument financier a été acquis et les caractéristiques de l'instrument. Sauf en des circonstances très limitées, le classement n'est pas modifié après la comptabilisation initiale.

Instruments détenus à des fins de transaction

Les instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction sont comptabilisés à la juste valeur à chaque date de clôture, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat net de la

période au cours de laquelle elles se produisent. La Société a classé ses instruments financiers dérivés comme étant détenus à des fins de transaction.

Prêts et créances, placements détenus jusqu'à l'échéance et autres passifs financiers

Les instruments financiers classés comme des prêts et créances, des placements détenus jusqu'à l'échéance et d'autres passifs financiers sont comptabilisés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le produit ou la charge d'intérêts est inclus dans l'état consolidé du résultat net sur la durée attendue de l'instrument. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme et les créances d'exploitation sont classés dans les prêts et créances. La dette bancaire, les emprunts bancaires à court terme, les dettes d'exploitation et charges à payer, les acomptes de clients, les dividendes à payer, la provision pour garanties d'exécution et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer, sont classés dans les autres passifs financiers, qui sont tous évalués au coût amorti.

Dérivés incorporés

Des dérivés peuvent être incorporés à d'autres instruments financiers (l'« instrument hôte »). Les dérivés incorporés sont traités comme des dérivés séparés si les caractéristiques économiques et les risques dont ils sont assortis ne sont pas étroitement liés à ceux de l'instrument hôte, que le dérivé incorporé comporte les mêmes conditions que le dérivé autonome, et que l'instrument hybride n'est pas classé comme étant détenu à des fins de transaction ou désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Ces dérivés incorporés sont classés comme étant détenus à des fins de transaction.

La Société et ses filiales concluent certains contrats en vue de l'achat et la vente d'éléments non financiers qui sont libellés en une monnaie autre que leur monnaie fonctionnelle respective. Dans les cas où la composante en monnaie étrangère ne comporte pas d'effet de levier et ne contient pas d'élément d'option et que le contrat est libellé dans la monnaie fonctionnelle de la contrepartie, ou que l'élément non financier est habituellement libellé dans la monnaie du contrat, ou encore que la monnaie du contrat est habituellement utilisée dans l'environnement économique dans lequel se produit la transaction, le dérivé incorporé est considéré comme étant étroitement lié au contrat hôte et n'est pas comptabilisé séparément.
La juste valeur des dérivés incorporés se rapportant aux contrats de vente est comptabilisée dans le chiffre d'affaires; les contrats d'achat sont comptabilisés dans le coût des ventes. Dans l'état consolidé de la situation financière, les profits sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes, à titre de passifs dérivés.

Les coûts de transaction sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés.

Juste valeur

Les justes valeurs estimées pour les instruments financiers visent à fournir une approximation des montants auxquels les instruments financiers pourraient être échangés entre des parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale. La juste valeur des instruments dérivés est déterminée au moyen de techniques d'évaluation.

La Société a évalué la juste valeur de ses instruments financiers à la lumière de l'environnement actuel en matière de taux d'intérêt, des valeurs de marché connexes et des prix actuels d'instruments financiers assortis de conditions comparables.

Comptabilisation des produits

Les produits comprennent la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir de la vente de produits et de services dans le cours normal des activités de la Société. Les produits sont présentés déduction faite des taxes de vente et des taxes sur la valeur ajoutée, des retours, des rabais et des remises sur quantité.

Les produits sont comptabilisés lorsque leur montant et les coûts connexes peuvent être évalués de manière fiable, qu'il est probable que les avantages économiques futurs iront à la Société et que certains critères précis ont été remplis pour chacune des activités de la Société, comme il est décrit ci-après.

Ventes de produits

Les ventes de produits sont comptabilisées lorsque la Société a livré les produits au client et qu'il ne subsiste aucune obligation non exécutée susceptible d'avoir une incidence sur l'acceptation des produits par le client. La livraison des produits n'a lieu que lorsque les produits ont été expédiés à un emplacement spécifié, conformément aux modalités dont il a été convenu, que le risque d'obsolescence et de perte a été transféré au client, et que le client a accepté les produits conformément au contrat de vente, que les dispositions relatives à l'acceptation ont expiré, ou que la Société dispose de preuves objectives que tous les critères d'acceptation ont été remplis. Les clients ont le droit de retourner les produits défectueux, et des remises sur quantité sont offertes à la vente de certains produits. Les ventes sont comptabilisées selon le prix stipulé dans le contrat de vente, déduction faite des remises sur quantité et des retours estimés au moment de la vente. L'expérience acquise est utilisée pour estimer les remises sur quantité et les retours, et constituer une provision à leur égard. Les remises sur quantité sont évaluées à la lumière des achats annuels attendus.

Ventes de services

Les ventes de services sont comptabilisées lorsque la Société livre les services.

Produits d'intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie se composent des fonds en caisse, des fonds en banque, d'autres placements à court terme très liquides dont l'échéance initiale est d'au plus trois mois à partir de la date d'acquisition, et de la dette bancaire. La dette bancaire est présentée dans les passifs courants dans l'état consolidé de la situation financière. Des intérêts sont gagnés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie à des taux annuels allant de 0,0 % à 4,9 %. Des intérêts sont versés sur la dette bancaire à des taux allant de 1,2 % à 2,7 %.

Placements à court terme

Les placements à court terme comprennent les placements très liquides dont l'échéance initiale est d'au moins trois mois à partir de la date d'acquisition, mais de moins d'un an. Des intérêts sont gagnés sur les placements à court terme à des taux allant de 0,2 % à 8,8 %.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts de vente variables applicables. Le coût des stocks est établi comme suit :

a) les matières premières sont évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré, exception faite des éléments qui ne sont pas habituellement fongibles, qui sont évalués en utilisant une identification spécifique de leurs coûts individuels;

b) les produits en cours de fabrication, les pièces finies et les produits finis sont évalués selon le coût des matières premières décrit en a), majoré des frais de main-d'œuvre directe et des frais généraux de fabrication applicables.

La valeur des stocks obsolètes ou invendables repose sur l'évaluation que fait la Société de la conjoncture du marché pour ses produits, déterminée à la lumière de l'usage passé, de la demande future estimative et, dans certains cas, du risque de perte associé à des stocks particuliers. Toute perte de valeur peut être reprise lorsque les circonstances qui justifiaient précédemment de déprécier les stocks n'existent plus.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût d'acquisition ou de fabrication, déduction faite de toute aide publique connexe, du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les coûts d'acquisition comprennent tous les coûts directement attribuables à l'acquisition de l'actif. Les coûts de fabrication comprennent les coûts des matières et de la main-d'œuvre directes, ainsi que les frais généraux de fabrication applicables. Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production des actifs qui exigent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisés sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'à ce que les actifs soient prêts à être utilisés.

Les coûts ultérieurs ne sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés à titre d'actif séparé, selon ce qui convient, que lorsqu'il est probable que les avantages économiques futurs liés à l'élément iront à la Société et que le coût de l'élément peut être évalué de manière fiable. La valeur comptable d'un élément remplacé est passée en charges lorsque l'élément est utilisé. Les autres frais de réparation et d'entretien sont tous comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Les actifs sont amortis à partir du moment où ils sont prêts à être utilisés. Les valeurs résiduelles et durées d'utilité des actifs sont examinées et sont ajustées, au besoin, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière. Les changements touchant la durée d'utilité attendue ou le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs de l'actif sont comptabilisés en modifiant la durée ou le mode d'amortissement, selon ce qui convient, et sont traités de façon prospective comme un changement d'estimation.

L'amortissement des immobilisations corporelles est déterminé principalement selon les modes et les taux annuels ou durées qui suivent :

	Mode	Taux/Durée
Bâtiments	Dégressif à taux constant	De 4 % à 5 %
Matériel et outillage et mobilier et agencements	Dégressif à taux constant	De 10 % à 31 %
Matériel informatique	Linéaire	3 ans
Matériel roulant	Dégressif à taux constant	30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Sur la durée du bail

Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition sur la juste valeur de la quote-part revenant à la Société de l'actif net identifiable de la filiale acquise à la date d'acquisition. Le goodwill est comptabilisé au coût diminué du cumul des pertes de valeur.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles acquises se rapportent principalement à des brevets, à des produits, à des conceptions, à des listes de clients, à des accords de non-concurrence et à des logiciels. Les immobilisations incorporelles générées en interne se rapportent à des frais de développement. Les frais de recherche et de développement sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont engagés, à moins que les frais de développement ne satisfassent aux critères à remplir aux fins du report.
La dotation aux amortissements est comptabilisée en charges dans l'état consolidé du résultat net à la lumière de la fonction de l'immobilisation incorporelle. Les durées d'utilité des actifs font l'objet d'un examen et sont ajustées, au besoin, à la fin de chaque période de présentation de l'information financière ou plus fréquemment si des événements ou des circonstances indiquent un changement de durée d'utilité. Les changements touchant la durée d'utilité attendue ou le rythme attendu de consommation des avantages économiques futurs de l'actif sont comptabilisés par modification de la durée ou du mode d'amortissement, selon ce qui convient, et sont traités de façon prospective comme un changement d'estimation. L'amortissement est déterminé principalement selon les modes et les durées qui suivent :

	Mode	**Durée**
Brevets, produits et conceptions	Linéaire	De 5 à 10 ans
Listes de clients	Linéaire	10 ans
Accords de non-concurrence	Linéaire	5 ans
Logiciels	Linéaire	De 1 à 3 ans

Aide publique

La Société obtient une aide financière sous la forme de crédits d'impôt à l'investissement (« CII »). Les CII sont comptabilisés selon la méthode de la réduction du coût. Selon cette méthode, l'aide se rapportant à des dépenses admissibles est déduite du coût des actifs ou des dépenses concernées dans la période au cours de laquelle les dépenses sont engagées, dans la mesure où la réalisation est raisonnablement assurée.

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs à durée d'utilité indéterminée (p. ex., le goodwill ou les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée) ne sont pas amortis et sont soumis à un test de dépréciation annuellement, ou plus fréquemment si les événements ou les circonstances indiquent qu'il pourrait y avoir dépréciation.

Tous les autres actifs non courants doivent être examinés à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe un indice d'une dépréciation possible.

Aux fins de l'application du test de dépréciation, les actifs sont regroupés selon le plus petit regroupement d'actifs qui génère des flux de trésorerie identifiables séparément. Une unité génératrice de trésorerie (« UGT ») est le plus petit

groupe d'actifs qui génère des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. S'il existe un indice d'une dépréciation, la valeur recouvrable de l'UGT est estimée afin de déterminer l'étendue de la perte de valeur, le cas échéant. Une perte de valeur est comptabilisée, correspondant à l'excédent de la valeur comptable de l'actif sur la valeur recouvrable. Si la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur sert d'abord à réduire la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'UGT, et ensuite à réduire les autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de sortie de l'actif ou de l'UGT et de sa valeur d'utilité. Pour évaluer la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif.

Aux fins de l'application des tests de dépréciation, le goodwill est affecté aux UGT en fonction du niveau auquel il fait l'objet d'un suivi par la direction. Le goodwill est affecté aux UGT qui devraient bénéficier du regroupement d'entreprises y ayant donné naissance.

Les actifs non courants et non financiers, autres que le goodwill, qui ont subi une perte de valeur antérieurement, font l'objet d'un examen à chaque date de clôture afin de déterminer si la perte de valeur peut être reprise.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. Les impôts sont comptabilisés dans l'état consolidé du résultat net, sauf s'ils se rapportent à des éléments comptabilisés en autres éléments du résultat global ou directement en capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés respectivement en autres éléments du résultat global ou en capitaux propres.

Impôts exigibles

La charge d'impôt exigible est calculée à partir des lois fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture dans les pays où la Société dégage un bénéfice imposable. Lorsqu'un actif est transféré entre des entités comprises dans le groupe consolidé, l'écart entre les taux d'imposition des deux entités est comptabilisé à titre de charge d'impôt dans la période au cours de laquelle le transfert a lieu. Des impôts exigibles sont comptabilisés au titre de tout impôt à payer dans la période considérée. Des passifs d'impôt exigible sont comptabilisés au titre de l'impôt exigible dans la mesure où les impôts demeurent impayés pour la période considérée et les périodes antérieures.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations de revenus en ce qui a trait à des situations dans lesquelles la réglementation fiscale peut recevoir plusieurs interprétations, et établit des provisions, au besoin. Des provisions au titre de positions fiscales incertaines sont comptabilisées lorsqu'elles sont probables, et elles correspondent à la meilleure estimation du montant faite par la Société.

Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés, selon la méthode du report variable, au titre des écarts temporaires entre la base fiscale des actifs et des passifs et leur valeur comptable dans les états financiers consolidés. Toutefois, les impôts différés ne sont pas pris en considération s'ils découlent de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises qui, au moment de la transaction, n'affecte ni le résultat comptable ni le résultat imposable. Les impôts différés sont déterminés au moyen des taux d'impôt et des lois fiscales qui ont été

adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture et dont l'application est attendue lorsque l'actif d'impôt différé en question sera réalisé ou que le passif d'impôt différé sera réglé. Les actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la Société dégage ultérieurement un bénéfice imposable auquel ces écarts temporaires puissent être imputés. Les actifs d'impôt différé sont soumis à un examen à chaque date de clôture, et modifiés s'il n'est plus probable que l'avantage fiscal connexe soit réalisé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour tous les écarts temporaires liés à des participations dans des filiales, sauf dans la mesure où la Société est capable de contrôler la date à laquelle les écarts temporaires s'inverseront, et où il est probable qu'ils ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

La Société compense les actifs et passifs d'impôt exigible si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et qu'elle a l'intention soit de régler le montant net, soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément. Normalement, la Société n'a un droit juridiquement exécutoire de compenser un actif et un passif d'impôt exigible que lorsqu'ils concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale et si cette administration fiscale permet à la Société de faire ou de recevoir un seul paiement net. La Société compense les actifs et passifs d'impôt différé si elle a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ainsi que les actifs et passifs d'impôt différé concernant des impôts sur le résultat prélevés par la même administration fiscale, soit : 1) sur la même entité imposable; soit 2) sur des entités imposables différentes qui ont l'intention de régler les passifs et actifs d'impôt exigible sur la base de leur montant net, ou encore de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, dans chaque période future au cours de laquelle on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôt différé soient réglés ou récupérés.

Provisions

Des provisions sont comptabilisées lorsque la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant peut être estimé de manière fiable. Aucune provision n'est comptabilisée au titre des coûts d'exploitation qui doivent être engagés dans l'avenir ou des pertes d'exploitation futures attendues.

Les provisions sont évaluées à la valeur actualisée des dépenses nécessaires pour éteindre l'obligation, établie au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à cette obligation.

Provision pour garantie d'exécution

La provision pour garantie d'exécution découle de retards de livraison et d'autres pénalités de non-conformité contractuelle ou de dommages-intérêts. Elle est comptabilisée lorsque la Société a une obligation légale ou implicite découlant d'un événement passé et que le montant peut être raisonnablement estimé. La provision pour garantie d'exécution n'est pas comptabilisée au titre des coûts d'exploitation qui doivent être engagés dans l'avenir ou des pertes d'exploitation futures.

La provision pour garantie d'exécution correspond à la valeur actualisée des dépenses requises pour régler l'obligation au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt reflétant l'évaluation actuelle du marché pour la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'obligation.

Contrats de location

Les contrats de location sont classés à titre de contrats de location-financement ou de contrats de location simple. Les contrats ayant pour effet de transférer la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété d'un actif à la Société sont comptabilisés comme des contrats de location-financement. Les contrats de location-financement sont inscrits à l'actif au début de la période de location pour des montants égaux à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location. Les actifs acquis aux termes d'un contrat de location-financement sont amortis sur la période la plus courte entre la durée d'utilité attendue sur la même base que d'autres actifs similaires et la durée du contrat de location.

Les contrats de location à l'égard desquels une part importante des risques et des avantages inhérents à la propriété est conservée par le bailleur sont classés à titre de contrats de location simple. Les paiements au titre de contrats de location simple sont passés en charges à l'état consolidé du résultat net selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

Rémunération fondée sur des actions

Les attributions effectuées aux termes des régimes de rémunération fondée sur des actions de la Société sont comptabilisées selon la méthode axée sur la juste valeur. La Société offre un régime de rémunération fondée sur des actions aux termes duquel elle reçoit des services des membres de son personnel en contrepartie d'options sur actions. La juste valeur des services reçus des membres du personnel en contrepartie de l'attribution d'options est amortie sur la période d'acquisition des droits, à titre de charge de rémunération, avec augmentation correspondante du surplus d'apport. Le montant total à passer en charges est établi en multipliant le nombre d'options dont l'acquisition est attendue par la juste valeur d'une option à la date d'attribution, déterminée selon le modèle d'évaluation des options de Black et Scholes. La seule condition à l'acquisition des droits réside dans le fait de demeurer un membre du personnel de la Société pendant un délai spécifié. L'acquisition des droits se fait généralement à raison de un quart par an sur une période de quatre ans à compter de la date d'attribution. Cette condition non liée à la performance du marché est prise en compte dans l'estimation du nombre d'options dont l'acquisition est attendue. Si le nombre d'options dont l'acquisition est attendue diffère de ce qui avait été attendu initialement, la charge est ajustée en conséquence.

Lorsque des options sont exercées, la Société émet de nouvelles actions. Le produit reçu, ainsi que le montant comptabilisé dans le surplus d'apport, déduction faite des coûts de transaction directement attribuables, le cas échéant, est comptabilisé dans le capital social.

Estimations comptables et jugements critiques

Les principales méthodes comptables de la Société décrites plus haut sont essentielles pour comprendre les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la Société. Certaines de ces méthodes comptables exigent le recours à des estimations comptables critiques qui reposent sur des jugements complexes et subjectifs ainsi que sur des hypothèses, dont certaines portent sur des questions qui sont, par leur nature même, incertaines et susceptibles de changer. Les hypothèses et estimations utilisées se fondent sur des paramètres qui sont dérivés de l'état des connaissances au moment de la préparation des états financiers et qui sont considérés comme raisonnables dans les circonstances. Plus particulièrement, la performance future de la Société a été estimée à la lumière des circonstances qui sont actuellement en vigueur et d'hypothèses quant à l'orientation future attendue de la conjoncture mondiale et du secteur d'activité. Si ces facteurs ne connaissent pas l'issue prévue et échappent au contrôle de la Société, les résultats réels pourraient différer des résultats attendus. Ces estimations, ainsi que les hypothèses qui les sous-tendent, sont revues continuellement. Les modifications d'estimations

comptables sont comptabilisées dans la période au cours de laquelle l'estimation est modifiée. Exception faite des changements apportés aux hypothèses qui sous-tendent la détermination de la valeur comptable du goodwill se rapportant à ABV au 29 février 2016 (note 4), aucun changement important n'a été apporté aux estimations comptables critiques au cours des deux derniers exercices.

Les estimations et les hypothèses qui sont particulièrement susceptibles de donner lieu à un ajustement significatif de la valeur comptable des actifs et des passifs au cours du prochain exercice sont décrites ci-après.

Consolidation

La Société consolide, dans les présents états financiers, les comptes de Juwon Special Steel Co. Ltd. Il a été déterminé que la Société détient des droits substantiels sur cette entité structurée qu'elle peut exercer actuellement et pour lesquels il n'existe aucune barrière, bien que sa quote-part dans cette entité ne soit que de 50 %. Ces droits substantiels sont obtenus en vertu d'une convention entre actionnaires, conclue entre la Société et les détenteurs de la participation ne donnant pas le contrôle, qui confère à la Société le droit de décision ultime dans toute décision prise avec laquelle les parties au partenariat ne sont pas d'accord. Conformément à la convention entre actionnaires, il incombe au conseil d'administration, représentant les intérêts des actionnaires, de prendre des décisions opérationnelles (y compris les budgets), d'approuver les transactions portant sur les capitaux propres et de déterminer la rémunération des principaux dirigeants. Par conséquent, la Société, grâce aux droits qui lui sont conférés en vertu de la convention entre actionnaires, détient des droits substantiels qui lui confèrent la capacité de diriger les activités pertinentes de Juwon Special Steel Co. Ltd. tout en étant exposée à des rendements variables. Pour cette raison, il a été déterminé que cette entité devait être consolidée.

Créances d'exploitation

La Société doit présenter ses créances d'exploitation à la valeur nette de réalisation. Pour ce faire, la direction doit poser des jugements, et la Société doit procéder à des évaluations continues de la recouvrabilité des créances et comptabiliser une correction de valeur pour créances irrécouvrables, au besoin. Lorsqu'elle procède à son évaluation, la Société analyse la balance chronologique des créances d'exploitation, la concentration des créances d'exploitation par client, la solvabilité des clients et les tendances économiques qui sont en vigueur. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable des créances d'exploitation dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur les frais d'administration dans l'état consolidé du résultat net.

Stocks

Les stocks doivent être évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Il y a dépréciation des stocks lorsque la valeur de marché estimée des stocks diminuée des coûts de vente variables est inférieure à la valeur comptable des stocks. Cette détermination fait appel à des jugements importants de la direction et repose sur l'évaluation faite par la Société des conditions du marché pour ses produits, qui sont fonction de l'utilisation passée, de la demande future estimée et, dans certains cas, du risque de perte spécifique à des éléments de stocks particuliers. Tout changement dans les hypothèses utilisées pour établir cette évaluation ou les coûts de vente est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable des stocks dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Provisions

Des provisions doivent être constituées au titre des charges possibles relativement à la garantie des produits. La Société estime son exposition aux réclamations pour garantie en tenant compte de l'expérience passée ainsi que de tout problème technique connu et toute estimation des coûts à engager pour régler les problèmes. La Société estime son exposition aux termes de ces obligations en s'appuyant sur une analyse de toutes les réclamations identifiées ou attendues. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur de la provision présentée dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante sur le coût des ventes dans l'état consolidé du résultat net.

Dépréciation des actifs non financiers

Les actifs ayant une durée d'utilité indéterminée, comme le goodwill, sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des situations indiquent que l'actif pourrait avoir subi une dépréciation. La Société examine tous les autres actifs à la fin de chaque période de présentation de l'information financière afin de déterminer s'il existe un quelconque indice de dépréciation. Tout changement dans les hypothèses utilisées est susceptible d'avoir une incidence sur la valeur comptable, tout d'abord, du goodwill affecté à l'UGT et, ensuite, des autres actifs de l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT dans l'état consolidé de la situation financière, et une incidence correspondante dans l'état consolidé du résultat net.

Impôt sur le résultat

La Société estime son impôt sur le résultat dans chacun des territoires où elle exerce ses activités. Elle doit donc évaluer la probabilité que ses pertes d'exploitation nettes puissent être utilisées pour réduire ses bénéfices imposables futurs, et évaluer les positions adoptées dans les déclarations fiscales en ce qui a trait à des situations dans lesquelles la réglementation fiscale en vigueur est sujette à interprétation. Dans l'éventualité où ces évaluations seraient modifiées, la charge d'impôt sur le résultat serait ajustée, et un ajustement correspondant serait apporté aux soldes d'impôt sur le résultat dans l'état consolidé de la situation financière.

3 Normes et modifications comptables publiées qui n'ont pas encore été adoptées

La Société n'a pas encore évalué l'incidence des normes nouvelles et modifiées ci-après, ni déterminé si elle les adoptera de manière anticipée.

i) En juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9 *Instruments financiers*. L'IASB avait déjà publié des versions antérieures d'IFRS 9 qui comportaient de nouvelles exigences en matière de classement et d'évaluation (en 2009 et en 2010) et un nouveau modèle de comptabilité de couverture (en 2013). La version de juillet 2014 représente la version finale de la norme, remplace les versions antérieures d'IFRS 9 et complète pour l'essentiel le projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

Cette norme remplace les modèles de classement actuels des actifs financiers et des passifs financiers par un modèle unique ne comportant que trois catégories : le coût amorti, la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et la juste valeur par le biais du résultat net. La base de classement dépend du modèle d'affaires de l'entité et des caractéristiques contractuelles des flux de trésorerie rattachés aux actifs et aux passifs financiers. La norme présente un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues qui exige une comptabilisation plus rapide

des pertes de crédit attendues. En particulier, la nouvelle norme exige que les entités comptabilisent les pertes de crédit attendues à compter du moment où les instruments financiers sont comptabilisés pour la première fois et elle abaisse le seuil pour comptabiliser les pertes attendues sur la durée de vie totale. La nouvelle norme présente également un modèle considérablement modifié pour la comptabilité de couverture qui comporte la présentation d'informations supplémentaires sur les activités de gestion des risques, afin de faire cadrer plus étroitement la comptabilité de couverture avec la gestion des risques. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'adoption anticipée étant permise.

ii) Publiée en mai 2014, la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients,* précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. La norme pose comme principe fondamental que l'entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires de manière à montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis, et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Ce principe fondamental est mis en œuvre selon un modèle en cinq étapes : i) identification du ou des contrats avec un client, ii) identification des obligations de prestation aux termes du contrat, iii) détermination du prix de transaction, iv) répartition du prix de transaction entre les obligations de prestation aux termes du contrat et v) comptabilisation des produits des activités ordinaires lorsque l'entité remplit les obligations de prestation. IFRS 15 remplace IAS 11 *Contrats de construction*, IAS 18 *Produits des activités ordinaires,* IFRIC 13 *Programme de fidélisation de la clientèle*, IFRIC 15 *Contrats de construction de biens immobiliers*, IFRIC 18 *Transferts d'actifs provenant de clients* et SIC-31, *Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018, l'application anticipée étant permise.

iii) En janvier 2016, l'IASB a publié IFRS 16 *Contrats de location*, qui énonce les principes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et de communication de l'information applicables aux contrats de location pour les deux parties au contrat. Cette norme élimine le classement des contrats de location entre les contrats de location simple et les contrats de location-financement et introduit un modèle de comptabilisation unique pour le preneur. Elle reprend en grande partie les exigences relatives à la comptabilisation des contrats de location par le bailleur. En conséquence, un bailleur continue de classer ses contrats de location en contrats de location simple et contrats de location-financement et de comptabiliser ces deux types de contrats différemment. IFRS 16 remplace IFRS 17 *Contrats de location*, IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*, SIC-15 *Avantages dans les contrats de location simple* et SIC-27 *Évaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location.* La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019, et l'application anticipée n'est permise que si IFRS 15 est appliquée de manière anticipée.

iv) Le 29 janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7 *Tableau des flux de trésorerie*. Ces modifications visent à clarifier IAS 7 de manière à améliorer l'information fournie aux utilisateurs des états financiers au sujet des activités de financement de l'entité. La norme révisée s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017, l'application anticipée étant permise.

4 Analyse de la dépréciation du goodwill

Test de dépréciation au 29 février 2016

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel, la Société a terminé l'analyse de dépréciation et a évalué la recouvrabilité des actifs attribués à ses diverses UGT. La Société a calculé les valeurs recouvrables de ses UGT à l'aide de méthodes d'évaluation compatibles avec celles utilisées pour les exercices précédents.

À la suite de l'analyse de dépréciation, la Société a déterminé que la valeur comptable dépassait la valeur recouvrable du goodwill associée à l'UGT représentant sa filiale ABV et, par conséquent, elle a comptabilisé une perte de valeur de 11 510 $ du goodwill au 29 février 2016. La comptabilisation de cette perte a ramené la valeur du goodwill associé à cette UGT à néant.

La valeur recouvrable a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses importantes comprenaient les flux de trésorerie prévisionnels fondés sur les plans financiers quinquennaux à jour qu'a préparés la direction, compte tenu des hypothèses et tendances qui suivent :

- un BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'UGT de 5,8 % en 2017, de 8,0 % en 2018, de 9,4 % en 2019, de 10,7 % en 2020 et de 11,7 % en 2021;
- un ratio d'absorption de la trésorerie liée au fonds de roulement attendu pour l'UGT correspondant à 19 % de l'accroissement annuel du chiffre d'affaires;
- des dépenses d'investissement annuelles attendues pour l'UGT de 544 $ en 2017, en 2018 et en 2019 et de 1 089 $ par la suite.

Le modèle d'actualisation des flux de trésorerie a été établi à l'aide d'un taux d'actualisation de 18,0 % et d'un taux de croissance final de 2 %.

Au cours des exercices précédents, la direction basait son choix d'hypothèses sur l'évaluation qu'elle avait effectuée de la capacité de l'UGT à atteindre de nouveau les niveaux de croissance et de rentabilité qu'elle affichait avant l'acquisition, ainsi que sur son examen du potentiel à long terme des principaux marchés d'utilisateurs finaux de l'UGT, en particulier dans le secteur de la régulation de débit de pétrole et de gaz en amont. Bien que le BAIIA d'ABV ait connu une croissance positive au cours des deux exercices précédents, conformément aux attentes antérieures, il s'est avéré inférieur aux attentes pour l'exercice considéré. Même si ABV a affiché un résultat positif pour un troisième exercice d'affilée, la direction a révisé ses projections de résultats à la baisse de manière à refléter un ralentissement des commandes, particulièrement au deuxième semestre de l'exercice considéré. La faiblesse soutenue du prix du pétrole brut a lourdement pesé sur le principal marché ciblé par ABV, soit le secteur du pétrole et du gaz en amont, donnant lieu à une concurrence de plus en plus intense. Dans ce contexte, ABV a dû demander des prix de plus en plus compétitifs pour obtenir des commandes, ce qui a eu une incidence négative sur le BAIIA attendu en pourcentage du chiffre d'affaires. La perte de valeur est donc attribuable à la révision des hypothèses de la direction en ce qui concerne le chiffre d'affaires et le BAIIA en pourcentage du chiffre d'affaires en fonction des conditions économiques actuelles.

La Société a également soumis à un test de dépréciation la valeur comptable du goodwill de l'UGT représentant sa filiale française, Velan S.A.S., et a déterminé que la valeur recouvrable dépassait d'un montant considérable de 56 899 $ la

valeur comptable de 8 463 $. Par conséquent, elle n'a comptabilisé aucune perte de valeur du goodwill de cette UGT au 29 février 2016.

La valeur recouvrable a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses importantes comprenaient les flux de trésorerie prévisionnels fondés sur les plans financiers triennaux à jour qu'a préparés la direction, compte tenu des hypothèses et tendances qui suivent :

- un BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'UGT de 20,7 % en 2017, en 2018 et en 2019;
- un ratio d'absorption de la trésorerie liée au fonds de roulement attendu pour l'UGT correspondant à 19 % de l'accroissement annuel du chiffre d'affaires;
- des dépenses d'investissement annuelles attendues pour l'UGT de 2 178 $ en 2017, en 2018 et en 2019.

Le modèle d'actualisation des flux de trésorerie a été établi à l'aide d'un taux d'actualisation de 15,0 % et d'un taux de croissance final de 2 %.

La direction a basé son choix d'hypothèses sur l'évaluation qu'elle a effectuée de la capacité de l'UGT à atteindre de nouveau ses niveaux de croissance et de rentabilité antérieurs en fonction du carnet de commandes actuel de l'UGT, ainsi que sur son examen du potentiel à long terme des principaux marchés d'utilisateurs finaux de l'UGT, en particulier dans le secteur de l'énergie nucléaire et de la cryogénie. Les hypothèses relatives aux marges utilisées cadraient avec les marges effectivement dégagées par l'UGT au cours des exercices précédents.

Test de dépréciation au 28 février 2015

Dans le cadre de son test de dépréciation annuel, la Société a terminé l'analyse de dépréciation et a évalué la recouvrabilité des actifs attribués à ses diverses UGT. La Société a calculé les valeurs recouvrables de ses UGT à l'aide de méthodes d'évaluation compatibles avec celles utilisées pour les exercices précédents.

À la suite de l'analyse de dépréciation, la Société a déterminé que la valeur recouvrable dépassait de 1 720 $ la valeur comptable de 11 882 $ du goodwill associé à l'UGT représentant sa filiale italienne entièrement détenue Velan ABV S.p.A. (« ABV ») et, par conséquent, elle n'a comptabilisé aucune perte de valeur du goodwill au 28 février 2015.

La valeur recouvrable a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses importantes comprenaient les flux de trésorerie prévisionnels fondés sur les plans financiers quinquennaux à jour qu'a préparés la direction, compte tenu des hypothèses et tendances qui suivent :

- un bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (« BAIIA ») attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'UGT de 11,2 % en 2016, de 11,4 % en 2017, de 18,4 % en 2018, de 18,2 % en 2019 et de 18,2 % en 2020;
- un ratio d'absorption de la trésorerie liée au fonds de roulement attendu pour l'UGT correspondant à 19 % de l'accroissement annuel du chiffre d'affaires;
- des dépenses d'investissement annuelles attendues pour l'UGT de 562 $ en 2016, en 2017 et en 2018 et de 1 124 $ par la suite.

Le modèle d'actualisation des flux de trésorerie a été établi à l'aide d'un taux d'actualisation de 18,5 % et d'un taux de croissance final de 2 %.

La direction a basé son choix d'hypothèses sur l'évaluation qu'elle a effectuée de la capacité de l'UGT restructurée à atteindre de nouveau les niveaux de croissance et de rentabilité qu'elle affichait avant l'acquisition, ainsi que sur son examen du potentiel à long terme des principaux marchés d'utilisateurs finaux de l'UGT, en particulier dans le secteur de la régulation de débit de pétrole et de gaz en amont. Les hypothèses relatives aux marges utilisées étaient généralement comparables à celles que dégagent les entreprises de fabrication de ses autres projets analogues en Europe.

Le tableau qui suit présente une analyse de sensibilité de la valeur recouvrable du goodwill associé à l'UGT représentant la filiale ABV de la Société pour la période, dans l'hypothèse d'une hausse de un point de pourcentage des variables choisies ci-dessous. Il importe de noter que cette analyse de sensibilité tient pour acquis que toutes les autres hypothèses et tendances demeurent constantes pour chaque variable indépendante.

	Baisse (hausse) de la valeur recouvrable $
Hausse du BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	(3 693)
Hausse du taux d'actualisation	2 094
Hausse du taux de croissance final	(1 456)

Une baisse de un point de pourcentage des variables choisies ci-dessous, en tenant pour acquis que toutes les autres hypothèses et tendances demeurent constantes pour chaque variable indépendante, aurait l'effet suivant sur la valeur recouvrable du goodwill associé à l'UGT représentant sa filiale ABV :

	Baisse (hausse) de la valeur recouvrable $
Baisse du BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires	3 623
Baisse du taux d'actualisation	(2 373)
Baisse du taux de croissance final	1 290

Le montant par lequel chaque hypothèse principale doit changer, après l'intégration des incidences du changement qui en résultent sur les autres variables utilisées pour évaluer la valeur recouvrable, afin que la valeur recouvrable de l'UGT corresponde à sa valeur comptable, est résumé ci-dessous :

- Baisse de 0,5 % du BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'UGT pour chaque exercice de référence.
- Hausse du ratio d'absorption de la trésorerie liée au fonds de roulement attendu pour l'UGT qui est passé de 19 % à 21,8 % de l'accroissement annuel du chiffre d'affaires.
- Hausse du taux d'actualisation attendu qui est passé de 18,5 % à 19,3 %.
- Baisse du taux de croissance final attendu qui est passé de 2 % à 0,6 %.

La Société a également soumis à un test de dépréciation la valeur comptable du goodwill de l'UGT représentant sa filiale française, Velan S.A.S., et a déterminé que la valeur recouvrable dépassait d'un montant considérable de 44 908 $ la

valeur comptable de 8 736 $ et, par conséquent, elle n'a comptabilisé aucune perte de valeur du goodwill de cette UGT au 28 février 2015.

La valeur recouvrable a été établie en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de sortie à l'aide d'un modèle d'actualisation des flux de trésorerie. Les principales hypothèses importantes comprenaient les flux de trésorerie prévisionnels fondés sur les plans financiers triennaux à jour qu'a préparés la direction, compte tenu des hypothèses et tendances qui suivent :

- un BAIIA attendu exprimé en pourcentage du chiffre d'affaires pour l'UGT de 15 % en 2016, en 2017 et en 2018;
- un ratio d'absorption de la trésorerie liée au fonds de roulement attendu pour l'UGT correspondant à 19 % de l'accroissement annuel du chiffre d'affaires;
- des dépenses d'investissement annuelles attendues pour l'UGT de 2 248 $ en 2016, en 2017 et en 2018.

Le modèle d'actualisation des flux de trésorerie a été établi à l'aide d'un taux d'actualisation de 15,0 % et d'un taux de croissance final de 2 %.

La direction a basé son choix d'hypothèses sur l'évaluation qu'elle a effectuée de la capacité de l'UGT à atteindre de nouveau ses niveaux de croissance et de rentabilité antérieurs en fonction du carnet de commandes actuel de l'UGT, ainsi que sur son examen du potentiel à long terme des principaux marchés d'utilisateurs finaux de l'UGT, en particulier dans le secteur de l'énergie nucléaire et de la cryogénie. Les hypothèses relatives aux marges utilisées cadraient avec les marges effectivement dégagées par l'UGT au cours des exercices précédents.

5 Stocks

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Matières premières	37 899	39 020
Produits en cours de fabrication et pièces finies	86 000	103 805
Produits finis	38 624	60 732
	162 523	203 557

En raison des fluctuations de l'âge de ses stocks, la Société a comptabilisé une provision nette supplémentaire de 5 444 $ (727 $ en 2015), compte tenu des reprises de 5 625 $ (7 894 $ en 2015).

La valeur comptable nette des stocks donnés en garantie aux termes des facilités de crédit de la Société s'est établie à 1 427 $ (1 837 $ en 2015).

6 Filiales et transactions avec des participations ne donnant pas le contrôle

a) Participations dans des filiales

Le tableau ci-dessous dresse la liste des principales filiales de la Société au 29 février 2016. À moins d'indication contraire, les filiales détiennent un capital social composé uniquement d'actions ordinaires, détenues directement par la Société, et le pourcentage des titres de participation détenus est égal aux droits de vote que la Société détient. Le pays de constitution ou d'inscription est celui de l'établissement principal.

			% des titres de participation détenus par la Société		% des titres de participation détenus par les participations ne donnant pas le contrôle		
Nom de l'entité	**Monnaie fonctionnelle**	**Pays de constitution**	**2016**	**2015**	**2016**	**2015**	**Activités principales**
Velan Valve Corp.	Dollar américain	États-Unis	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Velan Ltd.	Dollar américain	Corée	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Juwon Special Steel Co. Ltd.	Won coréen	Corée	50	50	50	50	Fonderie
Velan Valvulas Industrias, Lda.	Euro	Portugal	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Velan Valves Limited	Livre sterling	Royaume-Uni	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Velan S.A.S.	Euro	France	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Segault S.A.S.	Euro	France	75	75	25	25	Fabrication de robinetterie
Velan GmbH	Euro	Allemagne	100	100	-	-	Distribution de robinetterie
Velan ABV S.p.A.	Euro	Italie	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie
Velan Valvac Manufacturing Co. Ltd.	Dollar américain	Taïwan	90	75	10	25	Fabrication de robinetterie
Velan Valve (Suzhou) Co. Ltd.	Dollar américain	Chine	85	85	15	15	Fabrication de robinetterie
Velan Valves India Private Limited	Roupie indienne	Inde	100	100	-	-	Fabrication de robinetterie

b) Restrictions importantes

La trésorerie et les placements à court terme détenus dans certains pays d'Asie sont assujettis à la réglementation locale sur le contrôle des changes. Cette réglementation impose des restrictions à l'exportation des capitaux de ces pays, autrement que par le versement normal de dividendes. Cependant, ces restrictions n'ont pas une incidence importante sur les activités et la gestion de la trésorerie de la Société, car elles visent moins de 2 % de la trésorerie et des placements à court terme de la Société. La trésorerie et les placements à court terme assujettis à ces restrictions totalisent 2 142 $ (1 678 $ en 2015).

c) Participations ne donnant pas le contrôle

Le tableau ci-dessous présente les informations financières résumées pour chaque filiale ou entité structurée qui détient des participations ne donnant pas le contrôle qui sont significatives pour la Société et qui sont comptabilisées dans les capitaux propres plutôt que dans le passif [voir la note 12 p)]. Les montants de chaque filiale sont indiqués avant les éliminations intragroupe.

État résumé de la situation financière	**Juwon Special Steel Co. Ltd.**		**Velan Valvac Manufacturing Co. Ltd.**	
	Au 29 février 2016	**Au 28 février 2015**	**Au 29 février 2016**	**Au 28 février 2015**
	$	**$**	**$**	**$**
Actifs courants	8 954	10 149	5 061	4 775
Passifs courants	3 983	4 203	1 591	1 200
Actifs courants, montant net	4 971	5 946	3 470	3 575
Actifs non courants	12 510	4 929	1 860	1 874
Passifs non courants	8 121	1 585	117	170
Actifs non courants, montant net	4 389	3 344	1 743	1 704
Actif net	9 360	9 290	5 213	5 279
Cumul des participations ne donnant pas le contrôle	4 936	4 935	606	1 547

État résumé du résultat global	**Juwon Special Steel Co. Ltd.**		**Velan Valvac Manufacturing Co. Ltd.**	
	2016	**2015**	**2016**	**2015**
	$	**$**	**$**	**$**
Chiffre d'affaires	23 301	21 734	7 416	7 757
Résultat net de l'exercice	1 181	1 368	503	559
Autres éléments du résultat global	(1 109)	(302)	-	-
Résultat global total de l'exercice	72	1 066	503	559
Résultat net attribué aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	590	684	82	140
Dividendes versés aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle	-	947	139	86

Tableau résumé des flux de trésorerie	Juwon Special Steel Co. Ltd.		Velan Valvac Manufacturing Co. Ltd.	
	2016	**2015**	**2016**	**2015**
	$	**$**	**$**	**$**
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 578	1 995	368	1 373
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(9 403)	(848)	(60)	(46)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	5 738	(1 895)	(566)	(349)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 087)	(748)	(258)	978

d) Transactions avec les détenteurs d'une participation ne donnant pas le contrôle

Le 29 juin 2015, la Société a acquis une tranche supplémentaire de 15 % des actions ordinaires émises de Velan Valvac Manufacturing Co., Ltd., sa filiale taïwanaise, pour une contrepartie en trésorerie totalisant 890 $. Du fait de cette transaction, la Société a accru le pourcentage de sa participation dans cette filiale, qui est passé de 75 % à 90 %.

7 Immobilisations corporelles

	Terrains	Bâtiments	Matériel et outillage	Mobilier et agence-ments	Matériel informatique	Matériel roulant	Améliora-tions locatives	Total
	$	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**	**$**
Au 28 février 2014								
Coût	12 161	52 486	145 907	10 622	5 879	2 922	4 356	234 333
Cumul des amortissements	-	(22 976)	(99 130)	(7 334)	(4 367)	(1 976)	(1 945)	(137 728)
	12 161	29 510	46 777	3 288	1 512	946	2 411	96 605
Exercice clos le 28 février 2015								
Solde d'ouverture	12 161	29 510	46 777	3 288	1 512	946	2 411	96 605
Entrées	3	1 251	9 496	469	1 118	363	122	12 822
Sorties	-	-	(264)	(15)	-	(16)	-	(295)
Amortissement	-	(1 761)	(9 907)	(578)	(815)	(386)	(302)	(13 749)
Change	(490)	(958)	(1 191)	(926)	(63)	(59)	(411)	(4 098)
	11 674	28 042	44 911	2 238	1 752	848	1 820	91 285
Au 28 février 2015								
Coût	11 674	51 139	146 247	8 388	6 740	2 866	3 694	230 748
Cumul des amortissements	-	(23 097)	(101 336)	(6 150)	(4 988)	(2 018)	(1 874)	(139 463)
	11 674	28 042	44 911	2 238	1 752	848	1 820	91 285
Exercice clos le 29 février 2016								
Solde d'ouverture	11 674	28 042	44 911	2 238	1 752	848	1 820	91 285
Entrées	9 196	3 352	6 593	-	213	424	13	19 791
Sorties	(3)	(302)	(113)	204	1	(5)	-	(218)
Amortissement	-	(1 845)	(9 404)	(569)	(862)	(357)	(264)	(13 301)
Change	(1 001)	(517)	(615)	(83)	(10)	(23)	(51)	(2 300)
	19 866	28 730	41 372	1 790	1 094	887	1 518	95 257
Au 29 février 2016								
Coût	19 866	53 175	148 597	7 984	6 737	3 128	3 581	243 068
Cumul des amortissements	-	(24 445)	(107 225)	(6 194)	(5 643)	(2 241)	(2 063)	(147 811)
	19 866	28 730	41 372	1 790	1 094	887	1 518	95 257

La dotation aux amortissements de 13 301 $ (13 749 $ en 2015) est incluse dans l'état consolidé du résultat net, à raison de 11 880 $ (12 196 $ en 2015) dans le coût des ventes et de 1 421 $ (1 553 $ en 2015) dans les frais d'administration.

8 Immobilisations incorporelles et goodwill

	Goodwill	Logiciels	Brevets, produits et conceptions	Listes de clients	Accords de non-concurrence	Autres	Total
Au 28 février 2014							
Coût	25 422	7 611	14 485	7 461	829	1 091	56 899
Cumul des amortissements	-	(6 586)	(3 283)	(2 115)	(470)	(1 086)	(13 540)
	25 422	1 025	11 202	5 346	359	5	43 359
Exercice clos le 28 février 2015							
Solde d'ouverture	25 422	1 025	11 202	5 346	359	5	43 359
Entrées	-	384	13	-	-	3	400
Sorties et cessions	-	(19)	-	-	-	-	(19)
Amortissement	-	(650)	(866)	(699)	(155)	(4)	(2 374)
Change	(4 736)	(130)	(1 975)	(903)	(46)	-	(7 790)
	20 686	610	8 374	3 744	158	4	33 576
Au 28 février 2015							
Coût	20 686	7 343	11 805	6 072	675	890	47 471
Cumul des amortissements	-	(6 733)	(3 431)	(2 328)	(517)	(886)	(13 895)
	20 686	610	8 374	3 744	158	4	33 576
Exercice clos le 29 février 2016							
Solde d'ouverture	20 686	610	8 374	3 744	158	4	33 576
Entrées	-	306	1 023	-	-	-	1 329
Amortissement	-	(438)	(837)	(596)	(133)	(4)	(2 008)
Perte de valeur	(11 510)	-	-	-	-	-	(11 510)
Change	(647)	(15)	(258)	(111)	(4)	-	(1 035)
	8 529	463	8 302	3 037	21	-	20 352
Au 29 février 2016							
Coût	8 529	7 552	12 461	5 881	653	873	35 949
Cumul des amortissements	-	(7 089)	(4 159)	(2 844)	(632)	(873)	(15 597)
	8 529	463	8 302	3 037	21	-	20 352

La dotation aux amortissements de 2 008 $ (2 374 $ en 2015) est incluse dans l'état consolidé du résultat net à raison de 1 589 $ (1 890 $ en 2015) dans le coût des ventes et de 419 $ (484 $ en 2015) dans les frais d'administration.

Au 29 février 2016, la Société avait inscrit pour 1 023 $ (néant en 2015) en frais de développement à l'actif, déduction faite des crédits d'impôt à la recherche et au développement, en tant que brevets, produits et conceptions.

9 Dettes d'exploitation et charges à payer

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Dettes fournisseurs	20 661	26 868
Charges à payer	38 823	41 018
Autres	3 459	3 111
	62 943	70 997

10 Facilités de crédit

a) La Société et sa filiale américaine, Velan Valve Corp., avaient accès aux facilités de crédit suivantes au 29 février 2016 :

Non garanties

Facilités de crédit disponibles	Taux d'emprunt
62 815 $ (85 000 $ CA) [67 983 $ (85 000 $ CA) en 2015] (note 26)	Taux préférentiel au taux préférentiel majoré de 0,75 %

Les facilités non garanties ci-dessus sont disponibles sous forme de lignes de crédit d'exploitation remboursables à vue, d'emprunts bancaires, de lettres de crédit, d'acceptations bancaires, d'emprunts au LIBOR, de lettres de garantie et de découverts bancaires. Ces facilités sont assujetties à un renouvellement annuel.

Au 29 février 2016, un montant de néant (9 435 $ en 2015) avait été prélevé sur ces facilités de crédit non garanties sous forme de lignes de crédit d'exploitation remboursables à vue et de découverts bancaires. Un montant supplémentaire de 10 061 $ (12 377 $ en 2015) a été prélevé sur ces facilités de crédit non garanties sous forme de lettres de crédit et de lettres de garantie.

En plus des facilités de crédit non garanties décrites ci-dessus, la Société détient une facilité auprès d'Exportation et développement Canada de 40 000 $ visant des lettres de crédit et des lettres de garantie. Au 29 février 2016, un montant de 12 391 $ (9 476 $ en 2015) a été prélevé sur cette facilité.

b) Les filiales et les entités structurées à l'étranger avaient accès aux facilités de crédit suivantes au 29 février 2016 :

Garanties par des sûretés de la société

Facilités de crédit disponibles	Taux d'emprunt
Filiales à l'étranger 51 208 $ (38 572 €; 2 000 £; 4 873 100 KW; 170 000 INR) [60 749 $ (45 172 €; 2 000 £; 4 018 400 KW; 200 000 INR) en 2015] (note 26)	0,30 % à 10,00 % (0,54 % à 10,50 % en 2015) %
Entités structurées à l'étranger 5 026 $ (6 228 000 KW) [5 070 $ (5 590 000 KW) en 2015] (note 26)	1,50 % à 2,74 % (3,11 % à 5,00 % en 2015) %

Les facilités de crédit ci-dessus sont disponibles sous forme de lignes de crédit d'exploitation remboursables à vue, d'emprunts bancaires, de garanties, de lettres de crédit et de contrats de change à terme. La majorité de ces facilités de crédit porte intérêt à des taux variables fondés sur le LIBOR, l'EURIBOR, le KORIBOR, l'EONIA ou le taux préférentiel. Les taux d'emprunt indiqués ci-dessus étaient les taux en vigueur aux 29 février 2016 et 28 février 2015. Les durées des facilités ci-dessus peuvent varier, certaines étant renouvelables annuellement ou ayant une durée indéterminée. La valeur comptable nette globale des actifs donnés en garantie aux termes des facilités de crédit ci-dessus totalise 5 824 $ (8 233 $ en 2015).

Au 29 février 2016, un montant de 5 028 $ (6 181 $ en 2015) a été prélevé sur ces facilités de crédit garanties sous forme de lignes de crédit d'exploitation remboursables à vue et de découverts bancaires. Un montant supplémentaire de 3 859 $ (4 867 $ en 2015) a été prélevé sur ces facilités de crédit garanties sous forme de lettres de crédit et de lettres de garantie.

11 Provisions

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Solde à l'ouverture de l'exercice	7 874	8 060
Provisions supplémentaires	4 071	3 618
Montants utilisés au cours de l'exercice	(2 358)	(2 211)
Change	(254)	(1 593)
Solde à la clôture de l'exercice	9 333	7 874

Les provisions de la Société se composent entièrement de garanties. La Société offre diverses garanties aux acheteurs de ses robinets. La direction estime la provision pour réclamations au titre des garanties en s'appuyant sur l'information historique sur les réclamations au titre de garanties, ainsi que sur les tendances récentes pouvant laisser supposer que l'information passée sur les coûts pourrait ne pas correspondre à celle des réclamations futures. Parmi les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur l'information estimée relativement aux réclamations, mentionnons le succès des mesures prises par la Société au chapitre de la productivité et de la qualité, ainsi que les coûts des pièces et de la main-d'œuvre.

12 Dette à long terme

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Société		
Emprunt bancaire non garanti [note 12 a)]	1 333	6 667
Filiale française		
Emprunt bancaire non garanti (16 €; 68 € au 28 février 2015) [note 12 b)]	18	76
Emprunt bancaire garanti (néant; 84 € au 28 février 2015)	-	94
Emprunt bancaire non garanti (426 €; néant au 28 février 2015) [note 12 c)]	464	-
Filiale italienne		
Emprunt bancaire non garanti (564 €; 662 € au 28 février 2015) [note 12 d)]	614	744
Emprunt bancaire non garanti (548 €; 629 €; au 28 février 2015) [note 12 e)]	596	707
Emprunt non garanti consenti par une banque d'État (304 €; 371 € au 28 février 2015) [note 12 f)]	331	417
Emprunt bancaire non garanti (351 €; néant au 28 février 2015) [note 12 g)]	383	-
Emprunt bancaire non garanti (909 €; néant au 28 février 2015) [note 12 h)]	990	-
Emprunt bancaire non garanti (933 €; néant au 28 février 2015) [note 12 i)]	1 016	-
Emprunt bancaire non garanti (836 €; néant au 28 février 2015) [note 12 j)]	910	-
Emprunt bancaire non garanti (1 313 €; néant au 28 février 2015) [note 12 k)]	1 429	-
Emprunt bancaire non garanti (864 €; néant au 28 février 2015) [note 12 l)]	940	-
Entité structurée coréenne		
Emprunt bancaire garanti (18 000 KW; 22 800 KW au 28 février 2015) [note 12 m)]	15	21
Emprunt bancaire garanti (néant; 900 000 KW au 28 février 2015)	-	816
Emprunt bancaire non garanti (néant; 500 000 KW au 28 février 2015)	-	454
Emprunt bancaire garanti (8 000 000 de KW; néant au 28 février 2015) [note 12 n)]	6 456	-
Emprunt bancaire garanti (2 500 000 KW; néant au 28 février 2015) [note 12 o)]	2 018	-
Autres [note 12 p)]	4 936	4 831
	22 449	14 827
Moins la partie à court terme	7 978	10 644
	14 471	4 183

a) L'emprunt bancaire non garanti de 1 333 $ porte intérêt au taux de 2,74 %, est remboursable par mensualités de 444 $ et vient à échéance en 2016.

b) L'emprunt bancaire non garanti de 18 $ (16 €) porte intérêt au taux de 2,60 %, est remboursable par versements trimestriels de 29 $ et vient à échéance en 2016.

c) L'emprunt bancaire non garanti de 464 $ (426 €) porte intérêt au taux de 0,89 %, est remboursable par mensualités de 10 $ et vient à échéance en 2020.

d) L'emprunt bancaire non garanti de 614 $ (564 €) porte intérêt au taux de 2,91 %, est remboursable par mensualités et vient à échéance en 2021.

e) L'emprunt bancaire non garanti de 596 $ (548 €) porte intérêt au taux de 4,90 %, est remboursable par mensualités et vient à échéance en 2021.

f) L'emprunt bancaire garanti consenti par une banque d'État de 331 $ (304 €) ne porte pas intérêt, est remboursable par versements semestriels et vient à échéance en 2020.

g) L'emprunt bancaire non garanti de 383 $ (351 €) porte intérêt au taux Euribor de trois mois majoré de 1,7 %, est remboursable par versements trimestriels de 29 $ et vient à échéance en 2019.

h) L'emprunt bancaire non garanti de 990 $ (909 €) porte intérêt au taux Euribor de trois mois majoré de 1,6 %, est remboursable par versements trimestriels de 96 $ et vient à échéance en 2018.

i) L'emprunt bancaire non garanti de 1 016 $ (933 €) porte intérêt au taux Euribor de trois mois majoré de 1,8 %, est remboursable par versements trimestriels de 75 $ et vient à échéance en 2019.

j) L'emprunt bancaire non garanti de 910 $ (836 €) porte intérêt au taux Euribor de six mois majoré de 1,25 %, est remboursable par versements trimestriels de 102 $ et vient à échéance en 2018.

k) L'emprunt bancaire non garanti de 1 429 $ (1 313 €) porte intérêt au taux Euribor de trois mois majoré de 1,6 %, est remboursable par versements trimestriels de 105 $ et vient à échéance en 2019.

l) L'emprunt bancaire non garanti de 940 $ (864 €) porte intérêt au taux de 1,37 %, est remboursable par mensualités de 30 $ et vient à échéance en 2018.

m) L'emprunt bancaire garanti de 15 $ (18 000 KW) porte intérêt au taux de 1,50 % et est remboursable en 2020. Certains terrains, un bâtiment et certaines pièces de matériel et d'outillage ont été donnés en garantie de cet emprunt.

n) L'emprunt bancaire garanti de 6 456 $ (8 000 000 de KW) porte intérêt au taux de 2,21 %, est remboursable par versements trimestriels de 231 $ et vient à échéance en 2025.

o) L'emprunt bancaire garanti de 2 018 $ (2 500 000 KW) porte intérêt au taux de 2,65 %, est remboursable en un seul versement à l'échéance en 2018.

p) L'élément « Autres » comprend un montant de 3 781 $ (3 473 €) [3 580 $ (3 185 €) au 28 février 2015] lié à une option d'achat inconditionnelle détenue par un actionnaire minoritaire d'une des filiales de la Société. Ce montant est considéré comme un passif et non comme une participation ne donnant pas le contrôle. Le passif est comptabilisé initialement à titre de quote-part revenant à la participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net identifiable de la filiale ou de l'entité structurée. Ultérieurement, le passif est comptabilisé à la valeur des flux de trésorerie futurs estimés actualisée au taux effectif initial. Les ajustements apportés à la valeur comptable sont comptabilisés à titre de charge financière dans l'état consolidé du résultat net.

q) Le calendrier des remboursements futurs de la dette s'établit comme suit :

	$
28 février 2017	7 978
28 février 2018	1 930
28 février 2019	4 538
29 février 2020	1 734
28 février 2021	1 361
Exercices suivants	4 908
	22 449

La valeur comptable nette globale des actifs donnés en nantissement aux termes des conventions d'emprunt à long terme a totalisé 11 416 $ (2 742 $ en 2015).

r) La valeur comptable de la dette à long terme correspond approximativement à la juste valeur.

13 Capital social

a) Autorisé – en nombre illimité
Actions privilégiées pouvant être émises en séries
Actions à droit de vote subalterne
Actions à droit de vote multiple (cinq voix par action) pouvant être converties en actions à droit de vote subalterne

b) Émis

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
6 170 568 actions à droit de vote subalterne (6 372 601 au 28 février 2015) [notes 13 c) et d)]	67 219	69 349
15 566 567 actions à droit de vote multiple	7 126	7 126
	74 345	76 475

c) Aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, la Société peut racheter, en vue d'annulation, au cours de la période de 12 mois se terminant le 21 octobre 2016, un nombre maximal de 314 878 des actions à droit de vote subalterne émises de la Société (ce qui représente environ 5 % des actions de cette catégorie émises au 14 octobre 2015). Au cours de l'exercice clos le 29 février 2016, 216 300 (19 600 en 2015) actions à droit de vote subalterne ont été rachetées pour une contrepartie en trésorerie de 2 738 $ (306 $ en 2015), puis ont été annulées. L'excédent du montant du rachat sur le capital déclaré des actions a été porté au débit du surplus d'apport et des résultats non distribués.

d) En 1996, la Société a établi un régime d'options sur actions fixe (le « Régime d'options sur actions »), qu'elle a modifié au cours de l'exercice 2007 pour permettre à certains employés à temps plein, administrateurs, dirigeants et conseillers de la Société d'acheter des actions à droit de vote subalterne.

Le prix de souscription des actions à droit de vote subalterne attribuées aux termes des options est le montant le plus élevé entre i) le cours moyen pondéré de ces actions à droit de vote subalterne pour les cinq jours de bourse précédant la date d'attribution durant lesquels les actions à droit de vote subalterne ont été négociées à la Bourse de Toronto; et ii) le cours des actions à droit de vote subalterne le dernier jour où elles ont été négociées à la Bourse de Toronto, immédiatement avant la date d'attribution.

Le nombre maximal d'actions à droit de vote subalterne pouvant être émises de temps à autre aux termes du Régime d'options sur actions correspond à un pourcentage maximal fixe de 5 % du nombre global des actions à droit de vote multiple et des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation de temps à autre.

L'attribution des options est laissée à la discrétion du conseil d'administration qui, à la date d'attribution, établit la durée des options et la période d'acquisition des droits. L'acquisition des droits rattachés aux options commence généralement 12 mois après la date d'attribution, et les droits s'accumulent annuellement pendant la période d'acquisition, à condition qu'il y ait emploi continu. La durée maximale autorisée des options est de 10 ans.

Une charge de rémunération de 104 $ (15 $ en 2015) a été inscrite à l'état consolidé du résultat net et portée au crédit du surplus d'apport.

Au cours de l'exercice clos le 29 février 2016, 50 000 options ont été exercées aux termes de l'option d'exercice sans trésorerie, entraînant l'émission de 14 267 actions à droit de vote subalterne de la Société pour un produit de néant et un capital déclaré de 227 $, qui a été porté au débit du surplus d'apport. Aucune option n'avait été exercée au cours de l'exercice précédent.

Le tableau qui suit résume la situation du Régime d'options sur actions :

	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Durée contractuelle moyenne pondérée (en mois)
En circulation au 28 février 2014	50 000	12,78 $ (14,15) $ CA	29,0
Émises	100 000	16,43 $ (20,88) $ CA	60,0
En circulation au 28 février 2015	150 000	14,91 $ (18,64) $ CA	45,0
Exerçables au 28 février 2015	50 000	11,32 $ (14,15) $ CA	
En circulation au 28 février 2015	150 000	14,91 $ (18,64) $ CA	45,0
Émises	40 000	11,25 $ (15,22) $ CA	60,0
Exercées	(50 000)	10,46 $ (14,15) $ CA	-
En circulation au 29 février 2016	140 000	14,24 $ (19,26) $ CA	50,4
Exerçables au 29 février 2016	25 000	15,43 $ (20,88) $ CA	

14 Conversion des monnaies étrangères

Les profits (pertes) de change réalisés à la conversion des soldes et transactions libellés en monnaies étrangères et de la juste valeur des dérivés financiers et des dérivés incorporés libellés en monnaies étrangères au cours de l'exercice sont inclus dans le chiffre d'affaires et le coût des ventes, et s'établissent comme suit :

	2016 $	2015 $
Chiffre d'affaires	(1 070)	2 074
Coût des ventes	(1 214)	(8 937)

15 Coût des ventes

	2016 $	2015 $
Variation des stocks de produits finis et des produits en cours de fabrication	36 813	18 850
Matières premières et consommables utilisées	146 707	163 407
Charges liées au personnel, exception faite des crédits d'impôt pour la recherche scientifique (note 17)	79 724	93 713
Dotation aux amortissements (notes 7, 8 et 19)	13 469	14 086
Variation de la provision pour stocks, montant net (note 5)	5 444	727
Perte de change (note 14)	1 214	8 937
Autres frais généraux de production	39 241	37 747
	322 612	337 467

16 Frais d'administration

	2016 $	2015 $
Charges liées au personnel, exception faite des crédits d'impôt pour la recherche scientifique (note 17)	39 629	44 575
Crédits d'impôt pour la recherche scientifique (notes 17 et 18)	(3 119)	(3 815)
Commissions	6 281	7 921
Frais de transport aux clients	4 784	4 635
Honoraires professionnels	10 330	10 958
Variation de la correction pour créances irrécouvrables (note 26)	825	35
Dotation aux amortissements (notes 7, 8 et 19)	1 840	2 037
Autres	17 404	22 045
	77 974	88 391

17 Charges liées au personnel

	2016 $	2015 $
Salaires	85 673	99 173
Cotisations sociales	27 256	32 460
Crédits d'impôt pour la recherche scientifique (note 18)	(3 119)	(3 815)
Rémunération fondée sur des actions [note 13 d)]	104	15
Autres	6 320	6 640
	116 234	134 473

18 Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche et de développement sont inclus dans le coût des ventes et les frais d'administration, et s'établissent comme suit :

	2016 $	2015 $
Frais de recherche et de développement	8 014	9 231
Moins les crédits d'impôt pour la recherche scientifique et le développement	(3 119)	(3 815)
	4 895	5 416

19 Dotation aux amortissements

Les dotations aux amortissements sont incluses dans le coût des ventes et les frais d'administration, et s'établissent comme suit :

	2016 $	2015 $
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	13 301	13 749
Dotation aux amortissements des immobilisations incorporelles	2 008	2 374
	15 309	16 123

20 Coûts de restructuration

Au cours de l'exercice considéré, la Société a engagé des coûts de restructuration de 2 759 $ (néant en 2015), qui consistent principalement en coûts de départ en trésorerie, avantages du personnel et coûts de formation versés ou à verser à d'anciens membres du personnel.

La partie de ces coûts de restructuration qui se rapporte aux activités nord-américaines de la Société se chiffre à 2 150 $ (néant en 2015), soit 1 800 $ au titre de la réduction des effectifs et 350 $ au titre de la consolidation des usines. Le 15 septembre 2015, la Société a annoncé son intention de réduire les effectifs de ses établissements en Amérique du Nord et de consolider les activités de production de deux de ses usines nord-américaines. Ces initiatives de restructuration avaient pour but de réduire la capacité de fabrication de la Société en Amérique du Nord et d'améliorer l'efficience opérationnelle. La réduction des effectifs et la consolidation des usines se sont amorcées au troisième trimestre de l'exercice considéré et devraient être parachevées au cours des 12 mois à venir.

Le reste des coûts de restructuration, qui totalisent 609 $ (néant en 2015), ont été engagés à l'égard des activités de la Société à l'étranger, notamment dans le cadre de la fermeture des installations de la Société au Royaume-Uni. Après avoir longuement réfléchi aux diverses options envisageables après plusieurs exercices de pertes, la Société en est arrivée à la conclusion qu'il serait préférable de déplacer la production de sa principale gamme de purgeurs de vapeur de ses installations au Royaume-Uni à ses installations en Inde. Par suite de ce déménagement, la Société s'attend à bénéficier de synergies au chapitre des ressources de sa chaîne logistique, ainsi que de ses capacités en matière d'ingénierie et de fabrication. Le déménagement s'est amorcé au quatrième trimestre de l'exercice considéré et devrait être parachevé au cours des 12 mois à venir.

21 Impôt sur le résultat

	2016 $	2015 $
Impôt exigible :		
Impôt exigible sur le résultat de l'exercice	9 170	11 470
Ajustements au titre des exercices antérieurs	5 529	209
	14 699	11 679
Impôt différé :		
Naissance et renversement des écarts temporaires	(1 663)	(1 906)
Ajustements au titre des exercices antérieurs	(4 734)	-
	(6 397)	(1 906)
Charge d'impôt sur le résultat	8 302	9 773

L'impôt sur le résultat avant impôt de la Société diffère du montant qui aurait été obtenu par application des taux d'impôt prévus par la loi aux résultats des entités consolidées, comme suit :

	2016 $	2015 $
Résultat avant impôt au taux prévu par la loi de 26,90 % (26,90 % en 2015)	3 386	7 792
Incidence fiscale des éléments suivants :		
Différence dans les taux d'impôt prévus par la loi dans les territoires étrangers	960	1 624
Perte de valeur du goodwill non déductible	3 096	-
Perte (profit) de change non déductible (imposable)	629	539
Pertes non assujetties à l'impôt	633	874
Avantage attribuable à une structure de financement	(1 185)	(1 342)
Ajustements au titre des exercices antérieurs	795	209
Autres	(12)	77
Charge d'impôt sur le résultat	8 302	9 773

Le tableau qui suit présente une analyse des actifs d'impôt différé et des passifs d'impôt différé :

	2016 $	2015 $
Actifs d'impôt différé :		
À réaliser dans plus de 12 mois	8 858	7 502
À réaliser dans les 12 mois à venir	4 679	4 890
Passifs d'impôt différé :		
À réaliser dans plus de 12 mois	(2 435)	(8 199)
À réaliser dans les 12 mois à venir	(973)	(150)
Actif d'impôt différé, montant net	10 129	4 043

Le tableau qui suit présente les variations du montant net du compte d'actifs d'impôt différé :

	2016 $	2015 $
Solde à l'ouverture de l'exercice	4 043	2 136
Recouvrement en résultat net consolidé	6 397	1 906
Change	311	1
Solde à la clôture de l'exercice	10 129	4 043

Le tableau qui suit présente les principales composantes du montant net du compte d'actif d'impôt différé :

	2016 $	2015 $
Immobilisations corporelles	(5 051)	(4 858)
Immobilisations incorporelles	(3 508)	(3 798)
Provisions et réserves non déductibles	8 513	5 675
Crédits d'impôt à l'investissement	(969)	(930)
Stocks	8 278	6 378
Reports en avant de pertes autres qu'en capital	2 999	2 479
Autres	(133)	(903)
	10 129	4 043

Des actifs d'impôt différé de 2 234 $ (1 664 $ en 2015) n'ont pas été comptabilisés par la Société au titre de pertes autres qu'en capital totalisant 8 718 $ (5 707 $ en 2015) qui peuvent être reportées prospectivement pour réduire le résultat imposable d'exercices futurs. Ces pertes expirent entre 2021 et une date indéterminée.

Des actifs d'impôt différé de 369 $ (276 $ en 2015) n'ont pas été comptabilisés par la Société au titre de pertes en capital totalisant 2 745 $ (2 051 $ en 2015) qui peuvent être reportées prospectivement pour une période indéfinie afin de réduire les gains en capital imposables futurs.

Des passifs d'impôt différé de 6 987 $ (6 967 $ en 2015) n'ont pas été comptabilisés au titre des retenues d'impôt à la source et d'autres impôts qui auraient été payables sur les bénéfices non rapatriés de certaines filiales. Ces montants ne devraient pas s'inverser dans un avenir prévisible. Au 29 février 2016, les bénéfices non rapatriés totalisaient 312 810 $ (304 098 $ en 2015).

22 Résultat par action

a) De base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple par le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple en circulation de l'exercice.

	2016 $	2015 $
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple	3 641 $	18 580 $
Nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple en circulation	21 861 230	21 947 725
Résultat de base par action	0,17 $	0,85 $

b) Dilué

Le résultat dilué par action est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple en circulation de manière à refléter l'hypothèse de la conversion des titres potentiellement dilutifs en actions à droit de vote subalterne et en actions à droit de vote multiple. La Société a une catégorie de titres dilutifs convertibles en actions à droit de vote subalterne et en actions à droit de vote multiple, à savoir des options sur actions. En ce qui concerne ces options sur actions, un calcul est effectué pour déterminer le nombre d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple qui auraient pu être acquises à la juste valeur (déterminée comme correspondant au cours moyen sur le marché des actions à droit de vote subalterne et des actions à droit de vote multiple en circulation de la Société pour la période), en fonction des prix d'exercice dont les options sur actions sont assorties. Le nombre d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple calculé ci-dessus est comparé avec le nombre d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple qui auraient été émises en supposant l'exercice des options sur actions.

	2016 $	2015 $
Résultat net attribuable aux détenteurs d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple	3 641 $	18 580 $
Nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple en circulation	21 861 230	21 947 725
Ajustements au titre des options sur actions	7 412	14 892
Nombre moyen pondéré d'actions à droit de vote subalterne et d'actions à droit de vote multiple aux fins du calcul du résultat dilué par action	21 868 642	21 962 617
Résultat dilué par action	0,17 $	0,85 $

23 Engagements et éventualités

a) Dans le cours normal des activités, la Société consent des garanties d'exécution relativement à ses produits et à la livraison dans les délais convenus, de même que des garanties de paiement anticipé et des cautionnements de soumission. Au 29 février 2016, la valeur maximale totale de ces garanties, advenant qu'elles soient exercées, s'élevait à 79 787 $ (65 873 $ en 2015). Ces garanties expirent comme suit :

	$
28 février 2017	36 381
28 février 2018	17 847
28 février 2019	16 125
29 février 2020	7 767
28 février 2021	1 506
Exercices suivants	161
	79 787

b) La Société a des engagements d'achat auprès de fournisseurs étrangers échéant à moins de un an et totalisant 5 950 $ (8 722 $ en 2015), engagements qui sont couverts par des lettres de crédit.

c) Les paiements minimaux futurs au titre des contrats de location simple (qui portent principalement sur des locaux et du matériel) s'établissent comme suit :

	$
28 février 2017	1 459
28 février 2018	1 551
28 février 2019	1 432
29 février 2020	1 196
28 février 2021	525
Exercices suivants	200
	6 363

d) Deux des filiales américaines de la Société ont été nommées défenderesses dans des poursuites relativement à la présence d'amiante dans des produits vendus antérieurement. La direction croit qu'elle a une solide défense, et les filiales ont été acquittées par le passé dans un certain nombre de cas semblables. En raison des nombreuses incertitudes inhérentes à l'établissement de prévisions concernant l'issue de ces poursuites, ainsi que de l'évolution des poursuites relatives à l'amiante aux États-Unis, la direction croit qu'il n'est pas possible de faire une estimation du passif au titre de l'amiante des filiales. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les comptes.

Pour l'exercice clos le 29 février 2016, les frais juridiques et frais connexes relatifs à ces questions se sont élevés à 5 568 $ (6 085 $ en 2015).

e) Des poursuites et des actions ou des réclamations survenant dans le cours normal des activités sont en instance ou guettent la Société. Bien que, pour l'instant, il ne soit pas possible d'en déterminer le dénouement, d'après les faits actuellement connus, la Société ne croit pas que l'issue ultime aura une incidence négative importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses liquidités. Aucune provision n'a été constituée dans les comptes.

Le 3 décembre 2014, San Diego Gas & Electric Company (« SDG ») a intenté une poursuite contre Velan Valve Corp., filiale entièrement détenue de la Société, devant la cour supérieure de l'État de Californie au sujet de robinets haute pression fournis à SDG et installés à son centre d'énergie Palomar (l'« installation »).

Des dommages-intérêts à l'installation d'une valeur de plus de 9 000 $ sont réclamés dans le cadre de cette poursuite relativement à une prétendue défectuosité des robinets fournis par Velan Valve Corp. La réclamation est pour la responsabilité stricte présumée du fait du produit et pour la négligence présumée. La Société soutient que cette réclamation est non fondée.

La Société a l'intention de se défendre avec vigueur et prendra toutes les mesures nécessaires pour protéger sa réputation. Bien qu'elle ne puisse prédire l'issue de cette poursuite, la Société croit que, selon l'information actuellement disponible, la résolution du litige n'aura pas une incidence négative importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation ou ses liquidités. La Société a signalé cette réclamation auprès de sa compagnie d'assurance, et la franchise de 100 $ a été comptabilisée.

24 Transactions entre parties liées

Les transactions et les soldes avec les parties liées surviennent dans le cours normal des activités. Les transactions et les soldes avec les parties liées qui ne sont pas présentés séparément dans les présents états financiers consolidés s'établissent comme suit :

	2016 $	2015 $
Société affiliée détenue par des parties liées à l'actionnaire détenant le contrôle		
Achats – constituants de matières	988	1 459
Ventes – constituants de matières	38	67
Montants facturés par une société affiliée dans laquelle une partie liée à l'actionnaire détenant le contrôle détient une participation de 50 %		
Consultation informatique	-	14
Montant facturé par l'actionnaire détenant le contrôle à l'une des filiales de la Société et certains de ses dirigeants		
Loyer fondé sur l'utilisation hebdomadaire	37	27
Créances d'exploitation		
Sociétés affiliées	9	-
Dettes d'exploitation et charges à payer		
Sociétés affiliées	85	82
Actionnaire détenant le contrôle	6	35
Rémunération de membres clés[1] de la direction		
Salaires et autres avantages à court terme	4 186	4 405
Rémunération fondée sur des actions	104	15

[1] Les principaux dirigeants comprennent les administrateurs (internes ou externes) et certains cadres supérieurs.

25 Informations sectorielles

La Société présente ses résultats sous un seul secteur d'exploitation. Le tableau qui suit présente la répartition géographique de son chiffre d'affaires et de ses actifs :

	Au 29 février 2016						
	Canada $	**États-Unis $**	**France $**	**Italie $**	**Autres $**	**Ajustement de consoli-dation $**	**Chiffres consolidés $**
Chiffre d'affaires							
Clients							
Nationaux	19 182	127 482	50 779	1 389	19 228		218 060
Exportation	116 570	-	36 846	29 927	25 491		208 834
Intragroupe (exportation)	62 901	24 418	37	3 538	62 716	(153 610)	-
Total	198 653	151 900	87 662	34 854	107 435	(153 610)	426 895
Immobilisations corporelles	38 331	7 702	11 350	3 257	34 617	-	95 257
Immobilisations incorporelles et goodwill	954	-	8 846	10 520	32	-	20 352
Autres actifs identifiables	221 481	28 570	134 850	37 695	103 205	(125 782)	400 018
Total des actifs identifiables	260 766	36 272	155 046	51 472	137 854	(125 782)	515 627

	Au 28 février 2015						
	Canada $	**États-Unis $**	**France $**	**Italie $**	**Autres $**	**Ajustement de consoli-dation $**	**Chiffres consolidés $**
Chiffre d'affaires							
Clients							
Nationaux	37 258	142 930	54 190	553	22 237		257 168
Exportation	91 517	-	49 434	34 935	22 696		198 582
Intragroupe (exportation)	83 279	17 230	144	3 156	56 022	(159 831)	-
Total	212 054	160 160	103 768	38 644	100 955	(159 831)	455 750
Immobilisations corporelles	41 588	7 926	10 496	3 854	27 421	-	91 285
Immobilisations incorporelles et goodwill	78	-	9 229	24 215	54	-	33 576
Autres actifs identifiables	245 375	30 633	132 780	39 964	110 638	(125 623)	433 767
Total des actifs identifiables	287 041	38 559	152 505	68 033	138 113	(125 623)	558 628

26 Gestion du risque financier

Du fait de ses activités, la Société est exposée à une variété de risques financiers : risque de marché (y compris le risque de change et le risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur), risque de crédit et risque de liquidité. Le programme global de gestion des risques financiers de la Société vise à atténuer les risques imprévisibles du marché des capitaux et leurs effets potentiellement négatifs sur la performance financière de la Société.

La gestion des risques financiers est généralement assurée par la division des finances de la Société, conformément aux politiques approuvées par le conseil d'administration. La responsabilité de cette division consiste à définir, à évaluer et

à couvrir les risques financiers de concert avec les équipes des finances des filiales de la Société. La Société utilise des instruments financiers dérivés pour couvrir son exposition à certains risques. L'utilisation des instruments financiers dérivés est assujettie à une politique aux termes de laquelle aucune transaction sur dérivé ne doit être conclue en vue d'établir une position de spéculation ou de levier, le corollaire étant que toutes les transactions visant des dérivés doivent avoir pour seul objet la gestion des risques.

Vue d'ensemble

Le tableau qui suit fait état des instruments financiers de la Société et de la nature des risques auxquels ils pourraient être exposés :

	Risques			
	Risques de marché			
Instruments financiers	**Change**	**Taux d'intérêt**	**Crédit**	**Liquidité**
Trésorerie et équivalents de trésorerie	x	x	x	
Placements à court terme	x	x	x	
Créances d'exploitation	x		x	
Actifs dérivés	x		x	
Dette bancaire	x	x		x
Emprunts bancaires à court terme	x	x		x
Dettes d'exploitation et charges à payer	x			x
Acomptes de clients	x			x
Dividendes à payer	x			x
Provision pour garanties d'exécution	x			x
Passifs dérivés	x			x
Dette à long terme	x	x		x

Risque de marché

Risque de change

Le risque de change lié aux instruments financiers s'entend du risque que la juste valeur des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier varie en raison des fluctuations des taux de change. La Société exerce ses activités à l'échelle internationale et court un risque de change découlant de son exposition à diverses monnaies. Le risque de change est lié aux transactions commerciales et aux actifs et passifs comptabilisés qui sont libellés dans des monnaies autres que la monnaie fonctionnelle de la Société. La Société possède des établissements qui utilisent différentes monnaies fonctionnelles et, par conséquent, chacun d'entre eux est exposé au risque de change lié à sa monnaie fonctionnelle.

Lorsqu'elle le peut, la Société rapproche les encaissements et les décaissements effectués dans une même monnaie. Le montant net de l'exposition résiduelle attendue aux monnaies étrangères fait l'objet d'une couverture. Pour couvrir cette exposition, la Société utilise des instruments dérivés de change, soit principalement des contrats de change à terme. Ces dérivés n'ont pas été désignés comme des couvertures aux fins comptables.

Aux 29 février 2016 et 28 février 2015, les instruments en vigueur s'établissaient comme suit :

	Fourchette de taux de change		Profit (perte) (en milliers de $ US)		Notionnel (en milliers)	
	Au 29 février 2016	Au 28 février 2015	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $	Au 29 février 2016	Au 28 février 2015
Contrats de change à terme						
Vendre des dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,25-1,46	1,09-1,26	(1 212)	(3 047)	84 104 $ US	49 565 $ US
Acheter des dollars américains contre des dollars canadiens – de 0 à 12 mois	1,32-1,34	-	1 426	-	75 000 $ US	-
Vendre des dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,08-1,39	1,14-1,40	(1 602)	(2 236)	8 481 $ US	19 573 $ US
Acheter des dollars américains contre des euros – de 0 à 12 mois	1,08-1,28	1,12-1,27	2	30	187 $ US	1 119 $ US
Vendre des dollars américains contre des wons coréens – de 0 à 12 mois	1 166-1 206	-	(16)	-	426 $ US	-
Vendre des euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,09-1,19	1,13-1,14	(22)	(55)	13 737 €	5 907 €
Acheter des euros contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	1,07	1,10	156	49	11 000 €	5 000 €
Acheter des livres sterling contre des dollars américains – de 0 à 12 mois	-	1,55-1,62	-	(37)	-	599 £
Acheter des livres sterling contre des euros – de 0 à 12 mois	0,72-0,78	0,74-0,79	(79)	78	938 £	1 982 £

Les contrats de change à terme sont des contrats aux termes desquels la Société a l'obligation de vendre ou d'acheter des monnaies étrangères au prix d'exercice. La juste valeur des instruments de change est inscrite à l'état consolidé du résultat net et reflète les montants estimés que la Société aurait versés ou reçus pour régler ces contrats à la date de clôture. Les profits latents sont comptabilisés à titre d'actifs dérivés et les pertes latentes, à titre de passifs dérivés, dans l'état consolidé de la situation financière.

Le tableau suivant présente une analyse de la sensibilité des risques de change les plus importants de la Société liés à sa position nette dans des instruments financiers de change, notamment la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements à court terme, la dette bancaire, les emprunts bancaires à court terme, les instruments financiers dérivés, les créances d'exploitation, les dettes d'exploitation et charges à payer, les acomptes des clients, la provision pour garanties d'exécution et la dette à long terme, y compris les intérêts à payer. Un raffermissement hypothétique de 5,0 % des monnaies suivantes aurait eu l'incidence suivante pour les exercices clos les 29 février 2016 et 28 février 2015 :

	Bénéfice net (perte nette)		Autres éléments du résultat global	
	2016 $	2015 $	2016 $	2015 $
Raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain	112	1 083	-	-
Raffermissement de l'euro par rapport au dollar américain	447	766	-	-

Un fléchissement hypothétique de 5,0 % des monnaies mentionnées ci-dessus aurait eu l'incidence contraire pour les deux exercices.

Pour les besoins de l'analyse ci-dessus, le risque de change ne comprend pas la conversion des comptes des filiales dans la monnaie de présentation de la Société. Pour les filiales dont la monnaie fonctionnelle n'est pas la monnaie de présentation (dollar américain) de la Société, ce risque aurait eu une incidence sur les autres éléments du résultat global.

Risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie et à la juste valeur

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt en raison principalement de ses facilités de crédit, de sa dette à long terme et de sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie. Les éléments à taux variable exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié aux flux de trésorerie, et les éléments portant intérêt à taux fixes exposent la Société au risque de taux d'intérêt lié à la juste valeur. La plus grande partie de la dette à long terme et des facilités de crédit de la Société porte intérêt, et sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie rapportent des intérêts à des taux variables. Une variation hypothétique de 0,5 % des taux d'intérêt n'aurait pas une incidence significative sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Risque de crédit

Le risque de crédit s'entend du risque qu'une perte inattendue survienne si un client ou une contrepartie à un instrument financier manque à ses obligations contractuelles. Ce risque est principalement lié aux créances d'exploitation de la Société.

Le risque de crédit de la Société associé à ses créances d'exploitation est concentré et, au 29 février 2016, six clients (quatre clients en 2015) représentaient plus de 5 % chacun des créances d'exploitation, dont un en représentait 11,8 % (10,3 % en 2015), alors que les 10 principaux clients de la Société en représentaient 58,5 % (54,7 % en 2015). De plus, un client représentait 13,4 % (10,9 % en 2015) du chiffre d'affaires de la Société.

Pour réduire son risque de crédit, la Société évalue continuellement la solvabilité de ses clients et applique des procédures d'évaluation spécifiques à l'égard de tous ses nouveaux clients. L'évaluation comprend l'analyse par échéance des créances d'exploitation, ainsi que l'analyse des profils historiques de paiement, de la solvabilité des clients et des tendances économiques du moment. Chaque client se voit attribuer une limite de crédit spécifique qui est révisée périodiquement. Un compte de correction de valeur pour créances d'exploitation irrécouvrables est établi lorsque, selon l'évaluation de la direction, le recouvrement d'une créance n'est pas raisonnablement assuré.

En raison de ses instruments financiers dérivés, de sa trésorerie et de ses équivalents de trésorerie ainsi que de ses placements à court terme, la Société est également exposée à un risque de crédit qu'elle gère en faisant affaire avec des institutions financières très bien notées.

Le risque de crédit principal de la Société est limité à la valeur comptable des créances clients et des profits sur les actifs dérivés.

Le tableau qui suit présente un sommaire du classement par échéance des créances clients :

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Courant	73 655	64 387
En souffrance depuis 0 à 30 jours	12 780	17 930
En souffrance depuis 31 à 90 jours	13 377	12 360
En souffrance depuis plus de 90 jours	16 205	4 804
	116 017	99 481
Moins la correction pour créances irrécouvrables	1 653	899
Créances clients	114 364	98 582
Autres créances	5 205	6 735
Total des créances clients	119 569	105 317

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations de la correction de valeur pour créances irrécouvrables :

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Solde à l'ouverture de l'exercice	899	917
Charge pour créances irrécouvrables	1 646	872
Recouvrement de créances clients	(198)	(665)
Sortie de créances clients	(623)	(172)
Change	(71)	(53)
Solde à la clôture de l'exercice	1 653	899

Risque de liquidité

Le risque de liquidité s'entend du risque que la Société ne soit pas en mesure de satisfaire à ses obligations financières à leur échéance. La Société gère ce risque en exerçant une surveillance continue de ses besoins de trésorerie futurs. Les entités en exploitation effectuent les prévisions de flux de trésorerie, lesquelles sont ensuite totalisées par la division des finances de la Société. La Société a pour politique de maintenir une trésorerie et des équivalents de trésorerie suffisants et de disposer de facilités de crédit afin de satisfaire aux exigences opérationnelles actuelles et futures.

Les tableaux qui suivent présentent les passifs financiers classés par type et par échéance contractuelle des paiements aux dates indiquées :

	Au 29 février 2016				
	Total **$**	**Moins de 1 an** **$**	**De 1 an à 3 ans** **$**	**De 4 à 5 ans** **$**	**Plus de 5 ans** **$**
Dette à long terme	22 449	7 978	6 468	3 095	4 908
Dettes d'exploitation et charges à payer	62 943	62 943	-	-	-
Acomptes de clients	28 123	28 123	-	-	-
Provision pour garanties d'exécution	30 563	30 563	-	-	-
Dette bancaire et emprunts bancaires à court terme	6 347	6 347	-	-	-
Passifs dérivés	2 945	2 945	-	-	-

	Au 28 février 2015				
	Total **$**	**Moins de 1 an** **$**	**De 1 an à 3 ans** **$**	**De 4 à 5 ans** **$**	**Plus de 5 ans** **$**
Dette à long terme	14 827	10 644	1 973	610	1 600
Dettes d'exploitation et charges à payer	70 997	70 997	-	-	-
Acomptes de clients	44 111	44 111	-	-	-
Provision pour garanties d'exécution	30 012	30 012	-	-	-
Dette bancaire et emprunts bancaires à court terme	17 750	17 750	-	-	-
Passifs dérivés	5 362	5 362	-	-	-

Juste valeur des instruments financiers

Les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés sur les marchés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données non observables, comme des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données observables de marché. Le niveau de la hiérarchie des justes valeurs au sein duquel doit être classée en totalité l'évaluation de la juste valeur doit être déterminé d'après le niveau de données le plus bas qui sera significatif pour l'évaluation de la juste valeur dans son intégralité.

La juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière s'établit comme suit :

	Au 29 février 2016			
Classement à l'état de la situation financière et nature	**Total $**	**Niveau 1 $**	**Niveau 2 $**	**Niveau 3 $**
Actifs				
Actifs dérivés	1 598	-	1 598	-
Passifs				
Passifs dérivés	2 945	-	2 945	-

	Au 28 février 2015			
Classement à l'état de la situation financière et nature	**Total $**	**Niveau 1 $**	**Niveau 2 $**	**Niveau 3 $**
Actifs				
Actifs dérivés	144	-	144	-
Passifs				
Passifs dérivés	5 362	-	5 362	-

Les évaluations de la juste valeur des actifs et des passifs dérivés de la Société sont classées au niveau 2, car elles sont établies au moyen des prix cotés sur le marché ou d'estimations fondées sur des données observables comme les taux d'intérêt, les courbes de rendement et les cours du change au comptant et futurs. La valeur comptable des instruments financiers de la Société correspond approximativement à leur juste valeur, sauf indication contraire.

27 Gestion du capital

La stratégie de gestion du capital de la Société est conçue de manière à maintenir de solides liquidités afin de permettre à la Société de réaliser son plan de croissance interne, d'effectuer des acquisitions sélectives et d'offrir à ses actionnaires un bon rendement sur leurs placements tout en adoptant une approche prudente en matière de levier financier.

La stratégie financière de la Société est conçue pour atteindre les objectifs susmentionnés et prendre des mesures en fonction de l'évolution de la conjoncture économique et des caractéristiques des risques des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société peut émettre ou racheter des actions, contracter ou rembourser des dettes, modifier le montant des dividendes versés aux actionnaires ou entreprendre toute autre activité qu'elle considère comme appropriée dans les circonstances.

La Société s'appuie sur le ratio total des emprunts/capitaux propres pour assurer le suivi de son capital. Le total des emprunts se compose de toutes les dettes portant intérêt, et les capitaux propres sont définis comme le total des capitaux propres.

Le ratio total des emprunts/capitaux propres s'établissait comme suit aux dates suivantes :

	Au 29 février 2016 $	Au 28 février 2015 $
Dette bancaire	5 028	15 616
Emprunts bancaires à court terme	1 319	2 134
Partie à court terme de la dette à long terme	7 978	10 644
Dette à long terme	14 471	4 183
Total des emprunts	28 796	32 577
Capitaux propres	333 119	345 093
Ratio total des emprunts/capitaux propres	8,6 %	9,4 %

L'objectif de la Société consiste à gérer de façon prudente le ratio total des emprunts/capitaux propres et de maintenir une capacité de financement pour des occasions d'affaires potentielles.

La stratégie et les objectifs financiers de la Société mentionnés précédemment n'ont pas changé par rapport à la dernière période de présentation de l'information financière. Ces objectifs et stratégies font l'objet d'une révision annuelle ou plus fréquente, si nécessaire.

La Société respecte tous ses engagements au titre de sa dette et de ses facilités de crédit, et elle n'est pas soumise à des exigences concernant son capital qui seraient imposées par une autorité de réglementation.

28 Ajustements visant à rapprocher le résultat net des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation

	2016 $	2015 $
Amortissement des immobilisations corporelles	13 301	13 749
Amortissement des immobilisations incorporelles	2 008	2 374
Impôt sur le résultat différé	(6 397)	(1 906)
Rémunération fondée sur des actions	104	15
Perte (profit) sur la sortie d'immobilisations corporelles	(54)	139
Perte de valeur du goodwill (note 4)	11 510	-
Perte de change réalisée sur la liquidation d'une filiale	-	636
Variation nette des actifs dérivés et des passifs dérivés	(3 897)	4 208
Variation nette des autres passifs	505	230
	17 080	19 445

29 Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

	2016 $	2015 $
Créances d'exploitation	(14 330)	23 602
Stocks	40 758	20 557
Impôts sur le résultat recouvrables	(203)	(7)
Acomptes et charges payées d'avance	1 728	(280)
Dettes d'exploitation et charges à payer	(8 108)	(5 603)
Impôt sur le résultat à payer	1 773	(197)
Acomptes de clients	(16 095)	(22 770)
Provisions	1 449	(186)
Provision pour garanties d'exécution	547	(3 837)
	7 519	11 279

Administrateurs et dirigeants

Administrateurs

T. Velan	Président du Conseil
W. Sheffield	Administrateur principal
P. Velan	Administrateur
R. Velan	Administrateur
C. Hooper	Administrateur
J. Latendresse	Administrateur
K. MacKinnon	Administrateur

Dirigeants

T. Velan	Chef de la direction
Y. Leduc	Président
I. Velan	Conseiller spécial du président
M. Allen	Vice-président exécutif, Opérations manufacturières et chaîne d'approvisionnement
W. Maar	Vice-président exécutif, Ventes internationales et opérations outremer
J. Ball	Directeur financier
V. Apostolescu	Vice-président, Assurance de la qualité
S. Bruckert	Vice-président, Ressources humaines et chef du contentieux, secrétaire corporatif
J. Del Buey	Vice-président, Applications difficiles
P. Dion	Vice-président, Ventes - Canada
P. Lee	Vice-président, Ventes - États-Unis (Nord Est)
G. Perez	Vice-président, Ingénierie
C. Pogue	Vice-président, Ventes - États-Unis (Sud Ouest)
G. Sabourin	Vice-président, Trésorerie et systèmes financiers
A. Smith	Vice-président, Approvisionnement
R. Sossoyan	Vice-président, Information financière internationale
D. Velan	Vice-président, Marketing et stratégie de produit
R. Velan	Vice-président, Distribution et service à la clientèle

Renseignements à l'intention des actionnaires

Siège social

7007, chemin de la Côte-de-Liesse,
Montréal (Québec) Canada H4T 1G2

Site web

www.velan.com

Relations avec les investisseurs

John D. Ball
Directeur financier
7007, chemin de la Côte-de-Liesse, Montréal (Québec) Canada H4T 1G2
Tél. : (514) 748-7748, Poste 5537
Téléc. : (514) 908-0180

Auditeurs

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l..

Agent de transfert

Société de fiducie CST

Actions en circulation au 29 février 2016

6 170 568 actions à droit de vote subalterne
15 566 567 actions à droit de vote multiple

Inscription boursière

Symbole : VLN

Cours extrêmes

Haut : 22,50 $ CA
Bas : 13,57 $ CA

À la clôture le 29 février 2016: 17,05 $ CA

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle des actionnaires aura lieu
le 12 juillet 2016 à 15 h dans le Salon St-Denis de :
Club Saint-James de Montréal
1145, avenue Union,
Montréal (Québec) Canada H3B 3C2

Velan autour de monde

Siège social

Montréal, QC, Canada
Velan Inc.

Un vaste réseau global

- 14 usines
  - 4 usines en Amérique du Nord
  - 5 usines en Europe
  - 5 usines en Asie
- 4 centres de distribution et développements
- Plus de 100 distributeurs autour du monde
- Plus de 60 ateliers d'entretien autour du monde

Production - Canada

Usine 1 et 5

Montréal, QC, Canada
Velan Inc.

Usine 2 et 7

Montréal, QC, Canada
Velan Inc.

Usine 4 et 6

Granby, QC, Canada
Velan Inc.

Production - Europe

Usine

Lyon, France
Velan SAS

Usine

Mennecy, France
Segault SA

Usine

Lisbonne, Portugal
Velan Valvulas Industriais, Lda.

Production - Asie

Usine 1

Ansan City, Corée du Sud
Velan Ltd.

Usine 2

Ansan City, Corée du Sud
Velan Ltd.

Usine

Taichung, Taiwan
Velan-Valvac

Centre de distribution

Inventaire et distribution

Willich, Allemagne
Velan GmbH

Inventaire et distribution

Granby, QC, Canada
Vel*CAN*

Inventaire et distribution

Benicia, CA, États-Unis
Vel*CAL*

Production - États-Unis

Usine 3

Williston, VT, États-Unis
Velan Valve Corp.

Usine 1

Lucca, Italie
Velan ABV S.r.l.

Usine 2

Lucca, Italie
Velan ABV S.r.l

Usine

Suzhou, Chine
Velan Valve (Suzhou) Co., Ltd.

Usine

Coimbatore, Inde
Velan Valves India Private Ltd.

Inventaire et distribution

Houston, TX, États-Unis
Vel*TEX*

Un leader mondial dans la conception et la fabrication de robinetterie industrielle pour les secteurs suivants :

- **Centrales thermiques, nucléaires et de cogénération**
- **Pétrole et gaz**
- **Raffinage et pétrochimie**
- **Produits chimiques**
- **Pâtes et papiers**
- **Applications sous-marines**
- **Installations cryogéniques et de GNL**
- **Construction navale**
- **Mines**
- **Chauffage, ventilation et climatisation**
- **Eau et eaux usées**

For an English copy of this Annual Report, please contact:

Velan Inc.
7007 Cote de Liesse,
Montreal, QC H4T 1G2
Canada

Tel: +1 514-748-7743
Fax: +1 514-748-8635

www.velan.com